

CAHIER DE ReCHERCHE

DECEMBRE 92



N° 38

RECOURS ET ADAPTATION EN SITUATION DEFAVORISEE

Anastassios Iliakopoulos
Christine Labbé
Michel Legros
Jérôme Mainka

Cette étude a été menée à la demande et sur financement de la
Mission Interministérielle Recherche Expérimentation
du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Elle a également bénéficié d'un financement au titre de la subvention recherche
accordée par le Commissariat Général du Plan au CREDOC.

Crédoc - Cahier de recherche. N°
38. Décembre 1992.

CREDOC•Bibliothèque



CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

CREDOC

RECOURS ET ADAPTATION EN SITUATION DEFAVORISEE

NOTE DE SYNTHESE

A. ILIAKOPOULOS
C. LABBE
M. LEGROS
J. MAINKA

Département Evaluation des
Politiques Sociales

DECEMBRE 1992

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

RZ 038

Si les situations de pauvreté et de précarité réduisent évidemment les capacités des personnes et des familles à s'insérer dans leur environnement, elles ne les privent cependant pas de toute possibilité d'initiatives. De nombreux travaux ont mis l'accent, ces dernières années, sur les aptitudes des familles en situation défavorisée à construire des stratégies dans les marges de liberté, parfois très étroites, que leur laissent les contraintes d'un quotidien difficile à vivre. S'appuyant sur un réseau familial plus ou moins étendu, puisant des ressources dans des réseaux de sociabilité, gérant au mieux le recours aux institutions sociales des individus ou des familles réussissent ainsi à restaurer une capacité de projet assurant, au pire, une survie dans des conditions tolérables, et au mieux, une amélioration de leur situation.

Qu'ils mettent l'accent sur "les carrières de l'assistance" ou sur les stratégies de pauvres, ces travaux présentent l'intérêt de replacer dans une situation d'acteur des personnes considérées, dans d'autres approches théoriques, comme dépourvues de toute autonomie.

Ce déplacement de point de vue est, le plus souvent, mis en œuvre à partir d'analyses biographiques ou d'une reconstruction des logiques des acteurs utilisant le contenu d'entretiens réalisés avec des personnes en situation de pauvreté ou de précarité. S'il est, désormais, bien acquis que la pauvreté n'exclut pas le comportement stratégique et que l'étroitesse même des marges de manœuvre rend encore plus nécessaire l'élaboration de tels comportements, ces travaux n'examinent, ni l'ensemble des options disponibles, ni les mécanismes qui président à la sélection d'une stratégie au détriment d'une autre. Enfin, en raison de la faible taille des populations retenues dans ces recherches, à dominante essentiellement qualitative, les liaisons entre les différentes formes de recours utilisées et l'ensemble des ressources à la disposition de ces populations ne peuvent apparaître clairement.

Le lancement conjoint, à la fin de l'année 1989, par la MIRE et l'INSEE d'un programme de recherches consacrées à la réalisation d'analyses secondaires des données de l'enquête INSEE "Etude des conditions de vie" a permis de dépasser la perspective qualitative qui est d'ordinaire utilisée pour traiter ce type de problème au profit d'une approche visant à quantifier les comportements stratégiques des personnes en situation de pauvreté. La réalisation de cet essai de quantification supposait de définir plus précisément ce

comportement stratégique supposé et surtout nécessitait d'apprécier la faisabilité d'une telle démarche dans le cadre des données disponibles de l'enquête "Enquête des conditions de vie".

La réalisation de cette étude s'appuie sur la comparaison des réactions de deux groupes de population, sous-échantillon de l'ensemble des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête "Situations défavorisées". La première population est composée de personnes dont les revenus sont inférieurs à 60% du SMIC. Le SMIC étant égal en 1986 à 4460 Francs bruts mensuels, soit environ 3700 Francs nets, la population précaire ne dispose pas de revenus supérieurs à 2220 Francs mensuels par unité de consommation. Pour fixer les idées, cela correspond à un revenu mensuel d'environ 6000 Francs nets pour un couple avec deux enfants. Dans l'enquête, cette population correspond à 1705 personnes.

Une seconde population, dont le niveau de ressource se situait entre 3702 Francs et 5552 Francs par unité de consommation a été retenue, afin de constituer une population de référence. Cette population qui comprend 3495 personnes se situe entre 1 et 1,5 fois le SMIC. Le niveau de revenu retenu pour cette seconde population permet, à la fois, de la différencier nettement de la première sans toutefois induire un décalage très important.

Pour la commodité de la présentation, la première population a été qualifiée de "pauvre" et la seconde de "moyenne".

En supplément à ces deux populations, nous avons envisagé dans le projet initialement construit de nous intéresser à deux autres groupes : les personnes handicapées et les chômeurs. Ces perspectives ont été abandonnées rapidement en raison de l'importance numériquement trop faible de ces deux groupes dans la population enquêtée.

Plus jeune ou appartenant à des ménages ayant un nombre d'enfants plus élevé, plus souvent inactive, ayant une sociabilité moins intense et une pratique culturelle beaucoup moins développée, la population des ménages dont le niveau de ressources par unité de consommation est inférieur à 0,6 fois le SMIC se démarque fortement d'une population de référence choisie pour son niveau de ressources compris entre 1 et 1,5 fois le SMIC par unité de consommation. La pauvreté ne se laisse pas réduire à ses dimensions strictement économiques. Au delà de ce premier résultat, qui reste fort trivial compte tenu de l'état général des connaissances sur le sujet, l'exploitation secondaire de l'enquête réalisée par l'INSEE et portant sur les conditions de vie des ménages permet de montrer l'existence de répétitivité intergénérationnelle des situations de pauvreté. Qu'il s'agisse de leur scolarisation ou de leur profession, les parents des membres du groupe le plus pauvre se

situaient déjà aux niveaux les plus faibles. On retrouve, en particulier, dans ce groupe, une proportion importante de fils et de filles d'exploitants et d'ouvriers agricoles.

Si des répétitivités intergénérationnelles existent, ce n'est pourtant pas dans les différences d'enfance, placements ou autres ruptures, qu'il faut situer les écarts les plus importants entre ces groupes, mais bien dans leur insertion sociale et professionnelle actuelle et, surtout, dans la dégradation des situations financières au cours des trois années qui précèdent l'enquête. Cette dégradation de la situation financière se marque, pour le groupe le plus pauvre, par un accroissement fort des irrégularités de ressources, même si ces irrégularités peuvent aussi avoir atteint les membres du groupe dont les ressources sont plus élevées, en particulier dans la tranche des 25-34 ans et chez les ménages de moins de trois enfants.

Au titre des causes d'irrégularités de ressources, l'évolution de la situation familiale impliquant une modification, le plus souvent une baisse, des prestations familiales apparaît de façon prépondérante dans le groupe dont les ressources sont les plus faibles.

Confrontées à cette baisse de leurs revenus, les personnes interrogées réagissent en modifiant leurs comportements. Elles peuvent d'abord réduire leurs dépenses de bien être : loisirs et habillement ou peser sur des dépenses plus essentielles. Elles peuvent aussi adopter d'autres manières de faire : puiser dans leurs propres ressources ou emprunter auprès d'autres personnes ou institutions, les ressources dont elles manifestent le besoin.

La réduction des dépenses alimentaires est le fait de la fraction la plus pauvre de la population enquêtée, qui semble ainsi reproduire, en adoptant ce comportement, des manières de faire, déjà expérimentées pendant l'enfance où la jeunesse. Les difficultés de l'âge adulte réactivent ainsi des solutions apprises dans la famille pendant l'enfance ou l'adolescence. La réduction des dépenses concernant les enfants obéit aux mêmes déterminations.

La réduction des dépenses de bien être apparaît dans les deux populations, mais elle caractérise plutôt la part de ces populations dont le niveau culturel est un peu plus élevé et dont les caractéristiques d'insertion sociale sont nettement supérieures.

L'analyse de l'évolution de ces adaptations dans le temps permet de faire apparaître les dynamiques différentes dans les deux groupes et surtout de montrer la réduction progressive des marges de manoeuvre des populations les plus pauvres.



Département Evaluation des Politiques Sociales

RECOURS ET ADAPTATION EN SITUATION DEFAVORISEE

Anastassios Iliakopoulos
Christine Labbé
Michel Legros
Jérôme Mainka

Cette étude a été menée à la demande et sur financement de la
Mission Interministérielle Recherche Expérimentation
du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Elle a également bénéficié d'un financement au titre de la subvention recherche
attribuée par le Commissariat Général du Plan au CREDOC.

Secrétariat : Christiane DUBOIS

DECEMBRE 1992

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

S O M M A I R E

	Page
INTRODUCTION	9
PREMIER CHAPITRE - PRECARITE ET IRREGULARITE DES REVENUS	23
I - PAUVRES ET MOYENS : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES	25
1- Jeunes, célibataires ou en ménage avec enfants : la population pauvre	25
2- La dotation en capital culturel	28
3- Les ressources des deux populations	29
4- Le capital social	31
5- D'une génération à l'autre, pauvres et moyens	32
6- Les difficultés et les ruptures	35
II - LES IRREGULARITES DU REVENU	37
1- Caractéristiques socio-démographiques	37
2- Irrégularité des ressources et capital économique	39
3- Capital culturel et irrégularités des revenus	43
4- Les ruptures et les difficultés	44
DEUXIEME CHAPITRE - LES COMPORTEMENTS DE RECOURS	49
I - REDUIRE SES DEPENSES ESSENTIELLES POUR COMPENSER UNE CHUTE DES REVENUS	54
1- La réduction des dépenses du subsistance	54
2- Dépenser moins pour les enfants	70
3- Dépenser moins sur les autres postes de dépenses	79
II - LA REDUCTION DES DEPENSES DE BIEN-ETRE	85
1- La réduction des dépenses vestimentaires	85
2- Réduire les dépenses de loisirs	92
3- Face aux difficultés, l'appel à l'emprunt	94
4- L'utilisation des économies	102
III - LA DYNAMIQUE DES STRATEGIES	110
1- Les regroupements stratégiques	110
2- Des stratégies évolutives	115
CONCLUSION	121
ANNEXES	125

LISTE DES TABLEAUX

		Page
Tableau n°1	REPARTITION DES POPULATIONS SELON L'AGE	26
Tableau n°2	LES IRREGULARITES DE REVENU SELON L'AGE ET LE GROUPE	37
Tableau n°3	LES IRREGULARITES DE REVENU SELON LE TYPE DE FAMILLE ET DE GROUPE	38
Tableau n°4	IRREGULARITES ET NIVEAU DE REVENU PAR UNITE DE CONSOMMATION	39
Tableau n°5	IRREGULARITES DE REVENU ET APPRECIATION PORTEE PAR LE MENAGE SUR SA SITUATION FINANCIERE	40
Tableau n°6	IRREGULARITES ET ANTICIPATION DES REVENUS DE L'ANNEE SUIVANTE	40
Tableau n°7	IRREGULARITE DE REVENU ET STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT	41
Tableau n°8	IRREGULARITE DES REVENUS ET REMBOURSEMENT DE PRETS	42
Tableau n°9	IRREGULARITE DES REVENUS ET VALEUR DES DEPOTS ET DES PLACEMENTS	42
Tableau n°10	IRREGULARITE DES REVENUS ET OCCUPATION ACTUELLE	43
Tableau n°11	IRREGULARITE DE REVENU ET EXISTENCE DE PROBLEMES DANS LES TROIS ANNEES PRECEDENTE PAR FOYER	44
Tableau n°12	IRREGULARITE DE REVENU ET PERIODES DE CHOMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS	45
Tableau n°13	IRREGULARITE DE REVENU ET FREQUENCE DES PERIODES DE CHOMAGE	45
Tableau n°14	IRREGULARITE DE REVENU ET ATTITUDE FACE A UNE DEPENSE	46
Tableau n°15	IRREGULARITE DE REVENU ET AIDE DE L'ENTOURAGE	47
Tableau n°16	IRREGULARITE DE REVENU ET PRISE EN CHARGE à 100 %	47
Tableau n°17	CAUSES DE LA BAISSSE DES REVENUS	51
Tableau n°18	LES RECOURS EMPLOYES	52
Tableau n°19	REDUCTION DES DEPENSES D'ALIMENTATION ET SITUATION MATRIMONIALE	55
Tableau n°20	TYPE DE FAMILLE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES	56
Tableau n°21	APPRECIATION PAR LE MENAGE DE SA SITUATION FINANCIERE ET BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES	57
Tableau n°22	SITUATION D'OCCUPATION DU LOGEMENT ET BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES	57
Tableau n°23	MODE DE LOCATION ET BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES	58
Tableau n°24	VALEUR DES DEPOTS, PLACEMENTS ET BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES	59

Tableau n°25	REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES ET DIPLOMES	6 0
Tableau n°26	CLASSIFICATION DE L'EMPLOI ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES	6 1
Tableau n°27	LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES	6 1
Tableau n°28	SOCIABILITE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES	6 2
Tableau n°29	SOCIABILITE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES	6 3
Tableau n°30	SOCIABILITE FAMILIALE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES	6 3
Tableau n°31	RESEAU D'ASSISTANCE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES	6 4
Tableau n°32	SCOLARISATION DU PERE DES PERSONNES REDUISANT LEURS DEPENSES ALIMENTAIRES	6 6
Tableau n°33	PROBLEMES D'ARGENT DURANT LA JEUNESSE ET RECOURS A UNE BAISSSE DES CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES	6 6
Tableau n°34	CHANGEMENT DE LOGEMENT ET RECOURS A UNE BAISSSE DES CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES	6 7
Tableau n°35	DIFFICULTES MARQUANTES DURANT LA JEUNESSE ET RECOURS A UNE BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES	6 7
Tableau n°36	PROBLEMES DURANT LA JEUNESSE, RUPTURE ET RECOURS A LA REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES	6 8
Tableau n°37	PROBLEMES DANS LES TROIS ANS POUR PAYER	6 9
Tableau n°38	LES STRATEGIES COMPLEMENTAIRES DES PERSONNES AYANT RECOURS A UNE BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES	7 0
Tableau n°39	NOMBRE D'ENFANTS ET REDUCTION DES DEPENSES POUR LES ENFANTS	7 1
Tableau n°40	TYPE DE LOCATION	7 2
Tableau n°41	SITUATION MATRIMONIALE ET REDUCTION DES DEPENSES POUR LES ENFANTS	7 2
Tableau n°42	DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT GENERAL ET REDUCTION DES DEPENSES POUR LES ENFANTS	7 3
Tableau n°43	LE FRANCAIS COMME LANGUE MATERNELLE	7 4
Tableau n°44	PROBLEMES D'ARGENT DURANT LA JEUNESSE	7 4
Tableau n°45	PROBLEMES DE JEUNESSE, RUPTURES ET RECOURS A LA REDUCTION DES DEPENSES POUR LES ENFANTS	7 5
Tableau n°46	PROBLEMES ANTERIEURS POUR PAYER	7 6
Tableau n°47	EXISTENCE DE PERIODES DE CHOMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS	7 6
Tableau n°48	AIDE DE L'ENTOURAGE EN CAS DE COUP DUR	7 7
Tableau n°49	EN CAS DE GROSSES DEPENSES	7 7
Tableau n°50	CAUSES DE LA BAISSSE DE REVENUS	7 8
Tableau n°51	AUTRES STRATEGIES	7 9
Tableau n°52	SITUATION FINANCIERE DU MENAGE	8 0
Tableau n°53	OCCUPATION ACTUELLE	8 0
Tableau n°54	PROBLEME DE SANTE	8 1

Tableau n°55	PRISE EN CHARGE A 100%	8 1
Tableau n°56	DIFFICULTES MARQUANTES DURANT LA JEUNESSE	8 2
Tableau n°57	ATTITUDE EN CAS DE GROSSES DEPENSES	8 2
Tableau n°58	PROBLEMES DANS LES TROIS ANS POUR PAYER	8 3
Tableau n°59	AUTRES STRATEGIES	8 3
Tableau n°60	REDUCTION DES DEPENSES VESTIMENTAIRES ET AGE	8 5
Tableau n°61	REDUCTION DES DEPENSES VESTIMENTAIRES ET SITUATION MATRIMONIALE	8 6
Tableau n°62	FINANCIEREMENT LE MENAGE.....	8 7
Tableau n°63	STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT	8 7
Tableau n°64	QUALIFICATION DE L'EMPLOI ET REDUCTION DES DEPENSES VESTIMENTAIRES	8 8
Tableau n°65	LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES	8 9
Tableau n°66	REDUCTION VESTIMENTAIRE ET SORTIES	8 9
Tableau n°67	CONVERSATION PERSONNELLE DANS LES 8 JOURS AVEC UNE PERSONNE ETRANGERE AU MENAGE	9 0
Tableau n°68	NOMBRE DE VISITES A DES VOISINS AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS	9 0
Tableau n°69	REDUCTION DE LA DEPENSE VESTIMENTAIRE ET RUPTURE DE JEUNESSE	9 1
Tableau n°70	VALEUR DES DEPOTS ET DES PLACEMENTS ET REDUCTION DES LOISIRS	9 3
Tableau n°71	STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT ET REDUCTION DES LOISIRS	9 4
Tableau n°72	AGE ET RECOURS A L'EMPRUNT EN SITUATION DE DIFFICULTE	9 5
Tableau n°73	VALEUR DES DEPOTS, DES PLACEMENTS ET RECOURS A L'EMPRUNT	9 6
Tableau n°74	STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT ET RECOURS A L'EMPRUNT	9 6
Tableau n°75	OCCUPATION ACTUELLE ET RECOURS A L'EMPRUNT	9 7
Tableau n°76	NOMBRE DE LIVRES LUS AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS ET RECOURS A L'EMPRUNT	9 7
Tableau n°77	SCOLARISATION DU PERE ET RECOURS A L'EMPRUNT	9 8
Tableau n°78	PROBLEMES DANS LA JEUNESSE ET RECOURS A L'EMPRUNT	9 9
Tableau n°79	N'A VU NI PERE NI MERE PENDANT AU MOINS UN AN DURANT LA JEUNESSE	9 9
Tableau n°80	PROBLEMES DANS LES TROIS ANS POUR PAYER ET RECOURS A L'EMPRUNT	1 0 0
Tableau n°81	PERIODE DE CHOMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS ET RECOURS A L'EMPRUNT	1 0 0
Tableau n°82	EN CAS DE GROSSES DEPENSES	1 0 1
Tableau n°83	AIDE DE L'ENTOURAGE EN CAS DE COUP DUR ET RECOURS A L'EMPRUNT	1 0 1
Tableau n°84	AUTRES STRATEGIES ET RECOURS A L'EMPRUNT	1 0 2
Tableau n°85	ETAT MATRIMONIAL ET UTILISATION DES ECONOMIES	1 0 3

Tableau n°86	VALEUR DES DEPOTS, DES PLACEMENTS ET UTILISATION DES ECONOMIES	103
Tableau n°87	STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT ET UTILISATION DES ECONOMIES	104
Tableau n°88	LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET UTILISATION DES ECONOMIES	105
Tableau n°89	DISPUTES OU MESENTENTE ENTRE LES PARENTS DURANT LA JEUNESSE	105
Tableau n°90	PROBLEMES DANS LES TROIS ANS POUR PAYER ...	106
Tableau n°91	PERIODES DE CHOMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS	106
Tableau n°92	EN CAS DE GROSSE DEPENSE ...	107
Tableau n°93	DIMINUTION PROVOQUEE PAR ...	108
Tableau n°94	AUTRES STRATEGIES	108
Tableau n°95	STRATEGIES ET GROUPES DE POPULATION	110

I N T R O D U C T I O N

Si les situations de pauvreté et de précarité réduisent évidemment les capacités des personnes et des familles à s'insérer dans leur environnement, elles ne les privent cependant pas de toute possibilité d'initiatives. De nombreux travaux ont mis l'accent, ces dernières années, sur les aptitudes des familles en situation défavorisée à construire des stratégies dans les marges de liberté, parfois très étroites, que leur laissent les contraintes d'un quotidien difficile à vivre. S'appuyant sur un réseau familial¹ plus ou moins étendu, puisant des ressources dans des réseaux de sociabilité, gérant au mieux le recours aux institutions sociales² des individus ou des familles réussissent ainsi à restaurer une capacité de projet assurant, au pire, une survie dans des conditions tolérables, et au mieux, une amélioration de leur situation³.

Qu'ils mettent l'accent sur "les carrières de l'assistance"⁴ ou sur les stratégies de pauvres, ces travaux présentent l'intérêt de replacer dans une situation d'acteur des personnes considérées, dans d'autres approches théoriques, comme dépourvues de toute autonomie.

Ce déplacement de point de vue est, le plus souvent, mis en œuvre à partir d'analyses biographiques⁵ ou d'une reconstruction des logiques des acteurs⁶ utilisant le contenu d'entretiens réalisés avec des personnes en situation de pauvreté ou de précarité. S'il est, désormais, bien acquis que la pauvreté n'exclut pas le comportement stratégique et que l'étroitesse même des marges de manœuvre rend encore plus nécessaire l'élaboration de tels comportements, ces travaux n'examinent, ni l'ensemble des options disponibles, ni les mécanismes qui président à la sélection d'une stratégie au détriment d'une autre. Enfin, en raison de la faible taille des populations retenues dans ces recherches, à dominante

¹ On se souvient sur ce point des travaux d'Agnès PITROU et particulièrement de Vivre sans famille ?, Toulouse, Privat, 1978, 235 p.

² Le travail de J-F. LAE et N. MURARD, Les réseaux économiques souterrains en cité de transit, CNAF et Plan Construction, 1982-1984, ronéoté, 254 p. illustre bien ce point de vue.

³ Pour cet aspect, voir Marie-Annick BARTHE, L'économie cachée, Syros Alternatives 1988, 175 p.

⁴ La thèse de Michel MESSU, Le statut social d'assisté. Etude des stratégies d'utilisation de l'action sociale, 1987. Dir. LAUTMANN, Paris V, 479 p. développe ce concept.

⁵ Sur le modèle utilisé par Patrick CINGOLANI dans L'exil du précaire, Paris, Méridiens Klincksiek, 1986, 219 p.

⁶ Il s'agit là d'une application des approches inspirées par la sociologie des organisations.

essentiellement qualitative, les liaisons entre les différentes formes de recours utilisées et l'ensemble des ressources à la disposition de ces populations ne peuvent apparaître clairement.

L'opportunité du lancement conjoint, à la fin de l'année 1989, par la MIRE et l'INSEE d'un programme de recherches consacrées à la réalisation d'analyses secondaires des données de l'enquête INSEE "Etude des conditions de vie" a permis de dépasser la perspective qualitative qui est d'ordinaire utilisée pour traiter ce type de problème au profit d'une approche visant à quantifier les comportements stratégiques des personnes en situation de pauvreté. La réalisation de cet essai de quantification supposait de définir plus précisément ce comportement stratégique supposé et surtout nécessitait d'apprécier la faisabilité d'une telle démarche dans le cadre des données disponibles de l'enquête "Enquête des conditions de vie".

Confrontées à des situations de crise -le chômage, la maladie, une dépense soudaine- les personnes interrogées doivent choisir entre différentes possibilités d'aide. Ainsi, la famille, les voisins, l'employeur, les organes de protection sociale constituent des recours possibles en cas de difficultés. Plus précisément, on peut identifier des groupes de "personnes ressources" :

- la famille,
- les amis, les proches,
- le milieu professionnel,
- les personnels du secteur sanitaire et social,
- on peut aussi considérer la personne elle-même comme une personne ressource, lorsqu'elle puise sur ses propres "réserves" pour faire face à l'accident ou, plus généralement, à l'imprévu.

Nous avons fait l'hypothèse que l'appel préférentiel à l'un ou l'autre de ces recours n'était pas indépendant de l'état des ressources dont disposait la personne. Par ressources, il faut entendre l'ensemble des revenus et du patrimoine de cette personne mais aussi, son niveau de formation, l'importance de son réseau familial et relationnel. La notion de ressources pouvant alors être assimilée aux concepts de capitaux économiques, culturels et sociaux¹.

¹ Au sens où ce terme est employé par P. BOURDIEU.

Le diplôme le plus élevé et la profession peuvent constituer des indicateurs satisfaisants des niveaux du capital culturel :

QUESTIONS RELATIVES AU CAPITAL CULTUREL

Nature de l'information	Enoncé de la question	Localisation
Niveau de diplôme	La personne a-t-elle obtenu un diplôme ? Précisez le diplôme le plus élevé obtenu.	Quest.A, p 2bis et 3
Occupation actuelle	Occupation actuelle au moment de l'enquête. Si la personne est active précisez la profession principale.	Quest.A, p.4 et 5.

Source : Enquête "Conditions de vie", INSEE 1986-1987

La capital social peut s'analyser à partir des relations entretenues par la personne avec les membres de son environnement : famille, voisins, vie associative.

LA MESURE DU CAPITAL SOCIAL

Nature de l'information	Enoncé de la question	Localisation
Importance des relations avec des membres de la famille	Relations avec des membres de la famille qui ne vivent pas avec vous. a) existe-t-il au moins une personne de cette catégorie qui soit en vie actuellement mais qui ne vive pas avec vous ? b) avez-vous vu cette (ou l'une de ces) personne(s) au cours des 3 derniers mois? c) avez-vous eu avec cette (ou l'une de ces) personne(s) au moins une rencontre ou un contact (téléphone, lettre) depuis un an?	Quest.C, p.24, n°3

Importance des relations de voisinage	Connaissez-vous au moins un peu l'un de vos voisins?	Quest.C, p.25, n°4
Engagement associatif	Etes-vous personnellement adhérent d'un des types de clubs, d'associations ou organismes suivants ?	Quest.C, p.25, n°5
Importance des relations d'amitié	Y-a-t-il des personnes (en dehors de votre famille proche) dont vous diriez qu'elles sont vos "meilleures amies" (même si vous avez l'occasion de les voir très souvent)	Quest.C, p.25, n°6
Ouverture sur l'extérieur	Au cours des huit derniers jours, avez-vous eu au moins une conversation personnelle (même au téléphone) avec quelqu'un d'autre que les gens qui vivent avec vous?	Quest.C, p.26, n°7

Source : Enquête "Conditions de vie", INSEE, 1986-1987

Le niveau du capital économique peut s'apprécier à partir du revenu perçu par les intéressés et, le cas échéant, pour la valeur du patrimoine immobilier. L'enquête ayant été réalisée en 1986 et 1987, les données disponibles datent de 1985.

LE CAPITAL ECONOMIQUE

Nature de l'information	Enoncé de la question	Localisation
Revenu perçu	Type de revenus perçus en 1985 et 1986. Montant par types agrégés en 1985	Quest.A, p.20 n°1
Montant des impôts	Votre ménage (l'un quelconque des foyers fiscaux de votre ménage s'il y en a plusieurs) a-t-il payé en 1985 les impôts suivants? Précisez le montant.	Quest.A, p.23 n°3

Estimation du revenu moyen	Pourriez-vous nous indiquer quel est actuellement, compte tenu de tous les revenus, prestations et aides que touche votre ménage, et des impôts que vous payer, l'ordre de grandeur des ressources dont dispose votre ménage chaque mois pour vivre ?	Quest.A, p.23 n°4
Valeur estimée du patrimoine immobilier	Si vous vendiez actuellement l'ensemble des biens immobiliers (y compris votre logement personnel) dont vous êtes propriétaire, quelle valeur totale pourriez-vous, à votre avis en obtenir ?	Quest.A, p.16 n°7
Valeur estimée des placements et dépôts	Et au total, en dépôts et placements de toute nature de combien disposez-vous ?	Quest.A, p.16 n°9

Source : Enquête "Conditions de vie", INSEE, 1986-1987.

Le deuxième facteur explicatif de la construction stratégique opérée par les personnes réside probablement dans la trajectoire intergénérationnelle. De nombreux travaux ont mis l'accent sur l'impact de la forme de la trajectoire familiale sur les comportements. Ainsi, en matière de recours à des réseaux d'aide il semblerait qu'à une forme descendante corresponde un recours plus dominant à un réseau professionnel et que le recours aux parents et, plus généralement à la famille, corresponde à une trajectoire stable ou ascendante.

Pour l'examen des trajectoires intergénérationnelles, deux dimensions de l'héritage parental ont été pris en compte, d'une part, le capital culturel des parents et des grands parents :

- le niveau de scolarisation et les professions des grands parents,
- les professions des grands pères,

et, d'autre part, l'existence éventuelle de précédents dans le domaine des difficultés économiques.

Nature de l'information	Enoncé de la question	Localisation
Niveau de scolarisation des parents	Quel est le niveau de scolarisation : - de votre père ? - de votre mère ?	Quest.C, p.9 n°6d
Professions des parents	Quand vous aviez seize ans, quelle était la profession: - de votre père ? - de votre mère ?	Quest.C, p.9 n°6g
Professions des grands-pères	Quelle était la dernière profession du père : - de votre père ? - de votre mère ?	Quest.C, p.9 n°6h
Existence d'antécédents au niveau des problèmes d'argent	D'une manière générale, votre famille avait-elle de gros problèmes d'argent durant votre jeunesse ?	Quest.C, p.10 n°7
Existence d'antécédents au niveau des problèmes de logement	Avant que vous ayez atteint 18 ans avez-vous eu des difficultés financières ou familiales qui vous ont obligé (vous ou votre famille) à changer de domicile?	Quest.C, p.10 n°9

Source : Enquête "Conditions de vie", INSEE, 1986 - 1987.

Le deuxième facteur explicatif de la construction des stratégies paraît résider dans les apprentissages réalisés par la personne tout au long de sa vie. Au fur et à mesure que surviennent des accidents et des ruptures, l'individu voit se refermer certaines portes et se limiter des opportunités. Il va avoir tendance, en fonction de son expérience, à moins utiliser certains réseaux et à en privilégier d'autres. On peut parler d'un réel apprentissage, qui contribuerait à organiser les critères de choix dans les stratégies de recherche d'aide.

Il serait sans doute possible d'aller plus avant et d'affirmer qu'au-delà de la survenue d'un, ou de plusieurs, événements négatifs, il doit exister une liaison entre la trajectoire même de la vie des personnes et les stratégies mises en place pour se sortir de situations difficiles. Cette démarche aurait nécessité de s'intéresser à la partie biographique

de l'enquête, tâche engagée par d'autres équipes dans le cadre du même programme de recherche.

Ces événements, sources de rupture, voire de disqualification, sont à rechercher principalement dans les domaines de la santé, des relations familiales, des ressources et de l'emploi.

LES EVENEMENTS NEGATIFS

Nature de l'événement	Nature de l'information	Enoncé de la question	Localisation
SANTÉ	Incapacité temporaire	Au cours des trois dernières semaines, avez-vous été empêché de travailler, tenir la maison, suivre vos cours, vaquer à vos occupations habituelles pour raison de santé?	Quest.B, p.4 n°3
	Arrêts de travail dus à des problèmes de santé	Avez-vous connu au cours de votre vie des arrêts de travail de 6 mois consécutifs ou plus pour raison de santé, mais en recommençant par la suite?	Quest.C, p.14 n°14
	Existence d'un accident grave	Avez-vous, au cours de votre vie, été victime d'un (ou plusieurs) accidents graves?	Quest.C, p.19 n°1
	Existence d'un problème de santé grave	Avez-vous dans le passé, souffert d'un problème de santé grave dont nous n'avons pas encore parlé ?	Quest.C, p.20 n°2

FAMILLE	Événements familiaux graves durant votre jeunesse	Avez-vous connu des événements familiaux graves avant d'avoir atteint 18 ans ?	Quest. C, p.10 n°8
	Séparation	Avez-vous dû vous séparer (avec ou sans divorce) d'un conjoint (marié ou non) avec lequel vous viviez?	Quest. D, H
	Veuvage	Etes-vous devenu veuf ou veuve ?	Quest. D, I
ARGENT	Problèmes d'argent récents	Depuis trois ans, vous est-il arrivé d'avoir des difficultés d'argent dans le ménage?	Quest. A, p.27 n°10
	Problèmes d'argent au cours de l'existence	Au cours de votre vie, y-a-t-il eu des années où vous avez eu moins d'argent pour vivre que l'année qui avait précédé.	Quest. D, L
TRAVAIL	Présence de périodes de chômage	Avez-vous connu dans votre vie des périodes de chômage d'au moins trois mois?	Quest. C, p.14 n°12
	Fréquence de ces périodes	Combien de fois au total ?	Quest. C, p.14 n°13
LANGUE	Problème de maîtrise du français	Le français est-il votre langue maternelle?	Quest. C, p.27 n°10
DIVERS	Autres difficultés marquantes	Durant votre jeunesse, avez-vous connu d'autres difficultés marquantes (y compris durant les périodes de guerre) et plus particulièrement l'une des difficultés suivantes?	Quest. C, p.11 n°13

Source : Enquête "Conditions de vie", INSEE, 1986 - 1987.

Disposant de leurs capitaux économiques, sociaux et culturels, inscrits dans leur histoire personnelle et familiale, certaines personnes, en situation de pauvreté se trouvent à un moment donné de leur vie confrontées à des situations de rupture. Pour faire face à ces situations, elles vont tenter de mobiliser des ressources disponibles. L'enquête "Etude des conditions de vie" aborde, de manière, hélas, non exhaustive, quelques-uns de ces choix possibles en matière de logement, d'aide financière, d'aide en nature, et surtout, demande aux personnes interrogées de se situer face à d'éventuels imprévus.

LES ELEMENTS DE CONSTRUCTION DES STRATEGIES

Nature de l'aide	"Personnes Ressources" concernées	Enoncé de la question	Localisation
LOGEMENT GRATUIT	<ul style="list-style-type: none"> - Employeur - Famille ou amis - Autres 	Logés gratuitement : par qui ?	Questionnaire A p.14 n°2
AIDE FINANCIERE	<ul style="list-style-type: none"> - Parents, famille - Amis, voisins - Maire, BAS, DASS - Organismes de Sécurité Sociale - Associations d'aide et de secours 	<p>En dehors des ressources financières dont nous venons de parler, avez-vous reçu en 1985 ou 1986 à titre bénévole, une aide en argent provenant de personnes extérieures à votre ménage ou d'organismes ?</p> <p>Pouvez-vous en préciser l'origine et le montant ?</p>	Questionnaire A p.22 n°2 a, b.
AIDE EN NATURE	<ul style="list-style-type: none"> - Parents, famille - Amis, voisins - Mairie, BAS, DASS - Organismes de Sécurité Sociale - Associations d'aide et de secours 	Avez-vous reçu en 1985 ou 1986, à titre quasiment gratuit ou bénévole, une aide en nature (aide ménagère ou familiale, garde d'enfants, nourriture, vêtements, par exemple) provenant de personnes extérieures à votre ménage ou d'organismes ?	Questionnaire A p.22 n°2 c, d.
ATTITUDE ENVISAGEE FACE A UNE DEPENSE IMPREVUE IMPORTANTE	<ul style="list-style-type: none"> - Propres ressources - Famille, amis, voisins - Employeur - Organisme de crédit, - Autre 	Si vous étiez obligé, dans un délai très bref, d'effectuer une dépense égale à la totalité de vos revenus mensuels, comment feriez-vous ?	Questionnaire A p.17 n°12

ATTITUDE FACE A UNE BAISSSE DES RENTREES D'ARGENT	<ul style="list-style-type: none"> - Propre stratég. - Commerçants - Famille - Organisme banc. - Autre 	Pour les mois où il y a eu moins d'argent, comment avez-vous fini ce mois difficile?	Questionnaire A p.25 n°6
ATTITUDE FACE A UN PROBLEME ADMINISTRATIF		S'il vous arrivait d'avoir à faire face à un problème difficile avec une administration quelle serait votre première réaction ?	Questionnaire C p.26 n°9
ATTITUDE FACE A UN PROBLEME DE SANTE		En cas d'incapacité temporaire, avez-vous consulté un médecin au sujet du problème pendant les 3 dernières semaines	Questionnaire C p.5 n°9
		En cas de coup dur (financier, familial, de santé, etc.), y-a-t-il dans votre entourage, en dehors des personnes qui vivent avec vous, des gens sur qui vous puissiez compter pour vous donner un coup de main.	Questionnaire C p.5 n°9

Source : Enquête "Conditions de vie", INSEE, 1986 - 1987.

Dans la gestion des ressources monétaires, les comportements suivants, adoptés par les ménages, ont pu être mis en évidence :

La diminution des dépenses du ménage

La diminution peut porter sur des dépenses de bien-être, tels les loisirs et les vêtements (l'aspect "bien-être" de l'habillement sera développé ultérieurement), ou sur des dépenses de subsistance, tels que la nourriture, le chauffage, les enfants, etc.

Le recours à l'emprunt

Qu'il soit effectué auprès d'un organisme bancaire ou auprès des proches, le recours à l'emprunt est toujours un signe de précarité, en tant qu'il témoigne du manque d'autonomie des personnes qui y ont recours? Cependant, les personnes ayant recours à ce type de stratégie bénéficient d'un réseau social ou familial plus important que les précédentes.

La vente de biens

Comme on le verra, cette stratégie n'est utilisée que très marginalement. Cela se comprend en raison du choix d'étude de ces stratégies par des populations pauvres.

L'utilisation des économies

Cette stratégie est véritablement le signe d'une autonomie financière : l'individu dispose de ressources suffisantes pour éviter le recours au réseau familial et social (par le biais de l'emprunt) ou à la diminution de ses dépenses.

Les individus sont considérés en situation précaire sur la base des revenus qu'ils ont déclaré avoir perçus en 1985. Il est, en effet, plus judicieux, de se fier aux déclarations des individus que de tenter de reconstituer leurs revenus à partir de données disparates, voire hétérogènes. D'autre part, il est légitime de penser que les personnes connaissent d'autant plus le niveau de leurs revenus que ceux-ci sont faibles.

Ces revenus bruts disponibles, il faut évidemment les déflater par un indice adéquat, tenant compte de la structure du ménage, pour obtenir le revenu par unité de consommation. L'indice choisi dans cette étude est, de façon traditionnelle, conforme à l'échelle d'Oxford (1 pour le chef de ménage plus 0,7 pour toute personne de plus de 15 ans et 0,5 pour toute personne de 15 ans et moins). Un couple avec deux enfants de moins de 15 ans aura donc un indice de 2,7, alors qu'un ménage monoparental comportant trois enfants de moins de 15 ans se verra attribuer un indice de 2,5 sur l'échelle d'Oxford.

Les personnes dont les revenus sont inférieurs à 60% du SMIC sont considérées comme appartenant à la population pauvre. Le SMIC étant égal en 1986 à 4460 Francs bruts mensuels, soit environ 3700 Francs nets, la population précaire ne dispose pas de revenus supérieurs à 2220 Francs mensuels par unité de consommation. Pour fixer les idées, cela correspond à un revenu mensuel d'environ 6000 Francs nets pour un couple avec deux enfants. Dans l'enquête, cette population correspond à 1705 personnes.

Une seconde population, dont le niveau de ressource se situait entre 3702 Francs et 5552 Francs par unité de consommation a été retenue, afin de constituer une population de référence. Cette population qui comprend 3495 personnes se situe entre 1 et 1,5 fois le SMIC. Le niveau de revenu retenu pour cette seconde population permet, à la fois, de la différencier nettement de la première sans toutefois induire un décalage très important.

Pour la commodité de la présentation, la première population a été qualifiée de "pauvre" et la seconde de "moyenne".

En supplément à ces deux populations, nous avons envisagé dans le projet initialement construit de nous intéresser à deux autres groupes : les personnes handicapées et les chômeurs. Ces perspectives ont été abandonnées rapidement en raison de l'importance numériquement trop faible de ces deux groupes dans la population enquêtée.

La première partie de l'étude permet de décrire les principales différences entre les deux populations pauvre et moyenne ainsi que les caractéristiques des personnes ayant déclaré avoir souffert d'irrégularités dans leurs revenus. Le deuxième chapitre analyse les différentes stratégies de recours et propose une typologie des individus en fonction de leur mode de recours à chacune de ces stratégies. Le dernier chapitre examine, dans une perspective dynamique les changements de stratégies au fur et à mesure que s'accroissent les difficultés.

PREMIER CHAPITRE

PRECARITE ET IRREGULARITE DES REVENUS

Au-delà de leurs différences de ressources, les populations appelées "pauvre" et "moyenne" dans cette étude se distinguent par de nombreux caractères, renforçant, s'il en était encore besoin, l'idée selon laquelle la pauvreté ne peut s'apprécier uniquement en termes de seuil de revenu mais doit être pensée et analysée de manière multidimensionnelle. La première partie de ce chapitre décrit et compare ces deux populations. La seconde partie s'intéresse aux irrégularités de revenus dans les deux populations. Ce regard sur la précarité des ressources est rendu nécessaire par la construction même de l'étude. Faut de s'intéresser aux situations réelles dans lesquelles les personnes interrogées auraient eu à mettre en œuvre leurs capacités stratégiques, l'enquête demande aux personnes interrogées de se placer soit dans une situation imaginée sur le modèle : "Que feriez-vous si" soit dans une situation réelle mais incertaine "Pour le mois où il y a eu moins d'argent, comment avez-vous fini ce mois difficile ?". Il devient alors intéressant d'examiner la façon dont la précarité marquée par l'irrégularité des ressources apparaît dans les deux groupes.

I - PAUVRES ET MOYENS : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES

Variables socio-démographiques, différentes formes de capitaux, événements négatifs et ruptures biographiques ou répétitivité intergénérationnelle de la précarité différencient profondément les deux groupes de populations étudiés.

1. JEUNES, CELIBATAIRES OU EN MENAGE AVEC ENFANTS : LA POPULATION PAUVRE

Si l'âge moyen de la population pauvre est plus faible que celui de l'autre population, cela s'explique surtout par une réelle sur-représentation de la tranche "18-24 ans" au sein des pauvres. Les "18-24 ans" sont plus de deux fois plus nombreux parmi les pauvres que parmi le reste de la population étudiée.

Tableau n°1
REPARTITION DES POPULATIONS SELON L'AGE

Tranche d'âge	Pauvres en %	Moyens en %
De 18 à 24 ans	21,4	10,2
De 25 à 34 ans	16,4	23,1
De 35 à 49 ans	23,9	25,4
De 50 à 64 ans	21,7	22,7
65 ans et plus	16,6	18,6
TOTAL	100,0	100,0

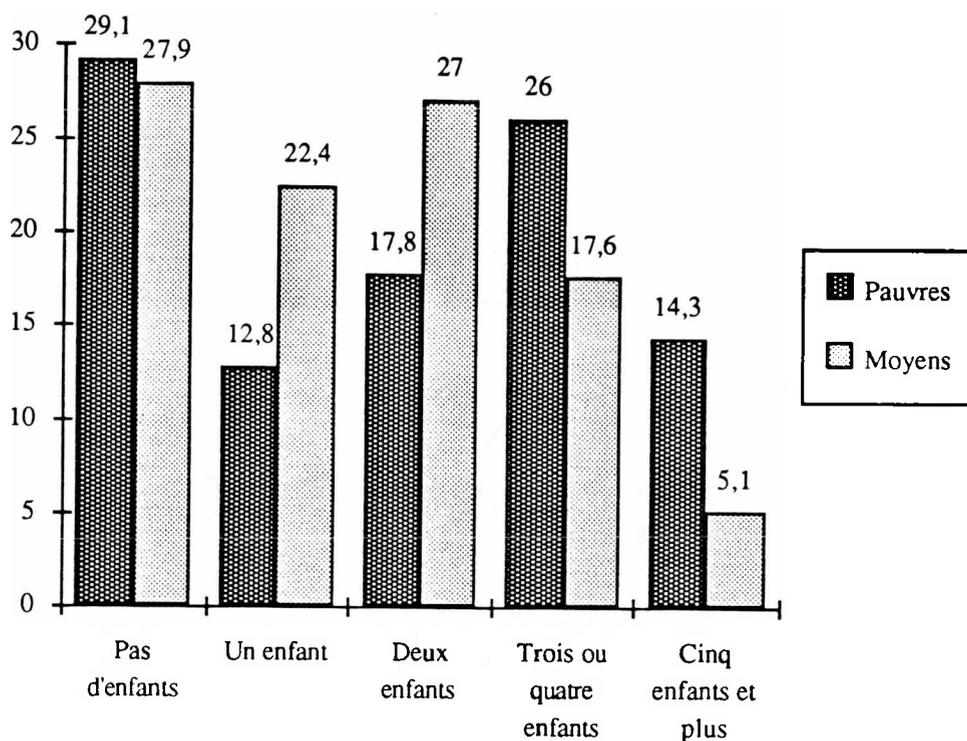
Source : Enquête "Conditions de vie" INSEE, 1986 - 1987.

La variable sexe n'est pas discriminante, l'état matrimonial apparaît davantage lié à la situation des deux populations, mais il s'agit probablement d'un effet de structure d'âge dans la mesure où dans la population pauvre apparaît un taux plus important de personnes célibataires.

Le nombre d'enfants constitue la variable la plus discriminante.

Graphique n°1

REPARTITION DES POPULATIONS SELON LE NOMBRE D'ENFANTS



Source : "Enquête des Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Le résultat obtenu ici ne fait que confirmer de nombreux autres travaux qui montrent **une liaison entre la pauvreté et le nombre plus élevé d'enfants dans le ménage**. Un examen selon la structure de la famille indique que les familles monoparentales ne se retrouvent pas plus fréquemment parmi la population pauvre que dans la population moyenne¹, en revanche, les couples avec trois enfants et plus sont dix fois plus nombreux dans la population pauvre que dans la population moyenne.

¹ Ce résultat est infirmé par d'autres travaux réalisés au CREDOC portant sur le logement des plus démunis :

GORCE G. de la, SIMONIN B., Le logement des plus démunis. Essai d'évaluation de la pauvreté-précarité dans le Val-de-Marne, collection des rapports du CREDOC n°39, juillet 1988, 132 p..

BAUER D., LEGROS M., Le logement des plus démunis en Seine-Saint-Denis. Collection des rapports du CREDOC n°77, mars 1990, 135 p..

2. LA DOTATION EN CAPITAL CULTUREL

En ce qui concerne les diplômes, la population de référence admet une proportion de "sans diplôme" de 32,7%, alors que la population pauvre connaît un taux de "sans diplôme" de 52,3%. La différence entre les deux populations est également sensible pour les diplômes techniques et professionnels, où la population pauvre connaît une proportion de non diplômés de 79,1% alors que la population de référence admet 65,5% de non diplômés.

Ce fort taux de non diplômés a une incidence considérable sur la profession exercée par les individus qui travaillent. On constate en effet trois différences marquantes entre les deux populations :

- les travailleurs indépendants et les aides familiaux sont beaucoup plus nombreux dans la population pauvre que chez les moyens (27,6% contre 9,8%), en particulier dans le secteur agricole (16,2% contre 2,7%),

- les professions intermédiaires et les employés sont sous-représentés dans les ménages pauvres (respectivement 6,0% et 37,2% contre 16,9% et 49,7%),

- les emplois de manœuvres et d'ouvriers non qualifiés sont, par contre, très fortement sur-représentés chez les pauvres (40,2% contre 15,9%)

De même, les inactifs sont beaucoup plus nombreux chez les pauvres que chez les moyens :

- la proportion de chômeurs y est près de trois fois plus importante que pour la population de référence (14,7% contre 5,6%),

- les stagiaires et étudiants représentent 8,8% de la population, contre 2,6% dans la population moyenne,

- les femmes au foyer sont sur-représentées (16,8% contre 7,3%),

- enfin, les autres inactifs sont près de deux fois plus nombreux (6,3% contre 3,4%).

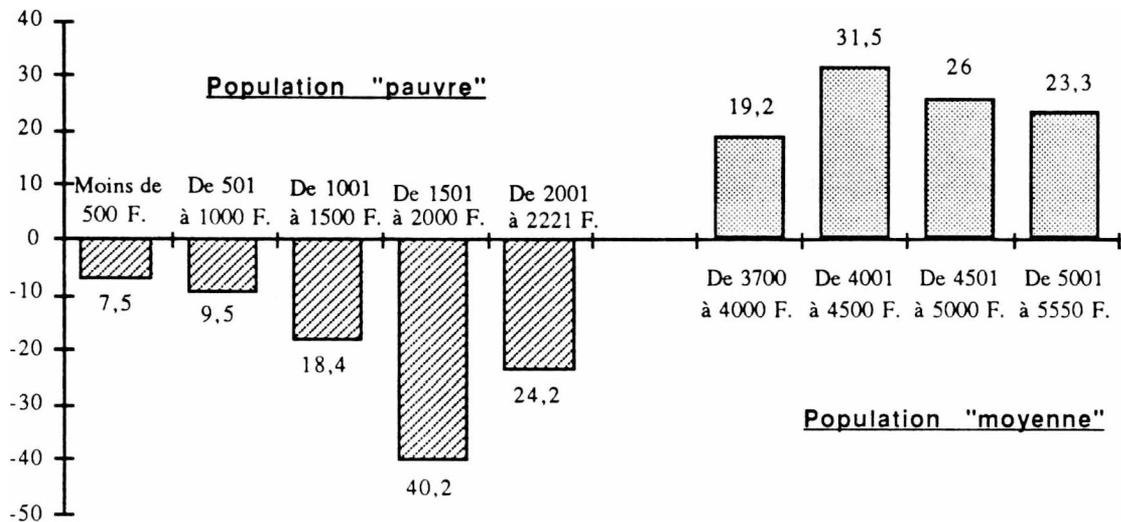
L'activité culturelle sépare également fortement les deux sous-populations. 42,1% de la population de référence lit un quotidien d'informations générales pratiquement tous les jours. Ils ne sont que 34,1% dans la population la plus défavorisée. De même, 50,4% de la population de référence a lu au moins un livre, durant les trois mois qui ont précédé l'enquête, ils ne sont plus que 37% dans la population défavorisée. Ces résultats s'expliquent par le fait que le taux des non diplômés est, on l'a vu, beaucoup plus important chez les pauvres que chez les moyens. Que la pratique de la lecture soit liée à l'existence d'un diplôme n'est guère surprenant.

Citons, enfin, le fait que 75,7% des personnes interrogées parmi la population défavorisée n'ont que le français comme langue maternelle, contre 85,5% dans la population de référence. Elles sont également 9,6% à ne pas du tout parler le français chez elles, contre 2,7% dans la population moyenne.

3. LES RESSOURCES DES DEUX POPULATIONS

Par construction, les deux populations étudiées sont totalement disjointes du point de vue de leurs revenus. Il peut être toutefois intéressant de rappeler leur répartition sur l'échelle des revenus par unité de consommation.

Graphique n°2
LES RESSOURCES MENSUELLES PAR UNITE DE CONSOMMATION EN FRANCS
DES POPULATIONS ETUDIEES



Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Le capital économique comprend également les patrimoines des ménages, de ce point de vue, des décalages apparaissent également.

52,2% de la population moyenne sont soit propriétaires de leur logement, soit accédants à la propriété. Ils ne sont plus que 44,6% dans la population pauvre. On verra que le statut d'occupation du logement occupe une place privilégiée dans le mode d'accès aux différentes stratégies.

Les locataires occupant un meublé, un hôtel ou un garni sont plus nombreux chez les pauvres (7,7%) que chez les moyens (4,9%).

Par contre, on ne note aucune différence significative concernant le propriétaire du logement loué (office H.L.M. ou autre).

Chez les propriétaires et les accédants, le patrimoine immobilier des pauvres est évidemment bien plus faible que chez les moyens : ils sont 22,4% à posséder un patrimoine inférieur à 200 000 Francs, contre 11,2% pour la population de référence.

4. LE CAPITAL SOCIAL

La population pauvre reconnaît, pour 29,3%, ne pas avoir d'amis, contre 24,1% pour les moyens.

Ils sont également 11,8% à reconnaître ne pas avoir eu de conversation avec quelqu'un dans les huit jours qui ont précédé l'enquête, contre 7,2% chez les moyens. De même, l'engagement associatif est moins important chez les plus démunis que chez les moyens, et ce, aussi bien sur le lieu de travail que sur leur lieu de résidence. Ils sont 1,3% à appartenir à un syndicat de salariés, contre 7,3% chez les moyens. Ils sont 12,7% à être adhérents d'une association culturelle, de sport ou de musique, contre 19,7% chez les moyens. La prédominance d'une population plus jeune et moins insérée professionnellement pourrait expliquer ce fait.

En revanche, il faut remarquer que 54,3% des pauvres déclarent ne jamais pratiquer de sorties (bals, concerts, etc.) contre 37,8% chez les moyens, ce qui chez une population assez jeune témoigne d'une sociabilité plutôt restreinte.

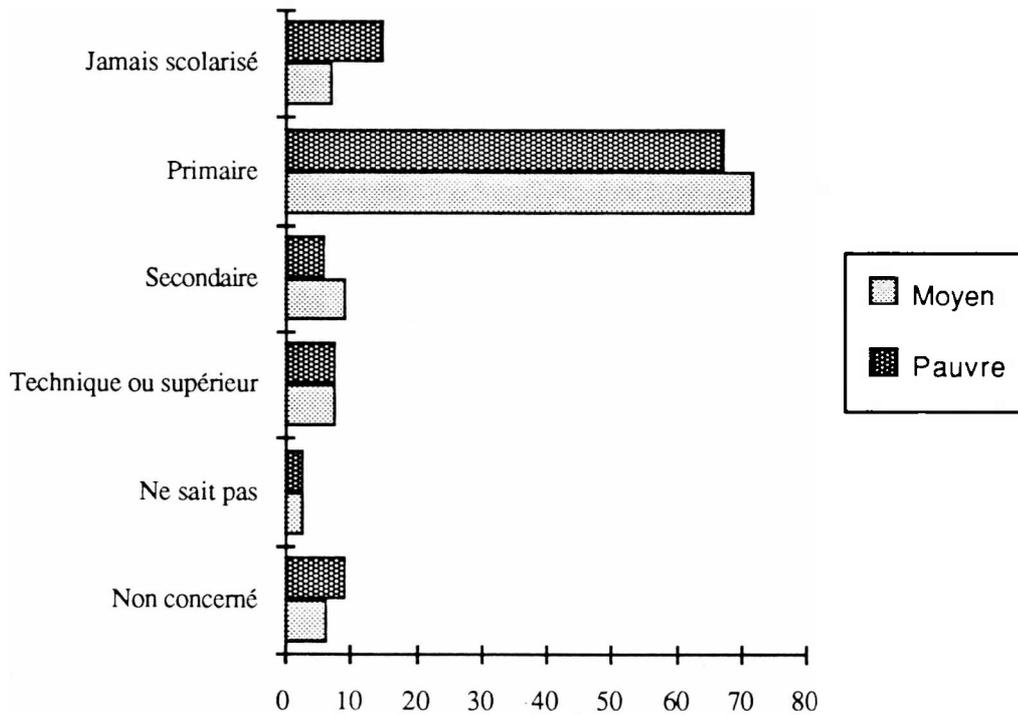
Par contre, les questions portant sur les relations de voisinage ne font apparaître aucune différence entre les deux populations.

Si, en matière de capital social, un décalage apparaît bien entre les deux populations au détriment du groupe "pauvres", il faut noter que l'écart n'est pas aussi important qu'il peut l'être dans d'autres domaines.

5. D'UNE GENERATION A L'AUTRE. PAUVRES ET MOYENS

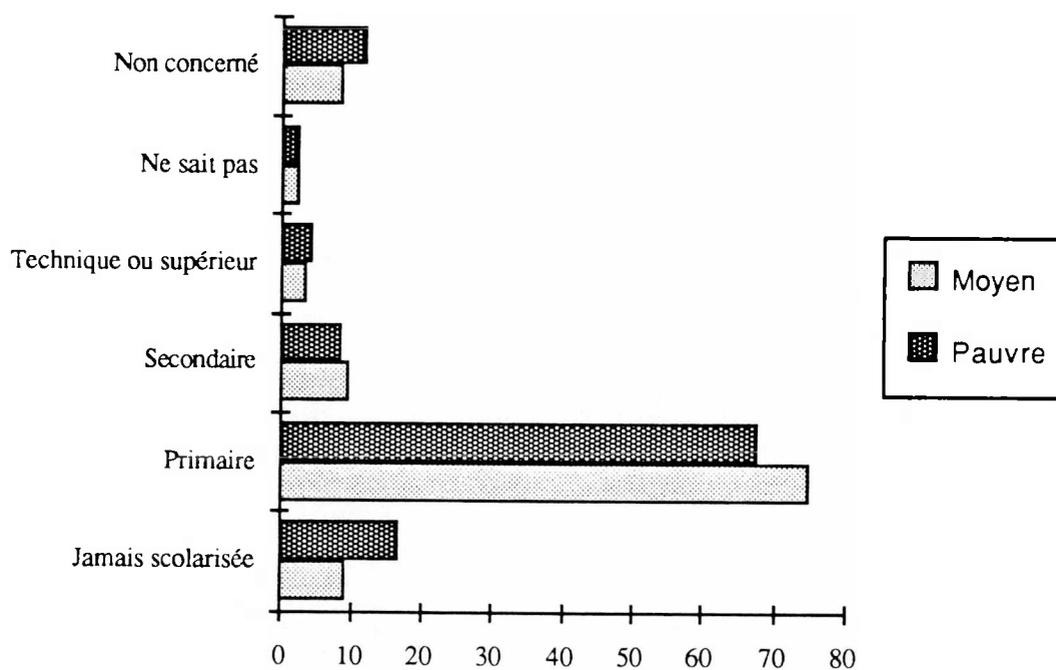
Les parents des individus les plus défavorisés sont proportionnellement deux fois plus nombreux à n'avoir jamais été scolarisés que les parents des individus de référence.

Graphique n°3
SCOLARISATION DU PERE (en %)



Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

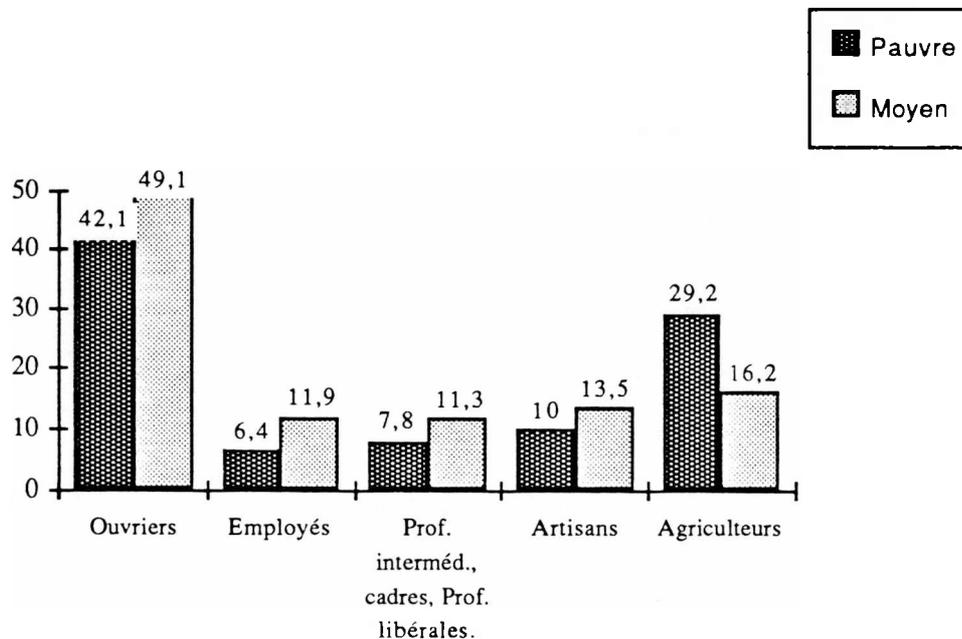
Graphique n°4
SCOLARISATION DE LA MERE (en %)



Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Interrogés sur la profession de leurs parents lorsqu'ils avaient 16 ans, les enquêtés des deux groupes montrent des différences significatives, réparties de manière inégale selon les catégories professionnelles.

Graphique n°5
PROFESSION DU PERE DE L'ENQUETE
 (En pourcentage)



Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

La proportion d'agriculteurs exploitants est encore très importante chez les parents des populations défavorisées, par rapport aux parents de la population moyenne (29,1% contre 16,1%, chez le père, et 22,3% contre 12,5% chez la mère). Le déficit d'employés est encore assez marqué, surtout en ce qui concerne les pères (6,4% contre 11,9%). En revanche, le groupe "ouvrier" reste stable et équivalent dans les deux groupes d'une génération à l'autre.

A la génération précédente, la principale différence structurelle entre les deux populations vient, là encore, de la forte proportion d'agriculteurs exploitants chez les pauvres (34,2% des grands-pères paternels contre 26%, et 32,8% des grands-pères maternels contre 26,5%).

6. LES DIFFICULTES ET LES RUPTURES

En dépit de ces décalages de trajectoires, les populations des deux groupes ne montrent quasiment aucune différence lorsqu'elles sont interrogées sur les événements qui ont pu constituer des difficultés dans leur jeunesse. Les problèmes de logement et les problèmes d'argent dans la jeunesse ne constituent pas des variables discriminantes entre ces deux populations.

Les incapacités temporaires causées par des problèmes de santé, la survenue d'accidents graves, le divorce ou la séparation des parents, la maladie ou le handicap du père ou de la mère, les disputes et les mésententes entre les parents ne constituent pas des variables renforçant le clivage entre les deux populations.

En revanche, une constante apparaît dans le passé proche des personnes interrogées : **les difficultés s'accumulent chez les pauvres, depuis trois ans (dans l'ordre décroissant de significativité) alors que ces difficultés apparaissent moindres dans le groupe moyen.**

- payer le logement (47,5% contre 20,0%),
- partir en vacances (65,6% contre 39,1%),
- payer le gaz et l'électricité (37,8% contre 13,4%),
- rembourser les emprunts (43,6% contre 20,7%),
- payer l'alimentation (32,8% contre 10,1%),
- payer le chauffage (35,5% contre 13,7%),
- payer le médecin (25,2% contre 8,5%).

De même, les individus appartenant à la population pauvre ont connu, en plus grande proportion (31,7% contre 23,1%), des périodes de chômage de plus de trois mois, et en plus grand nombre (41,5% deux fois et plus contre 32,7%).

Les deux groupes qui doivent servir de base à l'examen des stratégies de recours se différencient d'abord, et par construction, selon le niveau de leurs ressources financières. Cette première caractérisation s'accompagne d'autres éléments inégalement discriminants.

Ainsi, les pauvres connaissent une proportion de jeunes plus importante que les moyens, et par conséquent, on trouve dans ce groupe plus de célibataires que dans le reste de la population.

Le capital culturel des pauvres est nettement handicapé par rapport à celui des moyens : le niveau de diplôme est plus faible, les pratiques culturelles plus rares.

Sans que cela apparaisse avec autant de netteté, on note chez les pauvres des pratiques sociales moins solides que chez les moyens.

Si les trajectoires inter-générationnelles diffèrent assez profondément, ainsi le groupe des pauvres est davantage issu de familles d'agriculteurs, il n'est pas possible de montrer que les ruptures vécues dans l'enfance se trouvent à l'origine des décalages constatés actuellement entre les deux groupes tant les parcours sont proches de ce point de vue.

Enfin, les différences s'accroissent entre les deux groupes dans la période récente mais ces écarts sont essentiellement repérés dans l'enquête par des indicateurs faisant état de difficultés de paiement.

Si la stratégie de recours en cas de problème peut être liée à l'appartenance à l'un ou l'autre des groupes étudiés, l'hypothèse selon laquelle elle est également rattachée à la régularité du revenu doit également être examinée. Cet examen est l'objet de la seconde partie de ce premier chapitre.

II - LES IRREGULARITES DU REVENU

Dans l'année précédent l'enquête les irrégularités de revenus ont touché 18,6% de la population totale. Les enquêtés appartenant au groupe "pauvre" sont plus touchés par celles-ci que les personnes du groupe "moyen" (24,8% contre 16,0%).

Ces irrégularités de revenus, non seulement, atteignent diversement les deux groupes, mais, de plus, à l'extérieur de chaque groupe évoluent différemment selon les variables étudiées dans la première partie du chapitre.

Toutefois, cette précarité des ressources se rencontre avec la même intensité dans les différentes classes de revenu des populations étudiées (tableau n°4). La précarisation n'est pas plus importante pour ceux qui ont le moins de revenu ; à l'inverse, elle ne s'accroît pas à mesure que les ressources augmentent.

1. CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

Tableau n°2

LES IRREGULARITES DE REVENU SELON L'AGE ET LE GROUPE (en %)

Tranches d'âge	Pauvres	Moyens
De 18 à 24 ans	28,2	19,7
De 25 à 34 ans	37,1	23,9
De 35 à 49 ans	28,3	18,9
De 50 à 64 ans	22,3	11,2
Plus de 64 ans	6,0	5,8
En moyenne sur le groupe¹	24,8	16,0
<small>1 On peut lire le tableau de la façon suivante : 28,2% des "pauvres" entre 18 et 24 ans ont perçu des revenus inférieurs à d'habitude au cours de l'année précédant l'enquête, vs 24,8% pour l'ensemble de la population pauvre. De même, 19,7% des "moyens" entre 18 et 24 ans ont connu des irrégularités dans leurs revenus, contre 16% pour l'ensemble de la population moyenne. Les tableaux suivants se liront de la même façon.</small>		

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'âge est un facteur important dans l'irrégularité des revenus, pour les "pauvres" comme pour les "moyens". La tranche d'âge la plus concernée, pour les deux populations, se situe entre 25 et 34 ans. La tranche d'âge inférieure (18 à 24 ans) est moins touchée. Cela s'explique probablement par le fait que les personnes plus jeunes ressentent beaucoup moins d'irrégularités dans le revenu, ayant la possibilité de recourir aux parents pour les soutenir. Dès 25 ans, cette facilité s'estompe, cédant la place à une prise de responsabilités plus grande et à un isolement accru. A partir de 64 ans, les personnes sont, en général, à l'abri des irrégularités dans le revenu en raison du passage au statut de retraité.

Si l'irrégularité des revenus n'est pas influencée par le sexe, en revanche, la structure familiale joue un rôle non négligeable ainsi que le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n°3
LES IRREGULARITES DE REVENU
SELON LE TYPE DE FAMILLE ET LE GROUPE (en %)

Type de famille	Pauvres	Moyens
Couple sans enfants	29,9	20,3
Couple 1 ou 2 enfants	32,4	19,2
Couple 3 enfants et plus	24,5	12,2
Isolé sans enfants	19,6	14,1
Isolé 1 ou 2 enfants	19,7	12,9
Isolé 3 enfants	23,2	12,5
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

La structure familiale la plus concernée par les irrégularités se trouve être les couples de moins de trois enfants en opposition avec les ménages mono-parentaux, quel que soit le nombre d'enfants. Ce phénomène dépasse le cadre de l'opposition "pauvres-moyens", car il apparaît au sein des deux sous-populations. D'autre part, on ne peut le rattacher à l'opposition "Age" que nous venons de décrire, car les personnes isolées sans enfants sont plus jeunes que le reste de la population.

2. IRREGULARITE DES RESSOURCES ET CAPITAL ECONOMIQUE

Ainsi que le montre le tableau ci-dessous, l'irrégularité des revenus est globalement liée au niveau même de ces revenus.

Tableau n°4
IRREGULARITE ET NIVEAU DE REVENU
PAR UNITE DE CONSOMMATION (% en ligne)

Revenu du ménage par U.C.	Pauvres	Moyens
Moins de 500 F.	21,1	n.c.
De 501 et 1 000 F.	24,7	n.c.
De 1 001 à 1 500 F.	25,8	n.c.
De 1 501 à 2 200 F.	25,2	n.c.
De 3 700 à 4 000 F.	n.c.	17,0
De 4 001 à 4 500 F.	n.c.	16,9
De 4 501 à 5 000 F.	n.c.	15,2
De 5 001 à 5 550 F.	n.c.	14,7
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0
n.c. : non concerné		

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On observera qu'un effet revenu est présent chez les "moyens", alors qu'il ne se fait pas sentir de façon aussi intense chez les "pauvres". Cela montre que, les pauvres étant situés, par définition, en-dessous du seuil leur permettant d'affronter une situation difficile, ils sont touchés, quel que soit le niveau de leurs revenus, avec la même intensité par des irrégularités.

On peut remarquer que cet effet "revenus" est toujours présent, si l'on considère l'appréciation des individus sur leur situation financière.

Tableau n°5
 IRREGULARITE DE REVENU ET APPRECIATION PORTEE
 PAR LE MENAGE SUR SA SITUATION FINANCIERE *

Appréciation par le ménage	Pauvres	Moyens
Est à l'aise	12,5	11,8
Ça va	21,4	10,8
C'est juste, il faut faire attention	22,6	18,0
Y arrive difficilement	27,8	24,5
Peut y arriver en faisant des dettes	35,3	32,0
Isolé 3 enfants	23,2	12,5
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Une opposition triviale existe entre les personnes jugeant leur ménage comme plus ou moins aisé financièrement et celles jugeant leur situation financière difficile. Les premières ayant des revenus beaucoup plus réguliers que les secondes. Les personnes déclarant recourir à l'endettement perçoivent des revenus plus irréguliers que les autres.

Tableau n°6
 IRREGULARITE DE REVENU ET ANTICIPATION
 DES REVENUS DE L'ANNEE SUIVANTE *

Anticipation	Pauvres	Moyens
A peu près la même chose que cette année	19,5	10,8
Moins que cette année	31,5	21,6
Plus que cette année	32,1	28,5
Ne sait pas	32,3	28,3
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Une opposition existe entre les personnes qui estiment qu'elles gagneront la même chose l'année prochaine, et celles qui estiment qu'elles gagneront sensiblement plus ou

moins : les personnes ayant connu la stabilité dans l'année s'attendent à la stabilité l'année suivante. De la même façon, les personnes ayant connu des irrégularités s'attendent à des revenus instables.

La possession d'un patrimoine peut faire diminuer l'aspect irrégulier des revenus. Cela semble vrai également, mais à des niveaux différents pour les deux groupes

Tableau n°7
**IRRÉGULARITÉ DE REVENU ET STATUT
 D'OCCUPATION DU LOGEMENT (% en ligne)**

Statut d'occupation	Pauvres	Moyens
Propriétaire ou accédant	21,8	13,5
Locataire ou sous-locataire	29,6	19,2
Logé gratuitement	15,4	15,7
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Une opposition existe entre, d'une part, les locataires et, d'autre part, les propriétaires ou accédants et les personnes logées gratuitement. L'opposition locataires-logés gratuitement se retrouve quel que soit le niveau de revenus. Ce phénomène est intéressant : l'accession à la propriété est un facteur, et un signe, de stabilité des revenus. Par ailleurs, les personnes logées gratuitement étant essentiellement des jeunes vivant au domicile parental, il est clair qu'elles sont moins concernées par des irrégularités de revenus que les autres individus.

Tableau n°8
**IRREGULARITE DE REVENU ET
 REMBOURSEMENT DE PRETS (% en ligne)**

Remboursement	Pauvres	Moyens
Oui	30,1	18,0
Non	16,0	8,3
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Parmi les propriétaires, les personnes n'ayant pas de remboursement de prêt à effectuer sont parmi les plus stables, au niveau du revenu, qu'elles soient pauvres ou riches. L'endettement apparaît donc comme un facteur d'irrégularité des revenus assez puissant, car il touche les deux sous-populations sans distinction. Pourtant, on remarque qu'il n'y a rien de plus régulier qu'une dette : son évaluation est connue et son remboursement planifié.

Si la fréquence des irrégularités est liée à l'endettement, on peut penser qu'elle est liée également au niveau de l'épargne des individus concernés.

Tableau n°9
**IRREGULARITE DES REVENUS ET VALEUR
 DES DEPOTS ET DES PLACEMENTS (En %)**

Valeur des dépôts et placements	Pauvres	Moyens
Moins de 2 000 F.	31,0	24,7
De 2 000 à 4 999 F.	22,3	12,9
De 5 000 à 9 999 F.	27,9	15,6
De 10 000 à 29 999 F.	23,8	12,3
30 000 F. et plus	20,4	11,8
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On remarque, en effet, que cette variable est fonction décroissante des irrégularités dans le revenu : plus l'individu peut épargner, moins il est concerné par des irrégularités. On notera avec intérêt le pourcentage particulièrement élevé des "moyens" ayant moins de 2 000 Francs d'économies : ils sont plus largement touchés que le reste des "moyens". L'épargne apparaît donc, pour la population de référence, comme un facteur de stabilité important.

3. CAPITAL CULTUREL ET IRREGULARITE DES REVENUS

Si le niveau de diplôme joue indistinctement pour les deux populations sans même qu'il soit possible, à l'intérieur de chaque sous-population, de faire apparaître de clivage, en revanche, la situation professionnelle apparaît comme une source discriminante importante.

Tableau n°10

IRREGULARITE DE REVENU ET OCCUPATION ACTUELLE (% en ligne)

Occupation actuelle	Pauvres	Moyens
Chômeur	31,5	26,9
Travaille	31,8	19,5
Femme au foyer	27,9	10,2
Autre inactif	15,7	10,0
Retraité	8,5	7,4
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Nous pouvons noter une opposition entre, d'une part, les personnes travaillant et les chômeurs et, d'autre part, les retraités. L'âge des personnes concernées explique facilement cette opposition : nous avons vu que les personnes âgées sont nettement moins touchées par des irrégularités que les plus jeunes.

Les autres variables cernées dans l'enquête et relatives aux consommations culturelles : lecture d'un quotidien d'informations générales et sorties sont liées

globalement à chacun des groupes mais se différencient peu à l'intérieur de chaque sous-population.

4. LES RUPTURES ET LES DIFFICULTES

La récurrence des problèmes financiers apparaît lorsque les individus décrivent les problèmes financiers qu'ils ont rencontrés durant les trois ans précédant l'enquête. On voit que, quel que soit le type de problème financier affronté (excepté les emprunts), les personnes concernées ont tendance à avoir connu plus de difficultés durant l'année. On est en droit de penser que, en règle générale, les problèmes financiers ne sont pas ponctuels, mais chroniques.

Tableau n°11

**IRREGULARITE DE REVENU ET EXISTENCE DE PROBLEMES
DANS LES TROIS ANNEES PRECEDENTES PAR FOYER (% en ligne)**

Existence de problèmes	Pauvres	Moyens
Les emprunts	40,8	32,6
Le logement	35,1	30,3
Les vacances	32,6	25,2
L'alimentation	32,3	31,0
Le gaz, l'électricité	31,4	27,8
Le chauffage	31,1	26,5
Le médecin	28,7	30,4
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE,
1986 - 1987

L'origine de ces problèmes financiers n'est pas connue, cependant on note certains événements négatifs, pouvant être à l'origine de ces ruptures.

Tableau n°12
IRREGULARITE DE REVENU ET PERIODES DE CHOMAGE
DE PLUS DE TROIS MOIS (% En ligne)

Périodes de chômage	Pauvres	Moyens
Oui	35,4	22,5
Non	21,7	14,3

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE,
 1986 - 1987

Tableau n°13
IRREGULARITE DE REVENU ET FREQUENCE DES PERIODES
DE CHOMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS (% en ligne)

Fréquence	Pauvres	Moyens
Une fois	30,6	21,1
Deux fois	43,1	24,0
Trois fois et plus	41,4	26,0
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE,
 1986 - 1987

Ainsi, on ne sera pas surpris de remarquer que les personnes ayant connu des périodes de chômage de plus de trois mois sont plus victimes d'irrégularités dans les revenus que les autres personnes (soit non concernées, soit n'ayant jamais connu des périodes de chômage aussi longues) : 28,1% d'entre elles ont connu des irrégularités. Par contre, il est remarquable de constater que cette irrégularité est fonction croissante de la fréquence de ces longues périodes de chômage. On ne s'avance pas en émettant l'hypothèse que le chômage de longue durée est un facteur aggravant de la situation de précarité.

On peut également envisager d'aborder le phénomène d'irrégularité des revenus sous l'angle des intentions exprimées par les individus en cas de problème.

Tableau n°14
IRREGULARITE DE REVENU ET ATTITUDE
FACE A UNE DEPENSE (% en ligne)

Attitude	Pauvres	Moyens
S'adresse à une banque	31,4	19,9
Ne sait pas	26,0	15,5
Demande prêt ou avance à l'employeur	25,8	24,9
Emprunte à la famille ou aux amis	25,7	20,9
Prend sur les économies	20,1	13,2
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les personnes interrogées devaient indiquer leur réaction en cas de dépense importante (au moins équivalente au revenu d'un mois) et imprévue à réaliser. Les individus ayant recours soit à la famille, soit à l'employeur, soit encore à des organismes de crédit sont plus souvent touchés par l'instabilité des revenus que les personnes puisant dans leurs économies. Cela n'a rien d'étonnant si l'on veut considérer le fait qu'instabilité des revenus et niveau de revenus (donc niveau d'épargne) sont étroitement liés.

De même, on constate qu'irrégularité des revenus et recours à l'aide extérieure en cas de problèmes sont particulièrement liés.

Tableau n°15
IRREGULARITE DE REVENU ET AIDE DE L'ENTOURAGE
EN CAS DE COUP DUR (% en ligne)

Aide de l'entourage	Pauvres	Moyens
Oui, assez souvent	30,5	22,2
Oui, rarement	31,7	19,1
Non, jamais, mais ça pourrait arriver	21,7	16,6
Non, jamais	20,2	12,4
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Ce n'est pas tant le recours à l'aide extérieure en cas de problème que se partagent les individus, mais sur la fréquence même de ces problèmes. Ainsi, nous pouvons constater que l'irrégularité des revenus est directement liée à la fréquence de survenance de coups durs dans la trajectoire de l'individu. D'autre part, il semble clair que, plus on sait qu'on peut compter sur autrui pour régler ses problèmes, moins on hésite à solliciter cette aide.

Tableau n°16
IRREGULARITE DE REVENU ET PRISE EN CHARGE A 100% (% en ligne)

Prise en charge à 100%	Pauvres	Moyens
Oui	19,5	11,4
Non	26,3	16,3
En moyenne sur le groupe	24,8	16,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On remarque également que les personnes prises en charge à 100% par la Sécurité Sociale connaissent moins de problèmes financiers que les autres. Cet aspect nous ramène à la dimension "Age" des individus concernés par l'irrégularité des revenus. Les personnes bénéficiant des 100% étant en majorité des personnes âgées, il est clair qu'elles connaissent moins de diminutions dans leurs revenus que les autres.

bénéficiant des 100% étant en majorité des personnes âgées, il est clair qu'elles connaissent moins de diminutions dans leurs revenus que les autres.

Les personnes ayant déclaré avoir perçu nettement moins d'argent pendant certains mois au cours de l'année précédant l'enquête sont, en partie, nettement concernées par les problèmes de précarité. Pour être plus précis, il semble que certaines variables identifiées comme des indices de précarité sont liées de façon significatives à l'irrégularité des revenus. Aussi, il semble tout à fait légitime de considérer le recours en cas de problèmes comme autant de manifestations des différents types de pauvreté dont peuvent être affectés les individus.

En effet, il faut insister sur le fait qu'il est impossible de saisir le phénomène de pauvreté à travers la seule composante "Revenus" des individus. On a déjà vu que certaines variables étaient des éléments importants de pauvreté, par leur caractère marginalisant (telles que les relations avec le voisinage), ou simplement en ce qu'elles témoignent de l'amputation des ressources de l'individu (tel que le niveau de l'épargne ou la valeur du patrimoine immobilier). On émet l'hypothèse que le type de stratégie auquel va avoir recours l'individu est éminemment influencé par sa situation en termes de pauvreté. Pour simplifier, on peut avancer le fait suivant : il existe des stratégies de recours témoignant de la situation précaire dans laquelle se trouvent les utilisateurs. Cet aspect fait l'objet des développements du chapitre suivant.

DEUXIEME CHAPITRE

LES COMPORTEMENTS DE RECOURS

L'image du malheur frappant les individus et les laissant dépourvus de toute ressource ne s'applique pas bien à la population enquêtée. Les individus sont 75,9% à déclarer avoir su à l'avance que leurs ressources allaient diminuer. Ce premier résultat a son importance : il montre que, en général, la diminution des revenus est un événement qui fait l'objet d'une anticipation .

L'événement peut être anticipé par les personnes. Elles peuvent en conséquence, modifier leurs comportements, adopter une démarche de précaution. Plutôt que de parler de stratégie, ce qui supposerait, de la part des individus enquêtés, une vision claire des articulations entre objectifs ou projets de vie et moyens à mettre en œuvre, il nous semble plus judicieusement modeste de n'évoquer que l'adaptation des comportements face à une réduction prévue des ressources attendues. Il faut également insister sur le fait que l'anticipation de cette diminution est aussi forte chez les "pauvres" que chez les "moyens". L'anticipation ne semble pas résider ici dans la mobilisation de compétences particulières permettant à l'individu de se penser dans l'avenir mais résulte bien d'une situation créée.

En revanche, les causes de cette diminution révèlent une opposition réelle entre "pauvres" et "moyens". On note que les "pauvres" sont deux fois plus nombreux à évoquer des problèmes dans le versement de prestations familiales pour expliquer la diminution des revenus : cette population est particulièrement dépendante de ce type de revenus et toute irrégularité entraîne donc des problèmes d'équilibre financier difficiles à surmonter. A l'opposé, la population "pauvre" est beaucoup moins nombreuse à évoquer une dépense importante pour expliquer une diminution des revenus que la population "moyenne". Il faut également remarquer que les autres raisons sont des ruptures de trajectoire et qu'elles sont citées par plus d'un tiers des personnes.

Tableau n°17

CAUSE(S) DE LA BAISSÉ DES REVENUS (base 980 individus)

Cause de la baisse des revenus	Pauvres	Moyens
Dépense importante	39,8	49,1
Autres raisons (retraite, séparation, maladie)	38,4	33,9
Perte d'emploi d'une personne dans le ménage	22,3	20,3
Perte de droits à des prestations familiales	14,7	7,9
Retard des paiements des prestations familiales	11,1	5,0

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Si la répartition des causes de la baisse des revenus n'est pas identique entre les "pauvres" et les "moyens", la hiérarchisation des causes reste la même pour les deux populations. Une dépense importante constitue la première cause de baisse des revenus, vient ensuite une rupture d'ordre familial suivie par une rupture professionnelle, la perte des droits aux prestations familiales puis le retard dans le paiement de ces prestations constituent les deux dernières causes. Si l'on additionne les causes de chute de revenus liées aux prestations familiales et cela quelle qu'en soit l'origine, la hiérarchisation s'en trouve modifiée et pour la population "pauvre" cette cause dépasse en importance les baisses de revenus liées à une perte d'emploi. **Ce constat renforce l'idée énoncée plus haut de l'importance des prestations familiales pour la population dont les ressources sont les plus faibles.**

Lorsque vient cette chute des revenus, les personnes enquêtées usent de différents recours résumés dans le tableau suivant.

Tableau n°18
LES RECOURS EMPLOYES (% en colonne)

Recours employés	Pauvres	Moyens
En dépensant moins pour :		
Les vêtements	72,5	61,1
Les loisirs	63,0	60,9
La nourriture	53,6	33,7
Autres (chauffage, etc.)	28,4	14,9
Les enfants	22,5	8,6
En utilisant ses économies	59,0	69,9
En empruntant	31,5	18,8
En vendant des biens	5,7	3,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les recours employés se différencient nettement selon qu'ils sont mis en œuvre par les "pauvres" ou par les "moyens".

- Le recours à l'usage d'économies constituées antérieurement est nettement plus employé par les "moyens" que par les "pauvres". Cela s'explique de façon simple par le fait que le niveau de l'épargne est plus important chez les "moyens" que chez les "pauvres".

- En contrepartie, les "pauvres" utilisent beaucoup plus les stratégies d'économies sur les dépenses, notamment sur la nourriture, le chauffage et les enfants. Ces comportements semblent donc tout à fait intéressants pour caractériser la population en situation de pauvreté.

- Le recours à l'emprunt est nettement caractéristique de la population "pauvre". Cependant, il faut noter qu'il témoigne d'un certain usage du réseau social et familial, qui laisse penser que les usagers de cette stratégie sont moins handicapés sur le plan du capital social que les autres. On peut penser qu'il s'agit généralement de jeunes vivant encore dans le foyer parental.

Trois axes se dessinent ainsi pour rendre compte des comportements des personnes confrontées à une baisse de leurs revenus. Le premier axe concerne les économies sur des dépenses que l'on peut qualifier de bien-être, à savoir les loisirs et les vêtements. Le deuxième axe décrit des individus ayant recours aux économies sur les autres postes, qu'on appellera dépenses de subsistance, ainsi qu'à l'emprunt : il caractérise la population la plus démunie de notre échantillon.

Enfin, le recours aux économies caractérise la frange la plus favorisée de la population étudiée.

Confrontées à une diminution prévue de leurs ressources, les personnes interrogées déclarent adopter un comportement de réduction de leurs dépenses. Il ne s'agit dans le cadre de cette enquête que de mesurer un phénomène essentiellement déclaratif, la possibilité de calculer une relation économique entre le niveau de la baisse des revenus et le montant de la réduction des dépenses n'est pas offerte par le matériel rassemblé.

Parmi toutes les combinaisons possibles de réduction des dépenses, deux stratégies prédominent. La première consiste à se priver de ce qui peut apparaître comme l'essentiel, car porteur dans ce cas d'une réduction des dépenses de subsistance, c'est le cas des dépenses de nourriture et des frais occasionnés par les soins aux enfants. La seconde possibilité consiste à réduire les dépenses que l'on peut considérer comme accessoires : vêtements et loisirs.

I - REDUIRE SES DEPENSES ESSENTIELLES POUR COMPENSER UNE CHUTE DES REVENUS

1. LA REDUCTION DES DEPENSES DE SUBSISTANCE

Dans l'enquête étudiée ces dépenses concernent l'alimentation et les soins aux enfants. En raison du faible nombre de ménages recourant à cette dernière possibilité, nous avons privilégié l'étude de la réduction des dépenses alimentaires.

Cette stratégie principalement mise en œuvre par des personnes à faibles ressources (53,6% contre 33,7%), présente des particularités qu'il nous semble intéressant d'exposer. En effet, bien que concernant plus particulièrement la population pauvre, elle touche, au sein de cette population, des catégories de personnes tout à fait défavorisées, que nous tenterons de définir tant au niveau de leur capital socio-économique que de leur trajectoire personnelle très caractéristique.

Les caractéristiques socio-démographiques

Parmi les caractéristiques socio-démographiques qui peuvent expliquer le recours à la réduction des dépenses alimentaires la situation matrimoniale occupe une place prépondérante, ainsi que le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n°19
REDUCTION DES DEPENSES D'ALIMENTATION
ET SITUATION MATRIMONIALE *

Statut matrimonial	Pauvres	Moyens
Célibataire	55,7	41,6
Marié	51,9	25,0
Veuf	50,0	40,0
Divorcé ou séparé	57,5	66,0
ENSEMBLE DE LA POPULATION	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On note d'abord une dispersion autour de la moyenne assez faible dans le groupe "pauvres" traduisant l'homogénéité de ce comportement dans ce groupe, à la différence de la population "moyens" pour laquelle ce comportement peut être pour un sous-groupe le double de la population de l'ensemble du groupe.

Dans le groupe des "moyens", trois comportements différents sont identifiables, les personnes mariées recourent très peu à la stratégie de réduction des dépenses alimentaires. De façon supérieure à la moyenne de leur groupe, les célibataires et les veufs peuvent adopter un comportement qui devient très fréquent dans le cas des personnes divorcées ou séparées. Ce comportement est si fréquent qu'il en excède le taux obtenu dans le cas des personnes pauvres.

Si l'on constate que sans atteindre un taux aussi élevé, dans le groupe des pauvres, la proportion de personnes divorcées ou séparées recourant à cette réduction est aussi la plus élevée, il faut probablement voir dans ce phénomène la conséquence d'une situation spécifique au terme de laquelle le problème financier induit par une rupture pourrait faire régresser la personne dans un état de pauvreté plus intense. Si le veuvage doit être aussi considéré comme une rupture, sa survenue plus tardive dans l'avancée en âge n'a pas une incidence aussi grande.

Cette hypothèse privilégiant l'éclatement du noyau final dans l'explication du recours à la stratégie de réduction des dépenses d'alimentation peut être d'ores et déjà tenue pour acquise. La nature de la structure familiale vient conforter cette indication.

Tableau n°20
TYPE DE FAMILLE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES
 (% en ligne)

Type de famille	Pauvres	Moyens
Isolé, 1 ou 2 enfants	69,0	61,1
Couple, 1 ou 2 enfants	45,1	25,1
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

La situation d'isolement avec enfants -structure familiale monoparentale- conduit à l'adoption de cette stratégie y compris pour une population à ressources moyennes.

Réduction alimentaire et capitaux économiques

La réduction des dépenses alimentaires est prépondérante dans le groupe construit en fonction de la faiblesse de ses revenus. 53,6% des personnes de ce groupe affirment adopter ce comportement contre seulement 33,7% dans le groupe dont les revenus mensuels par unité de consommation se situent entre 3 700 et 5 550 Francs. A l'intérieur de chacun des groupes, il n'apparaît pas possible de mettre en évidence des clivages plus précis, noter seulement que la tranche 3 700 - 4 000 Francs, qui constitue le plancher du groupe "moyens" utilise cette forme de recours à 39,5% soit environ 6 points au-dessous de la moyenne de son groupe.

Un autre effet "Revenu" peut se lire à travers le tableau suivant, illustrant l'appréciation des individus sur leur situation financière :

Tableau n°21
APPRECIATION PAR LE MENAGE DE SA SITUATION FINANCIERE
ET BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES (% en ligne)

Appréciation par le ménage	Pauvres	Moyens
Ça va	29,4	19,0
C'est juste, il faut faire attention	41,6	32,7
Y arrive difficilement	66,5	60,9
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'effet "Revenu" est beaucoup plus important que pour les autres stratégies : l'opposition est très nette entre, d'une part, les personnes jugeant la situation financière correcte ou même juste et ceux considérant qu'ils n'y arrivent qu'avec de gros efforts. Nous verrons plus loin que la modalité "*C'est juste, il faut faire attention*" est située un peu en-dessous de la moyenne pour la stratégie "Loisirs", or, ici, elle est située nettement en-dessous de la moyenne de recours à la stratégie "Nourriture"

Le statut d'occupation du logement joue un rôle également important, opposant locataires et propriétaires.

Tableau n°22
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT
ET BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES (% en ligne)

Statut d'occupation	Pauvres	Moyens
Locataire	59,1	43,8
Propriétaire	47,0	24,4
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'opposition est sans surprises : l'hypothèse selon laquelle le statut de locataire était un indice de précarité a déjà été émise. Un nouveau témoignage en est fourni ici.

Pour préciser plus avant la situation du locataire, l'examen de la précarité plus ou moins grande du mode de location permet de confirmer ces résultats.

Tableau n°23

MODE DE LOCATION ET BAISSÉ DES DÉPENSES ALIMENTAIRES (% en ligne)

Statut d'occupation	Pauvres	Moyens
Logement vide	58,3	43,4
Meublé hôtel ou garni	69,2	50,0
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Pour les personnes en situation de pauvreté, le passage du logement vide à des formes de location plus précaires se traduit par un écart de 11 points, alors que l'écart n'est que de 6,6 points pour les personnes aux ressources moyennes. Si la précarisation du logement se traduit bien par un recours à la baisse des dépenses alimentaires, cela est d'autant plus vrai que les ressources des ménages sont faibles.

Le même type d'opposition pauvres-moyens se retrouve si l'on considère la valeur des dépôts et des placements.

Tableau n°24

VALEUR DES DEPOTS, PLACEMENTS ET BAISSÉ DES DEPENSES ALIMENTAIRES

(% en ligne)

Valeur des dépôts	Pauvres	Moyens
Moins de 2 000 F.	61,6	64,4
De 2 000 à 4 999 F.	64,9	46,5
De 5 000 à 9 999 F.	50,0	35,9
De 10 000 à 29 999 F.	37,5	29,0
30 000 F. et plus	37,3	20,0
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'effet "Niveau d'épargne" est ici très important. Les personnes ayant le niveau d'épargne le moins élevé ont tendance à plus utiliser la stratégie "Nourriture" que les autres. On voit que les pourcentages de recours à cette stratégie sont très contrastés dès que le niveau d'épargne atteint 2 000 Francs, ceci pour les "pauvres" comme pour les "moyens". A moins de 2 000 Francs d'épargne, les "pauvres" et les "moyens" utilisent pour près des deux-tiers d'entre eux une stratégie de réduction des dépenses alimentaires. Il faut noter que pour les "moyens", ce taux représente le double de celui de leur groupe.

Réduction alimentaire et capitaux culturels

Le recours à la stratégie de réduction des dépenses alimentaires est fortement lié à la possession de capitaux culturels

Tableau n°25

REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES ET DIPLOMES**Diplôme technique ou professionnel (% en ligne)**

Niveau de diplôme	Pauvres	Moyens
Pas de diplôme technique	59,3	36,0
CAP, BEP ou équivalent	40,4	30,9
Baccalauréat, BTS et autres	23,8	30,2
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Diplôme général (% en ligne)

Niveau de diplôme	Pauvres	Moyens
Pas de diplôme de l'E.G.	61,5	38,0
CEP	47,7	32,4
BEPC, BE, BEPS	35,7	31,9
Baccalauréat et niveau bac	50,0	27,6
Diplôme universitaire	56,2	36,1
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les personnes sans diplôme (général, technique ou professionnel) sont plus nombreuses à recourir à la stratégie "Nourriture" que toutes les autres. Il s'agit là d'une opposition très nette entre les deux populations. L'existence d'un taux plus fort dans les deux populations de personnes recourant à cette stratégie et disposant d'un diplôme supérieur doit être interprétée avec circonspection en raison du nombre très peu important de personnes se trouvant dans cette situation, il en est de même pour les personnes faisant état de la possession du baccalauréat. Cette opposition se retrouve bien évidemment en matière d'emploi.

Tableau n°26
CLASSIFICATION DE L'EMPLOI ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES
 (% en ligne)

Valeur des dépôts	Pauvres	Moyens
Ouvrier non qualifié, apprenti	68,7	42,9
Employé	56,2	31,8
Ouvrier qualifié	48,8	34,5
Technicien, agent de maîtrise, ingénieur	37,5	30,4
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'ouvrier non qualifié et l'apprenti sont opposés à toutes les autres catégories d'emplois.

Par ailleurs, la stratégie "Nourriture" est corrélée avec de nombreux autres facteurs culturels. Nous pouvons citer :

Tableau n°27
LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES
ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES (% en ligne)

Lecture d'un quotidien	Pauvres	Moyens
Jamais ou presque	60,7	43,9
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les personnes ne déclarant jamais lire un quotidien d'informations générales sont beaucoup plus utilisatrices de la stratégie "Nourriture" que les autres individus, et ceci quel que soit le niveau de leur revenu.

Réduction des dépenses alimentaires et capital social

Les personnes déclarant n'avoir eu de contacts avec aucun voisin au cours des trois derniers mois sont plus nombreuses à avoir utilisé la stratégie "Nourriture" que les autres. De même, les personnes n'ayant eu aucune conversation personnelle avec quelqu'un dans les huit jours précédant l'enquête ont plus utilisé cette stratégie que les autres personnes. L'isolement apparaît bien comme un facteur important d'utilisation de cette stratégie.

Tableau n°28

SOCIABILITE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES

Nombre de visites à des voisins au cours des trois derniers mois (% en ligne)

Visite à des voisins	Pauvres	Moyens
Aucun voisin	55,6	45,0
Au moins un voisin	49,5	24,6
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Conversation personnelle dans les huit jours
avec une personne étrangère au ménage (% en ligne)

Conversation	Pauvres	Moyens
Oui	68,1	44,9
Non	51,7	32,6
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Cette présence plus forte de ménages recourant à la baisse des consommations alimentaires dans le cadre d'une sociabilité plus faible se retrouve également en matière de distractions.

Tableau n°29
SOCIABILITE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES
 Sorties (bals, concerts, etc)

Sorties	Pauvres	Moyens
Ne pratique pas, ne le souhaite pas	61,9	40,5
Ne pratique pas, mais le souhaiterait	60,4	45,5
Pratique, ne souhaite pas plus	38,7	27,4
Pratique, souhaite pratiquer plus	55,1	30,3
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Il est également important de noter que le réseau familial des utilisateurs de cette stratégie est sérieusement perturbé. Ainsi les personnes n'ayant pas eu de contacts avec certains membres de leur famille, tels que la mère ou les frères et sœurs, sont nettement plus utilisateurs de la stratégie "Nourriture" que les autres individus. Cela montre de toute évidence, l'importance du réseau social et familial dans la détermination de la précarité des individus.

Tableau n°30
SOCIABILITE FAMILIALE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES
 A eu un contact avec sa mère au cours des trois derniers mois (% en ligne)

Contact avec sa mère	Pauvres	Moyens
Non	59,8	37,6
Oui	51,3	30,5
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

**A eu un contact avec un des grands-parents, beaux-parents, frères, sœurs
au cours des trois derniers mois (% en ligne)**

Contact avec la parenté	Pauvres	Moyens
Oui	66,7	47,8
Non	49,2	30,1
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les personnes les plus isolées, du point de vue familial et social, sont plus "clientes" de la stratégie "Nourriture" que les autres

Tableau n°31

RESEAU D'ASSISTANCE ET REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES

En cas de coup dur, peut compter sur des proches pour ... (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Etre hébergé quelques jours	48,8	31,8
Recevoir une aide financière	47,0	32,7
Recevoir une autre aide	51,6	32,5
EN MOYENNE	53,6	33,7

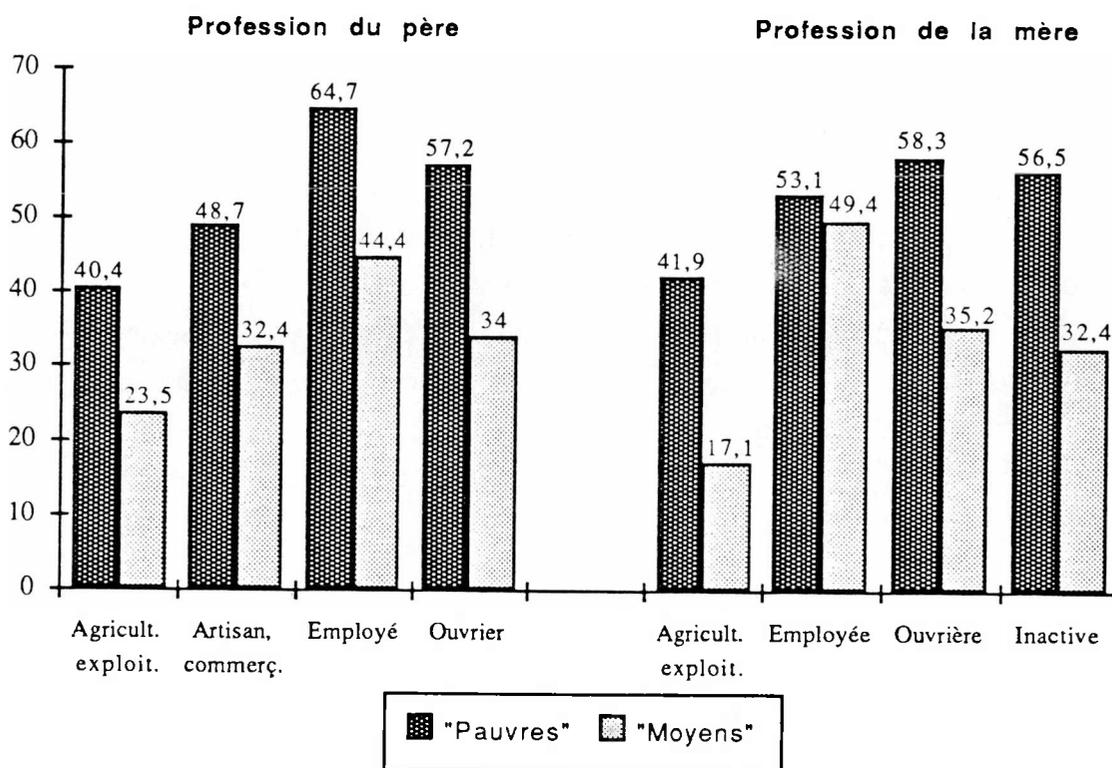
Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'isolement se fait ressentir d'autant plus que la personne sollicite des aides à l'extérieur. Or, si l'on demande aux personnes si elles peuvent compter sur des relations, lors d'un coup dur, on s'aperçoit que celles disposant d'un réseau relationnel suffisamment solide sont moins "clientes" de la stratégie "Nourriture" que les autres.

Trajectoires inter-générationnelles et réduction des dépenses alimentaires

Les personnes qui recourent à une baisse de leurs dépenses alimentaires ne relèvent que plus rarement d'une famille dont les parents étaient agriculteurs.

Graphique n° 6
PROFESSION DES PARENTS DES
PERSONNES REDUISANT LEURS DEPENSES ALIMENTAIRES (% en ligne)



Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tableau n°32
SCOLARISATION DU PERE
DES PERSONNES REDUISANT LEURS DEPENSES ALIMENTAIRES (% en ligne)

Niveau de scolarisation du père	Pauvres	Moyens
Jamais scolarisé	65,5	40,0
Primaire	50,0	30,2
Secondaire	50,0	41,7
Technique ou supérieur	51,4	41,7
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les conditions de vie durant la jeunesse sont également déterminantes. On voit que les problèmes d'argent durant la jeunesse sont directement liés à l'utilisation de cette stratégie, i.e. plus les individus ont eu de problèmes d'argent durant leur jeunesse, plus ils ont utilisé la stratégie "Nourriture". De même, les problèmes de logement sont très caractéristiques de cette population. Si les individus ont connu des problèmes familiaux ayant entraîné des déménagements, ils utilisent alors plus fréquemment la stratégie "Nourriture". Les problèmes familiaux semblent donc des indices de précarité particulièrement importants.

Tableau n°33
PROBLEMES D'ARGENT DURANT LA JEUNESSE
ET RECOURS A UNE BAISSSE DES CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES (% en ligne)

Problèmes d'argent	Pauvres	Moyens
Oui, souvent depuis la naissance	70,6	36,5
Oui, à partir d'une certaine époque	48,1	45,0
Oui, à certaines périodes	39,0	41,3
Non, pas de problèmes particuliers	49,3	30,8
Non, jamais ou presque	48,4	28,0
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tableau n°34
**CHANGEMENT DE LOGEMENT DU A DES PROBLEMES FAMILIAUX
 ET RECOURS A UNE BAISSSE DES CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES (% en ligne)**

Changement de logement	Pauvres	Moyens
Oui, une seule fois	59,3	41,0
Oui, plusieurs fois	53,6	47,1
Non, jamais	53,1	32,7
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les difficultés dans la jeunesse semblent également avoir des répercussions importantes sur la fréquence de recours à la stratégie "Nourriture". On note notamment deux événements négatifs ayant une influence significative sur le recours à cette stratégie. Il s'agit des problèmes de faim et de chauffage durant la jeunesse. Ces deux types de problèmes sont intimement liés au niveau de vie de la famille. On voit donc apparaître une certaine généalogie de la précarité à travers cette stratégie.

Tableau n°35
**DIFFICULTES MARQUANTES DURANT LA JEUNESSE
 ET RECOURS A UNE BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES (% en ligne)**

Difficulté marquante	Pauvres	Moyens
Avoir eu faim	73,7	59,3
Avoir manqué de chauffage	67,6	55,6
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les difficultés et les ruptures

Les difficultés de l'enfance, prolongées ou reproduites à l'âge adulte sont-elles liées à la situation des personnes au moment de l'enquête et peuvent-elles les conduire à effectuer des choix du type de celui que nous examinons, à savoir une réduction de la dépense alimentaire en situation de difficulté ?

La réponse à cette question ne peut être obtenue définitivement à partir d'une enquête dont ni le protocole ni les hypothèses ne portent sur ce thème. On peut toutefois effectuer quelques constatations à la lecture du tableau suivant.

Tableau n°36
**PROBLEMES DURANT LA JEUNESSE, RUPTURE ET
 RECOURS A LA REDUCTION DES DEPENSES ALIMENTAIRES (en %)**

Problèmes	Pauvres	Moyens
Problème d'argent dans la jeunesse	59,9	39,7
Problème de logement dans la jeunesse	56,4	42,9
Incapacité temporaire due à la santé	48,9	44,4
Arrêt de travail de six mois au moins	54,0	32,8
Nombre d'accidents graves au cours de la vie	51,2	31,4
Autre problème de santé	54,8	29,5
Divorce ou séparation des parents	63,3	41,5
Maladie ou handicap du père	59,4	33,3
Maladie ou handicap de la mère	61,4	34,5
Dispute ou mésentente entre les parents	61,4	38,6
Autres événements graves	55,6	40,4
EN MOYENNE DE L'ENSEMBLE DU GROUPE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Il faut d'abord noter que des éléments apparaissent conjointement dans les deux groupes : les problèmes d'argent dans la jeunesse, le divorce ou la séparation des parents, les disputes et les mésententes entre les parents. Au-delà de ces caractéristiques semblables on note deux différences. Dans le groupe "pauvre", la maladie ou le handicap du père ou de la

mère sont plus fortement présents, alors que les questions de logement et de santé prédominent dans l'histoire des familles du groupe "moyen" recourant à cette stratégie.

Si nous nous intéressons à la trajectoire personnelle de l'individu, on ne note pas de grandes dissemblances, par rapport aux stratégies déjà abordées.

Tableau n°37

PROBLEMES DANS LES TROIS ANS POUR PAYER ... (% en ligne)

Problème	Pauvres	Moyens
L'alimentation	80,1	74,5
Le médecin	74,6	49,4
Le chauffage	70,2	48,2
Le logement	66,7	46,4
Le gaz, l'électricité	66,1	59,7
Les vacances	59,3	39,1
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

A part l'importance des problèmes d'alimentation, importance quasi tautologique, nous ne notons rien de particulier, sinon la récurrence habituelle des problèmes financiers chez les utilisateurs des stratégies de modification de structure des dépenses.

Les problèmes surviennent d'ailleurs régulièrement pour les personnes utilisant la stratégie "Nourriture". On constate que les personnes ayant reçu régulièrement une aide extérieure dans des situations difficiles sont plus "clientes" de la stratégie "Nourriture" que les autres. Le recours à l'aide extérieure est bien un signe de précarité, chez les "pauvres" comme chez les "moyens".

Tableau n°38
LES STRATEGIES COMPLEMENTAIRES DES PERSONNES
AYANT RECOURS A UNE BAISSSE DES DEPENSES ALIMENTAIRES (% en ligne)

En cas de grosses dépenses	Pauvres	Moyens
Ne sait pas	74,5	56,2
Demande une avance à l'employeur	61,3	46,2
Emprunte à la famille, aux amis	52,5	43,0
S'adresse à une banque	47,4	34,5
Prend sur les économies	45,3	23,0
EN MOYENNE	53,6	33,7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Si on demande aux personnes ce qu'elles feraient pour accomplir une dépense très importante, on note d'ailleurs un désarroi certain chez les personnes utilisatrices de la stratégie "Nourriture". L'opposition est forte entre les personnes déclarant recourir aux économies et celles ne sachant absolument pas quelle attitude adopter : cela témoigne de plusieurs handicaps. On a déjà noté le handicap familial et social, qui se retrouve ici, puisque la famille et les amis ne sont pas considérés comme des recours financiers possibles. Le milieu professionnel, qu'on a déjà perçu comme quasi inexistant, est plutôt sollicité, lorsqu'il existe. Les économies sont totalement absentes des recours envisagés, pour la raison simple qu'en général la population concernée n'a que très peu d'économies.

2. DEPENSER MOINS POUR LES ENFANTS

Cette stratégie présente de fortes similitudes avec la stratégie "Nourriture". Cependant, eu égard au peu de personnes concernées (elles sont 143), il est difficile d'apporter beaucoup d'éléments supplémentaires. De même, certaines caractéristiques de la population "Nourriture" ne pourront pas être retrouvées, ici, faute d'effectifs. Elle concerne 14,6% de la population totale. C'est donc une stratégie assez peu employée : elle ne devance que la "Vente des biens", en termes de fréquence d'utilisation.

On peut, malgré tout, noter que l'opposition entre "pauvres" et "moyens" est tout aussi forte que pour la stratégie "Nourriture". Les individus "pauvres" sont presque trois fois plus nombreux à utiliser cette stratégie que les individus "moyens". 22,5% des personnes "pauvres" recourent à ce comportement alors qu'elles ne sont que 8,6% à le faire dans le groupe identifié jusqu'alors comme "moyen".

2-1. Les caractéristiques démographiques

Quel que soit le groupe d'appartenance, la fréquence d'accès à ce comportement est d'autant plus élevé que le nombre d'enfants est important.

Tableau n°39

NOMBRE D'ENFANTS ET REDUCTION DES DEPENSES POUR LES ENFANTS

(% en ligne)

Nombre d'enfants	Pauvres	Moyens
Un enfant	15,4	7,3
Deux enfants	19,8	7,7
Trois ou quatre enfants	32,1	15,2
Cinq enfants et plus	36,9	15,8
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les individus appartenant à un foyer de trois enfants et plus sont deux fois plus nombreux à utiliser cette stratégie que les individus appartenant à un ménage ne comportant qu'un enfant. Cette indication est confortée par le type de location utilisé par les personnes enquêtées.

Tableau n°40
TYPE DE LOCATION (% en ligne)

Niveau de scolarisation du père	Pauvres	Moyens
Location H.L.M.	34,0	7,5
Locations autres	17,0	8,4
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Si l'âge ne constitue pas une caractéristique spécifique de la population qui recourt à ce type de stratégie, en revanche, la situation matrimoniale présente quelque spécificité.

Tableau n°41
**SITUATION MATRIMONIALE
 ET REDUCTION DES DEPENSES POUR LES ENFANTS (en %)**

Situation matrimoniale	Pauvres	Moyens
Célibataire	14,5	8,0
Marié	28,6	8,6
Veuf	10,0	2,9
Divorcé ou séparé	20,0	14,0
EN MOYENNE POUR LE GROUPE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Parmi les enquêtés appartenant au groupe "pauvres", le taux le plus important de ménages recourant à une stratégie de réduction des dépenses pour les enfants se retrouve parmi les personnes mariées alors que ce taux est plus élevé dans le cas des familles à revenus moyens pour les personnes divorcées ou séparées.

Nous avons déjà montré que ce dernier groupe avait également recouru de façon plus forte à une réduction des dépenses alimentaires. Ces deux comportements semblent témoigner d'une fragilité plus grande de ce groupe lorsque ses membres se trouvent isolés. Cette fragilité est probablement plus grande que pour les personnes du groupe "pauvres" qui peuvent bénéficier probablement plus facilement des aides sociales en situation de monoparentalité -l'allocation de parent isolé, par exemple.

2-2. Réduction des dépenses pour enfant et capital culturel

Les individus sans diplômes de l'enseignement général sont plus nombreux à utiliser la stratégie "Enfants" que les autres personnes. Cela concorde avec les caractéristiques de la population utilisant la stratégie "Nourriture". Il faut également noter que cette opposition, très forte chez les "pauvres", n'apparaît pas dans la population de référence.

Tableau n°42

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT GENERAL ET REDUCTION DES DEPENSES POUR LES ENFANTS (% en ligne)

Diplôme	Pauvres	Moyens
Pas de diplôme	30,0	9,8
C.E.P.	17,4	8,1
B.E.P.C., B.E., B.E.P.S.	14,3	10,3
Baccalauréat et niveau bac	14,3	8,6
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On peut également noter une forte caractéristique allogène chez les individus recourant à la stratégie "Enfants". Les personnes ne parlant pas le français chez elles sont particulièrement opposées à celles dont c'est la seule langue maternelle. Il ne faut pas être étonné par cela, puisque l'on sait que les personnes concernées par la stratégie "Enfants" ont une caractéristique "famille nombreuse" assez prononcée, tout comme le sont certaines populations étrangères en France.

Une différence essentielle avec la stratégie précédente provient du fait que le réseau de relations sociales ou familiales n'est pas en jeu chez les utilisateurs de la stratégie "Enfants", alors que, on l'a vu, les utilisateurs de la stratégie "Nourriture" avaient un réseau nettement affaibli.

Tableau n°43

LE FRANCAIS COMME LANGUE MATERNELLE (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui, c'est la seule langue maternelle	19,7	8,2
Oui, mais avec une autre langue	19,2	11,5
Non, mais le parle souvent	21,4	12,1
Non, et ne le parle pas au domicile	44,4	7,1
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

2-3. Histoire familiale et réduction des dépenses pour les enfants

L'histoire familiale de l'individu ne semble, elle non plus, pas très judicieuse pour caractériser les individus recourant à la stratégie "Enfants".

Tableau n°44

PROBLEMES D'ARGENT DURANT LA JEUNESSE (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui, souvent depuis la naissance	33,0	13,5
Oui, à partir d'une certaine époque	22,2	15,0
Oui, à certaines périodes	19,5	5,3
Non, pas de problèmes particuliers	18,4	7,2
Non, jamais ou presque	18,3	6,8
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On peut pourtant noter que la population concernée par cette stratégie a plutôt eu des problèmes durant la jeunesse. Celles qui ont connu des problèmes chroniques d'argent sont 50% de plus à recourir à la stratégie "Enfants" que les autres personnes et cela quel que soit le groupe d'appartenance.

Tableau n°45
PROBLEMES DE JEUNESSE, RUPTURES ET RECOURS
A LA REDUCTION DES DEPENSES POUR LES ENFANTS (% en ligne)

Problèmes	Pauvres	Moyens
Problème d'argent dans la jeunesse	28,2	11,0
Problème de logement dans la jeunesse	27,3	7,0
Incapacité temporaire due à la santé	27,7	6,7
Arrêt de travail de six mois au moins	26,9	9,0
Nombre d'accidents graves au cours de la vie	24,0	8,5
Autre problème de santé	21,4	11,5
Divorce ou séparation des parents	34,7	3,8
Maladie ou handicap du père	26,6	11,1
Maladie ou handicap de la mère	36,4	7,3
Dispute ou mésentente entre les parents	33,3	12,9
Autres événements graves	24,1	12,4
EN MOYENNE DE L'ENSEMBLE DU GROUPE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

"Pauvres" ou "moyens", le recours à ce type de stratégie est plus fortement marqué pour les personnes qui affirment avoir eu des problèmes d'argent dans leur jeunesse mais également chez celles qui indiquent avoir été confrontées à des disputes ou à une mésentente parentale. De ce point de vue, il n'y a pas de distinction réelle avec la stratégie précédente. En revanche, la séparation des parents et la maladie ou le handicap de la mère marquent une nette séparation entre les deux groupes. Comme si, en situation de pauvreté plus grande, la réduction des dépenses consacrées aux enfants était plus importante pour les personnes ayant connu de fortes perturbations de la relation aux parents et plus particulièrement à la mère. Pour expliquer le recours à cette attitude, les personnes du groupe "moyen" mettent davantage l'accent sur la maladie ou le handicap du père et l'existence de problèmes de santé.

Tableau n°46

PROBLEMES ANTERIEURS POUR PAYER ... (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
L'alimentation	32,6	16,3
Le médecin	32,2	14,6
Le gaz, l'électricité	30,2	15,5
Le logement	29,9	12,4
Le chauffage	29,8	16,6
Les vacances	29,1	10,7
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

La population, comme l'ensemble des populations ayant connu des difficultés pendant l'année précédant l'enquête, a connu également des difficultés dans les trois ans précédant l'enquête, et ce, pour toutes les grandes dépenses. Notons seulement que le poste le plus significatif se trouve être l'alimentation. On identifie bien la liaison de cette stratégie avec la stratégie "Enfants".

Tableau n°47

EXISTENCE DE PERIODES DE CHOMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui,	25,3	14,7
Non,	22,2	5,6
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'itinéraire des individus est également très proche de ceux concernés par la stratégie "Nourriture". Si l'on prend, par exemple, le chômage, on note que les personnes ayant connu des périodes de chômage de plus de trois mois sont plus nombreuses que les autres à avoir recouru à la stratégie "Enfants". Cela est surtout vérifié pour la population moyenne.

Tableau n°48

AIDE DE L'ENTOURAGE EN CAS DE COUP DUR (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui, assez souvent	27,4	17,9
Oui, rarement	22,6	9,1
Non, jamais mais ça pourrait arriver	19,5	9,4
Non, jamais	21,9	4,5
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

De même, les utilisateurs de la stratégie "Enfants" sont particulièrement exposés à des coups durs, et ont souvent recours à une aide extérieure, étant dans l'incapacité de puiser dans leurs propres ressources, quel que soit le niveau de leurs revenus.

Tableau n°49

EN CAS DE GROSSES DEPENSES ... (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Demande une avance à l'employeur	41,9	10,8
Ne sait pas	41,2	18,8
Emprunte à la famille ou aux amis	22,1	12,6
Prend sur les économies	20,0	5,8
S'adresse à une banque	18,3	8,4
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

A la questions : "Que feriez-vous si vous aviez à effectuer une dépense importante ?", les personnes concernées ne diffèrent pas tellement de la population utilisatrice de la stratégie "Nourriture". On note que les individus ont plutôt recours à des tiers, et qu'ils n'utilisent pas leurs ressources personnelles.

Intéressons-nous maintenant aux causes des irrégularités de revenu.

Tableau n°50
CAUSES DE LA BAISSÉ DE REVENUS(% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Pertes de droits à des prestations familiales	32,3	18,2
Perte d'emploi d'une personne du ménage	29,8	14,2
Retard de paiement des prestations familiales	27,7	10,7
Autres raisons (maladie, séparation)	22,2	9,0
Dépense importante	17,9	6,9
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tout comme pour les utilisateurs de la stratégie "Nourriture", les "*pertes de droits à des prestations familiales*" sont la principale des causes de diminution des revenus, de la population utilisatrice de la stratégie "Enfants". A l'opposé, on note que les personnes ayant subi une baisse de leurs revenus du fait d'une dépense importante sont nettement moins utilisatrices de cette stratégie que les autres.

Examinons enfin, pour cette stratégie, les liaisons existantes avec les autres stratégies.

Tableau n°51
AUTRES STRATEGIES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Autres (chauffage, etc)	42,5	28,9
Nourriture	33,2	14,9
Loisirs	32,7	12,4
Vêtements	30,7	12,3
Emprunter	26,3	12,4
Utiliser les économies	20,1	6,9
EN MOYENNE	22,5	8,6

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

La stratégie "autres" semble très liée à la stratégie "Enfants". L'enquête INSEE ne présente aucun autre exemple de ce que peut être "Autres" que le chauffage. Nous pouvons penser que cette stratégie va être adoptée par beaucoup de personnes particulièrement démunies, renonçant par exemple à honorer des traites ou à régler des factures pour pallier le manque de revenus qu'elles ont à subir.

3 - DEPENSER MOINS SUR LES AUTRES POSTES DE DEPENSES

Cette stratégie a été employée par 20,7% des personnes ayant déclaré avoir subi des revenus plus bas que d'ordinaire pendant certains mois de l'année précédant l'enquête, ce qui représente 203 individus. Même si ce nombre d'individus est légèrement supérieur à celui des personnes ayant recouru à la stratégie "Enfants", il est clair qu'il ne permet pas d'examiner de façon très détaillée les liens de cette stratégie avec d'autres variables.

Nous pouvons tout de même présenter certains résultats intéressants.

Nous constatons une forte opposition entre "Pauvres" et "Moyens". Les "pauvres" emploient beaucoup plus largement cette stratégie que les "moyens" ("pauvres" : 28,4% ; "Moyens" : 14,9%).

Si l'on s'intéresse à l'appréciation des individus sur la santé financière du ménage, on constate que les personnes jugeant leur situation difficile sont beaucoup plus utilisatrices de la stratégie "Autres" que le reste de la population.

Tableau n°52
SITUATION FINANCIERE DU MENAGE (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Ça va	11,8	10,9
C'est juste, il faut faire attention	26,6	11,3
Y arrive difficilement	34,8	31,0
EN MOYENNE	28,4	14,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

En revanche, nous ne pouvons pas identifier de structure d'âge ou de ménage particulière, à la différence des autres stratégies.

Tableau n°53
OCCUPATION ACTUELLE (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Femme au foyer	38,8	15,4
Chômeur	32,9	20,8
Actif	21,4	13,2
EN MOYENNE	28,4	14,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Nous remarquons que l'occupation actuelle oppose fortement deux populations : les femmes au foyer et les travailleurs. Cette opposition dépasse évidemment l'opposition classique "pauvres/moyens", et tend à s'identifier avec la prépondérance "femmes au

foyer" déjà relevée pour la stratégie "Enfants". Nous sommes bien dans une situation de précarité particulièrement forte. Les indications relatives à la prise en charge sanitaire confortent cette image.

Tableau n°54
PROBLEMES DE SANTE (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui	57,1	18,0
Non	25,3	14,5
EN MOYENNE	28,4	14,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tableau n°55
PRISE EN CHARGE A 100 % (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui	41,3	19,6
Non	26,6	14,2
EN MOYENNE	28,4	14,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les personnes concernées par cette stratégie ont une santé plus fragile que les autres personnes, ce résultat est particulièrement flagrant dans la population "pauvre" : les personnes déclarant avoir des problèmes de santé sont deux fois plus nombreuses à recourir à la stratégie "autres" que le reste de la population. De même, les personnes déclarant bénéficier d'une prise en charge à 100% par la Sécurité Sociale sont beaucoup plus utilisatrices de cette stratégie que les autres.

Tableau n°56

DIFFICULTES MARQUANTES DURANT LA JEUNESSE (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Grand manque d'affection	44,4	25,0
EN MOYENNE	28,4	14,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

En général, les difficultés dans la jeunesse sont nombreuses. On remarque que les personnes déclarant avoir manqué d'affection durant leur jeunesse ont beaucoup plus utilisé la stratégie "Autres" que le reste de la population. Cet événement négatif est donc, selon toute vraisemblance, un indice de précarité important, étant donné que ce résultat concerne aussi bien les "pauvres" que les "moyens".

On constate à nouveau, tout comme pour les deux stratégies précédentes, que les personnes ne sachant pas comment réagir face à une grosse dépense sont très utilisatrices de la stratégie "Autres".

Tableau n°57

ATTITUDE EN CAS DE GROSSES DEPENSES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Ne sait pas	47,1	25,0
Demande une avance à l'employeur	29,0	16,1
Emprunte à la famille ou aux amis	28,7	15,9
Prend sur les économies	25,3	10,6
S'adresse à une banque	24,0	15,3
EN MOYENNE	28,4	14,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tout comme l'ensemble des stratégies déjà étudiées, les problèmes se sont en général accumulés pendant les trois ans précédant l'enquête.

Tableau n°58

PROBLEMES DANS LES TROIS ANS POUR PAYER ... (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Le médecin	41,5	30,3
Le chauffage	39,8	33,3
Le gaz, l'électricité	38,5	31,8
L'alimentation	35,9	29,1
Le logement	32,8	20,3
Les vacances	31,7	19,0
EN MOYENNE	28,4	14,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On voit que les principaux problèmes ont porté sur des frais fixes, tels que électricité et gaz, ce qui indique le type de dépenses que les individus concernés doivent réduire pour pallier des baisses de revenus. Notons également la place importante que prend le médecin dans les problèmes évoqués : cela signifie certainement que le système de soins joue un rôle particulier dans la vie de cette population. Malheureusement, il est impossible d'affiner l'analyse, eu égard au faible nombre d'individus concernés par cette stratégie.

Tableau n°59

AUTRES STRATEGIES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Enfants	53,7	50,0
Nourriture	38,1	29,8
Loisirs	34,6	21,5
Vêtements	33,3	21,4
Emprunter	30,8	25,7
Utiliser les économies	27,7	12,6
EN MOYENNE	28,4	14,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On voit bien que les deux stratégies "de tête" sont "Enfants" et "Nourriture". Cela nous permet de penser que ces trois stratégies sont étroitement liées. On remarque

également, tout comme toutes les stratégies déjà étudiées, que le recours aux économies à tendance à exclure la diminution des dépenses pour "Autres".

II - LA REDUCTION DES DEPENSES DE BIEN-ETRE

L'ensemble des dépenses qui peuvent entrer dans cette catégorie ne fait pas l'objet d'une description très précise dans l'enquête analysée. Toutefois deux postes sont plus précisément mentionnés : les vêtements et les loisirs. La réduction des dépenses dans ces deux domaines, si elle oppose moins nettement les catégories "pauvres" et "moyens" fait apparaître quelques nouveaux clivages dont l'âge n'est pas le moindre.

1 - LA REDUCTION DES DEPENSES VESTIMENTAIRES

Cette stratégie est employée par 66% des personnes ayant déclaré avoir eu des difficultés au cours de l'année précédant l'enquête. Elle ne discrimine pas particulièrement bien les deux groupes même si elle est un peu plus caractéristique de la population pauvre (72,5% vs 61,1%). Il s'agit d'un type de dépense pour lequel la forte élasticité explique la mise en œuvre en cas de difficulté pour une majorité de personnes.

1-1. Réduction des dépenses vestimentaires et caractéristiques socio-démographiques

Tableau n°60

REDUCTION DES DEPENSES VESTIMENTAIRES ET AGE (% en ligne)

Age	Pauvres	Moyens
De 18 à 24 ans	78,6	62,9
De 25 à 34 ans	76,0	68,4
De 35 à 49 ans	72,2	64,3
De 50 à 64 ans	72,3	52,8
65 ans et plus	52,9	26,3
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Dans le groupe "pauvre", l'élévation en âge est liée à un abaissement très net du recours à cette stratégie. Le poste "dépenses de vêtements" plus important dans les tranches les plus jeunes est alors plus facilement compressible en cas de difficulté rencontrées par les ménages. Dans le groupe "moyen" la baisse de cette stratégie amorcée dès 50 ans s'effondre totalement à partir de 65 ans.

Tableau n°61
SITUATION MATRIMONIALE
ET REDUCTION DE LA DEPENSE VESTIMENTAIRE (% en ligne)

Situation matrimoniale	Pauvres	Moyens
Célibataire	72,5	65,0
Marié	77,1	58,6
Veuf	35,0	51,4
Divorcé ou séparé	65,0	74,0
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

La situation matrimoniale joue un rôle important pour les individus du groupe moyen, divorcés ou séparés, qui recourent à cette stratégie plus aisément que les autres. En revanche, chez les "pauvres" elle est plutôt utilisée par les personnes mariées.

1-2. Réduction vestimentaire et capital économique

On ne note aucune tranche de revenus particulière, au sein de chaque sous-population, pour décrire le recours à cette stratégie. Il ne semble donc pas que, en dehors, de l'opposition "pauvres-moyens", il y ait un effet revenu dans le choix de la stratégie "Vêtements".

Tableau n°62
FINANCIEREMENT LE MENAGE (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Ça va	49,0	49,6
C'est juste, il faut faire attention	65,3	62,3
Y arrive difficilement	84,2	73,6
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'appréciation des individus sur leur situation financière n'apporte pas non plus de renseignements. On note seulement une opposition entre les personnes jugeant leur situation correcte et celles la jugeant difficile, les premières ayant moins recours à cette stratégie que les secondes.

Tableau n°63
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Locataire ou sous-locataire	80,9	71,0
Propriétaire ou accédant	62,7	53,3
Logé gratuitement	61,5	42,5
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

En revanche, apparaît une nette opposition entre les locataires, d'une part, et les propriétaires ou logés gratuitement d'autre part. Les locataires ont plus recours à la stratégie "Vêtements" que les autres individus.

Enfin, on peut dire que le niveau de placements est directement lié au recours à cette stratégie. Les individus disposant des ressources nécessaires, quel que soit le niveau de leurs revenus, préfèrent recourir aux économies, plutôt que de se restreindre sur leurs dépenses.

1-3. Réduction vestimentaire et capital culturel

Si le diplôme obtenu ne permet pas de différencier les différentes populations ou à l'intérieur d'une même population des niveaux différents, en revanche la classification de l'emploi occupé montre un abaissement du recours à cette stratégie avec l'augmentation de la qualification.

Tableau n°64
QUALIFICATION DE L'EMPLOI
ET REDUCTION DES DEPENSES VESTIMENTAIRES

	Pauvres	Moyens
Ouvrier non qualifié, apprenti	80,8	69,6
Ouvrier qualifié	70,7	64,3
Employé	71,9	60,9
Technicien, agent de maîtrise, ingénieur cadre	62,5	57,8
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tableau n°65

LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Plus rarement ou jamais	79,7	66,3
Au moins une fois par semaine	76,2	65,8
Plusieurs fois par semaine	62,7	60,3
Tous les jours ou presque	64,8	54,2
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On voit que les personnes lisant un quotidien tous les jours ou presque font beaucoup moins appel à cette stratégie en cas de besoin. Remarquons que cette variable est également très discriminante sur le critère "Age" puisque 48,6% des plus de 50 ans déclarent lire un quotidien tous les jours, contre 27,4% pour les moins de 35 ans.

1-4. Réduction vestimentaire et capital social

Les individus recourant à la stratégie "Vêtements" s'opposent aux autres si l'on prend en compte l'état du réseau relationnel, ainsi que les opportunités de contact avec l'extérieur, comme en témoignent les quelques résultats suivants :

Tableau n°66

REDUCTION VESTIMENTAIRE ET SORTIES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Ne pratique pas, le souhaiterait	81,2	70,9
Pratique, souhaite pratiquer plus	75,3	61,7
Ne pratique pas; ne le souhaite pas	69,9	47,3
Pratique, ne souhaite pas plus	65,5	60,2
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les personnes ne sortant pas, mais souhaitant sortir plus, sont plus clientes de la stratégie "Vêtements" que les autres. On peut expliquer cela en prenant en considération la dimension "Age" des personnes déclarant avoir recours à cette stratégie. Les personnes souhaitant pratiquer plus de sorties sont plutôt jeunes, elles s'opposent de façon quasi mécanique aux autres individus.

Tableau n°67
**CONVERSATION PERSONNELLE DANS LES HUIT JOURS
 AVEC UNE PERSONNE ETRANGERE AU MENAGE (% en ligne)**

	Pauvres	Moyens
Non	80,9	77,6
Oui	71,5	59,5
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les personnes reconnaissant ne pas avoir eu de contact, autre que professionnel ou utilitaire, avec l'extérieur dans les huit jours précédant l'enquête sont plus nombreuses à recourir à la stratégie "Vêtements".

Tableau n°68
**NOMBRE DE VISITES A DES VOISINS AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS
 (% en ligne)**

	Pauvres	Moyens
Aucun	73,2	69,9
Au moins un	71,9	52,7
Pratique, ne souhaite pas plus	65,5	60,2
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les relations de voisinage jouent également un rôle important dans la détermination du recours à la stratégie "Vêtements". Cependant, notons qu'elles jouent plus chez les "moyens" que chez les "pauvres". Ainsi les "moyens" déclarant n'avoir rendu aucune visite à des voisins au cours des trois derniers mois sont 69,9% à avoir utilisé cette stratégie, vs 61,1% en moyenne. Il est légitime de se poser alors la question de savoir si le fait de posséder un réseau relationnel relativement déficient n'est pas un indice de précarité.

1-5. Ruptures de vie et réduction de la dépense vestimentaire

Sans que cela apparaisse aussi important que dans les stratégies précédentes, les ruptures survenues dans la jeunesse ont pu marquer suffisamment les personnes enquêtées pour les conduire à utiliser davantage cette stratégie selon la nature de la rupture.

Tableau n°69

REDUCTION DE LA DEPENSE VESTIMENTAIRE ET RUPTURE DE JEUNESSE

(% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Problème d'argent dans la jeunesse	76,3	64,8
Problème de logement dans la jeunesse	70,9	66,1
Incapacité temporaire due à la santé	74,5	75,6
Arrêt de travail de six mois au moins	57,7	61,2
Problème d'accident grave au cours de la vie	71,9	62,4
Autre problème de santé	71,4	54,1
Divorce ou séparation des parents	81,6	75,5
Maladie ou handicap du père	73,4	59,6
Maladie ou handicap de la mère	72,7	65,5
Dispute ou mésentente entre parents	78,9	77,1
Autre événement grave	75,9	55,1
EN MOYENNE	72,5	61,1

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Se retrouvent également dans cette stratégie des personnes appartenant au groupe "pauvre" et au groupe "moyen" dont les relations avec les parents ont été plus difficiles en

raison des disputes ou des mésententes entre ces derniers ou en raison de divorce ou de séparation du couple parental.

1-6. Difficultés récentes et réduction des dépenses vestimentaires

Les personnes ayant eu des problèmes durant les trois ans précédant l'enquête pour accomplir certaines dépenses ont, en grande majorité, recouru à la stratégie "Vêtements". Il est cependant difficile d'établir une hiérarchie des problèmes établissant une relation certaine entre tel type de problème et la stratégie qui nous intéresse. Il n'existe pas, pour cette stratégie, de problèmes particuliers ayant nécessité l'utilisation de ce type de recours. La diminution globale des revenus est liée, le plus souvent, et dans les deux groupes, à la perte d'emploi d'une personne du ménage.

2 - REDUIRE LES DEPENSES DE LOISIRS

C'est à propos de ces dépenses que les deux groupes se rapprochent le plus. 63% des personnes du groupe "pauvre" ont utilisé ce recours en situation de difficulté et 60,9% du groupe "moyen" y ont fait appel.

A de nombreux titres, cette stratégie est similaire à la précédente. Cependant, elle n'oppose pas aussi nettement les "pauvres" et les "moyens". L'opposition fondamentale se fait plutôt entre "jeunes" et "âgés".

2-1. Caractéristiques socio-démographiques

Si le sexe des intéressés n'a pas d'influence sur ce choix, l'état matrimonial semble également indifférent sauf que les personnes divorcées ou séparées du groupe "moyen" recourent plus facilement à une réduction de leurs dépenses de loisirs en cas de difficultés. En revanche, l'opposition est nette entre les tranches d'âge supérieures et inférieures. La comparaison avec la stratégie "Vêtements" est tentante, dans la mesure où il existe un fort investissement affectif dans les vêtements comme dans les loisirs chez les populations les

plus jeunes. Les plus de 50 ans consacrent une part de leur budget beaucoup moins importante aux loisirs que les jeunes et ont donc tendance à réduire leurs dépenses plutôt sur d'autres postes. De plus, on notera que la tranche d'âge la plus concernée par cette stratégie se situe entre 25 et 34 ans, tout comme la stratégie "Vêtements".

2-2. Capital économique et réduction des dépenses de loisirs

Les variables économiques opposent de façon simple les individus les plus âgés aux plus jeunes. Ainsi, la valeur des dépôts et des placements montre clairement que les individus ayant le plus d'économies tendent à moins économiser sur les loisirs que les autres personnes. On a déjà vu que le revenu n'était pas prépondérant dans le recours à cette stratégie ; il faut donc se tourner vers l'"Age". Or, il est clair que les personnes âgées épargnent plus que les jeunes. La même analyse peut être faite sur le statut d'occupation du logement, et l'on voit que les locataires sont beaucoup plus utilisateurs de la stratégie "loisirs" que les autres personnes.

Tableau n°70

VALEUR DES DEPOTS ET PLACEMENTS ET REDUCTION DES LOISIRS

(% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Moins de 2 000 F	69,7	81,4
De 2 000 à 4 999 F.	74,3	70,9
De 5 000 à 9 999 F.	67,6	63,0
De 10 000 F à 29 999 F.	59,7	54,5
30 000 F. et plus	39,0	51,3
EN MOYENNE	63,0	60,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tableau n°71
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT ET REDUCTION DES LOISIRS
 (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Locataire ou sous-locataire	70,4	70,2
Propriétaire ou accédant	53,6	52,4
EN MOYENNE	63,0	60,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

2-3. Capital culturel et réduction des dépenses de loisirs

Le capital culturel mesuré par le niveau de diplôme semble n'avoir globalement qu'une incidence assez faible sur la réduction des dépenses de loisirs à l'exception des personnes les plus diplômées du groupe "pauvres" qui recourent de façon plus forte à cette stratégie. Toutefois, leur nombre assez faible limite la portée de cette observation.

Sur l'ensemble des autres critères décrits à l'occasion de l'examen des conditions de mises en œuvre des stratégies précédentes aucun aspect ne se distingue de façon nette. Ainsi, ni la trajectoire infra-générationnelle et en particulier la présence de problèmes dans le déroulement de l'enfance, ni la trajectoire mesurée sur plusieurs générations ne constituent des causes de recours à ce type de stratégie.

3 - FACE AUX DIFFICULTES L'APPEL A L'EMPRUNT

Cette stratégie est utilisée près d'une fois sur cinq. Les "pauvres" sont près de deux fois plus nombreux à y recourir que les "moyens" (31,5% vs 18,8%). Cette stratégie est donc très similaire aux stratégies de diminution des dépenses du ménage. Rappelons que

les personnes ayant recouru à cette stratégie ont très majoritairement emprunté à la famille ou aux amis, et très peu à l'employeur ou à un établissement bancaire.

3-1. Recours à l'emprunt : caractéristique socio-démographique et capital économique

Les personnes utilisant le réseau familial pour se sortir de problèmes sont en moyenne plutôt jeunes. On note une opposition nette entre les jeunes et leurs aînés, en ce qui concerne le recours à la stratégie "Emprunts". Il faut aussi remarquer que les personnes mariées sont nettement moins utilisatrices de la stratégie "Emprunts" que les célibataires. Les célibataires étant en majorité des personnes plutôt jeunes, ce résultat ne fait que confirmer la précédente observation.

Tableau n°72

AGE ET RECOURS A L'EMPRUNT EN SITUATION DE DIFFICULTE

	Pauvres	Moyens
De 18 à 24 ans	35,9	31,4
De 25 à 34 ans	39,4	20,7
De 35 à 49 ans	29,6	17,3
50 ans et plus	21,0	11,0
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Le recours à cette stratégie est fortement lié au niveau des revenus. On remarque, et c'est surtout vrai chez les "pauvres" que plus le niveau des revenus est faible, plus souvent la stratégie "Emprunt" est utilisée. On peut d'ailleurs noter que les personnes jugeant leur situation difficile sont nettement plus utilisatrices de la stratégie "Emprunt" que les autres.

Tableau n°73
VALEUR DES DEPOTS, DES PLACEMENTS ET RECOURS A L'EMPRUNT
 (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Moins de 2 000 F.	46,5	30,5
De 2 000 à 4 999 F.	31,1	29,1
De 5 000 à 9 999 F.	26,5	16,3
De 10 000 à 29 999 F.	22,2	16,6
30 000 F. et plus	10,2	10,0
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

De même, il semble évident que les personnes disposant des ressources suffisantes ne sont pas très enclines à recourir à l'emprunt à l'extérieur. Par ailleurs, on note que cette remarque s'applique à tous, quel que soit le niveau de leurs revenus. L'effet "Revenus" joue surtout pour une valeur de dépôts comprise entre 5 000 et 10 000 F.. Pour les autres tranches de dépôts, les "moyens" ne s'opposent pas tellement aux "pauvres".

Tableau n°74
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT ET RECOURS A L'EMPRUNT
 (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Locataire ou sous-locataire	40,4	21,0
Propriétaire ou accédant	19,4	17,5
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On peut également constater que les locataires sont plus utilisateurs de la stratégie "Emprunt" que les propriétaires. Cela ne fait que renforcer l'importance toute particulière

qu'il faut accorder au statut d'occupation du logement quand on aborde les situations de précarité.

3-2. Capital culturel et recours à l'emprunt

Tableau n°75
OCCUPATION ACTUELLE ET RECOURS A L'EMPRUNT
(% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Chômeur	44,3	26,4
Travaille	28,1	18,8
Retraité	11,5	10,0
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Le capital culturel n'oppose pas tellement les individus. Nous pouvons seulement remarquer que l'occupation actuelle des personnes concernées par cette stratégie sépare les individus plutôt jeunes des individus plutôt vieux.

Tableau n°76
NOMBRE DE LIVRES LUS AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS
ET RECOURS A L'EMPRUNT (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Aucun	29,8	15,1
Un	19,2	17,2
Deux	26,2	11,9
Trois	41,9	26,7
De quatre à six	37,5	33,3
Plus de six	43,6	25,0
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Une nouvelle illustration de la moyenne d'âge plutôt basse de la population concernée par la stratégie "Emprunts" se trouve être la lecture de livres. En effet, on constate que les personnes lisant régulièrement sont plus utilisatrices de cette stratégie que celles déclarant lire peu ou pas. Dans un premier temps, on peut être surpris par ce résultat, étant donné que nous avons constaté, lors de l'étude des précédentes stratégies, que le capital culturel jouait un rôle important dans la détermination de la précarité et donc du recours à certaines stratégies. Cependant il faut constater que les personnes les plus jeunes lisent beaucoup plus que leurs aînés : les moins de 35 ans sont 44,5% à n'avoir lu aucun livre au cours des trois derniers mois, alors qu'ils sont 65,7% dans ce cas chez les 50 ans et plus.

3-3. Trajectoire inter-générationnelle et recours à l'emprunt

Tableau n°77

SCOLARISATION DU PERE ET RECOURS A L'EMPRUNT (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Jamais scolarisé	36,5	20,0
Primaire	29,0	14,4
Secondaire	46,2	33,3
Technique ou supérieur	29,7	32,7
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On note des résultats intéressants en ce qui concerne la scolarisation des parents. En effet, on constate que les enfants des individus ayant dépassé le stade de l'école primaire, ou n'ayant jamais été scolarisés, sont beaucoup plus utilisateurs de la stratégie "Emprunts" que les autres. On peut imaginer deux raisons à ce phénomène. Tout d'abord, remarquons que les personnes dont les parents ont effectué des études secondaires, techniques ou supérieures sont plutôt jeunes (25,7% ont le père qui a suivi des études techniques ou supérieures contre 3,6% de 50 ans et plus). On retrouve alors l'effet "Age" que nous avons déjà mis en évidence. D'autre part, il faut remarquer que le fort pourcentage de recours à la stratégie "Emprunts" chez les enfants de non scolarisés se trouve surtout chez les "pauvres". Nous avons donc un effet dû au capital culturel du foyer.

Tableau n°78
PROBLEMES DE LOGEMENT DANS LA JEUNESSE
ET RECOURS A L'EMPRUNT (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui	58,0	19,7
Non	27,5	18,7
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tableau n°79
N'A VU NI MERE, NI PERE PENDANT AU MOINS UN AN, DURANT LA JEUNESSE
(% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui	45,7	34,1
Non	30,2	17,6
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On peut également constater que les "pauvres" ayant eu des problèmes de logement durant leur jeunesse sont plus utilisateurs de la stratégie "Emprunts" que les autres. Cela montre bien le caractère précaire des personnes utilisant cette stratégie.

Les éléments négatifs durant la jeunesse sont déterminants dans l'utilisation du recours à l'emprunt. On peut constater que les personnes n'ayant vu ni père, ni mère pendant au moins un an sont plus nombreuses à utiliser cette stratégie que les autres, quel que soit le niveau de leur revenu.

3-4. Trajectoires intra-générationnelles

Tableau n°80
**PROBLEMES DANS LES TROIS ANS POUR PAYER
 ET RECOURS A L'EMPRUNT (% en ligne)**

	Pauvres	Moyens
L'alimentation	46,4	33,6
Le logement	45,2	31,4
Le gaz, l'électricité	44,6	29,4
Le médecin	41,6	25,9
Le chauffage	41,0	27,2
Les vacances	38,6	24,5
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Tableau n°81
**PERIODE DE CHOMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS ET RECOURS A L'EMPRUNT
 (% en ligne)**

	Pauvres	Moyens
Oui	40,7	18,8
Non	24,7	18,1
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On constate que, quel que soit le type de problème financier rencontré au cours des trois ans précédant l'enquête, les personnes concernées ont plus utilisé la stratégie "Emprunts" que les autres. Cette caractéristique est commune à toutes les stratégies de modification de structure des dépenses familiales. Il semble bien que la stratégie "Emprunts" se rapproche des stratégies vues précédemment.

Chez les "pauvres", le fait d'avoir connu de longues périodes de chômage influence également le recours à la stratégie "Emprunts". Cette constatation n'est pas valable chez les "moyens".

Tableau n°82
EN CAS DE GROSSES DEPENSES...(% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Emprunt à la famille, aux amis	51,6	33,1
Utilise les économies	16,0	14,6
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Les personnes déclarant spontanément avoir recours à la famille en cas de dépenses importantes utilisent en majorité la stratégie "Emprunts". Elles s'opposent en cela aux personnes déclarant utiliser les économies. On a bien une opposition très nette entre stratégies "Emprunts-Réduction des dépenses" et "Recours aux économies".

Tableau n°83
AIDE DE L'ENTOURAGE EN CAS DE COUP DUR
ET RECOURS A L'EMPRUNT (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui	40,9	24,6
Non	22,8	14,7
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On constate également que les personnes ayant le plus recours à des tiers en cas de problèmes n'hésitent pas à recourir à l'emprunt si elles se trouvent en difficultés financières, cela quel que soit le niveau de leur revenu.

3-5. Autres stratégies

Tableau n°84
AUTRES STRATEGIES ET RECOURS A L'EMPRUNT (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Enfants	36,8	27,1
Loisirs	36,1	22,1
Autres	34,2	32,5
Nourriture	33,6	29,8
Vêtements	33,0	22,6
Economies	22,9	15,4
EN MOYENNE	31,5	18,8

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On identifie bien les stratégies les plus proches comme étant celles qui concernent les populations en situation précaire (enfants) et celles qui concernent les plus jeunes (loisirs). Ce mélange de deux caractéristiques est tout à fait particulier à la stratégie "Emprunts".

4 - L'UTILISATION DES ECONOMIES

Cette stratégie s'oppose aux précédentes de façon très marquée. Elle est utilisée, au total, dans 62,5% des cas, bien qu'on remarque qu'il y a une nette différence entre les "pauvres" et les "moyens" (Pauvres : 59%, Moyens : 69,9%). Les "moyens" sont beaucoup plus nombreux à utiliser cette stratégie que les "pauvres". En fait, c'est le principal recours des "moyens" alors que, chez les "pauvres", cette stratégie est devancée par les économies sur les vêtements et les loisirs.

4-1. Caractéristiques socio-démographiques

Tableau n°85

ETAT MATRIMONIAL ET UTILISATION DES ECONOMIES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Veuf	85,0	85,7
Marié	64,1	70,5
Célibataire	49,6	68,6
Divorcé ou séparé	47,5	58,0
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

L'opposition est nette entre les "Veufs" et les personnes "Divorcées ou séparées". Cette opposition se ressent de façon beaucoup moins intense au sein de chaque sous-population : il s'agit en fait d'un effet "Revenu".

Tableau n°86

VALEUR DES DEPOTS ET DES PLACEMENTS
ET UTILISATION DES ECONOMIES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Moins de 2 000 F.	40,4	47,5
De 2 000 à 4 999 F.	59,5	61,6
De 5 000 à 9 999 F.	69,1	68,5
De 10 000 à 29 999 F.	76,4	73,1
30 000 F. et plus	86,4	85,3
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Le recours aux économies est strictement proportionnel au niveau de ces économies, et ce, quel que soit le revenu considéré.

4-2. Capital économique

Tableau n°87
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT
ET UTILISATION DES ECONOMIES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Propriétaire ou accédant	73,5	74,8
Locataire ou sous-locataire	50,0	65,8
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Nous retrouvons la traditionnelle opposition propriétaires-locataires sur le recours aux économies. Cette opposition est particulièrement marquante pour les "pauvres". On a déjà émis l'hypothèse que le statut d'occupation du logement pouvait être une bonne dimension pour définir la précarité ; on en a ici une nouvelle preuve, si besoin était.

On ne sera pas surpris de constater l'importance des variables culturelles dans l'élaboration de cette stratégie. Notamment, la lecture d'un quotidien d'informations générales oppose fortement ces populations.

4-3. Capital culturel

Plus rarement les individus lisent un quotidien d'informations générales, plus ils ont recours à la stratégie "Economies". En effet, on constate que les personnes déclarant ne

jamais lire un quotidien ont beaucoup moins recours à la stratégie "Economies" que les autres individus.

Tableau n°88
LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES
ET UTILISATION DES ECONOMIES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Tous les jours ou presque	68,0	72,9
Plusieurs fois par semaine	70,6	71,4
Au moins une fois par semaine	65,0	66,7
Plus rarement	39,0	71,9
Jamais ou presque	47,5	65,8
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

4.4. Trajectoires intra-générationnelles

Tableau n°89
DISPUTES OU MESENTENTE ENTRE LES PARENTS DURANT LA JEUNESSE
(% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui	61,1	71,7
Non	45,6	57,1
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On voit que les personnes ayant connu un climat familial tendu ont, en général, moins recours à cette stratégie que les autres. Lors de l'étude du groupe de stratégies (Nourriture, Enfants, Autres), on avait déjà fait l'hypothèse que les problèmes familiaux

étaient un facteur aggravant de précarité. C'est probablement ici une pierre à apporter à cette hypothèse. Il faudrait évidemment posséder plus d'informations sûres pour étayer ce postulat. S'il est vérifié, il apparaît alors que le recours aux économies peut être décrit en opposant les personnes en situation précaire aux autres.

Tableau n°90
PROBLEMES DANS LES TROIS ANS POUR PAYER ... (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Les emprunts	57,5	55,6
Les vacances	55,0	60,9
Le gaz, l'électricité	49,2	57,4
Le logement	48,0	63,4
Le chauffage	47,8	57,9
L'alimentation	43,1	55,5
Le médecin	42,4	60,7
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

En ce qui concerne les antécédents financiers, les résultats sont conformes à la position financière des individus concernés par cette stratégie. Les plus bas pourcentages de recours à la stratégie "Economies" concernent les personnes ayant connu des problèmes pour acheter la nourriture. Cela semble tout à fait en accord avec la remarque que nous avons faite précédemment en ce qui concerne la situation très précaire des personnes n'ayant pas recours à cette stratégie.

Tableau n°91
PERIODES DE CHOMAGE DE PLUS DE TROIS MOIS (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Oui	51,3	65,9
Non	67,2	72,2
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

Dans le même ordre d'idée, on note que les personnes ayant connu des périodes de chômage de plus de trois mois sont moins "clientes" de la stratégies "Economies" que les autres. Les longues périodes de chômage débouchent sur une situation de précarité plus importante.

Tableau n°92
EN CAS DE GROSSE DEPENSE ... (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Prend sur les économies	85,3	83,6
Demande une avance à l'employeur	67,7	66,7
S'adresse à une banque	65,1	65,9
Emprunte à la famille ou aux amis	49,2	62,3
Ne sait pas	41,2	43,8
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

La situation précaire des personnes n'ayant pas recours à cette stratégie peut être observée également lorsqu'on demande aux personnes interrogées leurs réactions face à une dépense importante. Les réponses "en-dessous de la moyenne" sont le recours à la famille et l'impuissance à pouvoir régler cette dépense imprévue. On a déjà vu que ces deux caractéristiques étaient particulièrement importantes pour les autres stratégies : ce sont des caractéristiques de précarité essentielle

4-5. Autres stratégies

Tableau n°93
DIMINUTION PROVOQUEE PAR ... (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Dépense importante	61,9	74,8
Autres raisons	64,2	66,1
Perte d'emploi d'une personne du ménage	51,1	72,6
Perte de droits aux prestations familiales	43,5	68,2
Retard de paiement des prestations familiales	42,6	53,6
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

On voit que le recours aux économies est particulièrement employé pour financer une dépense importante, en opposition avec un retard de paiement des prestations familiales, qui, on l'a vu, est un indice de précarité assez important.

Tableau n°94
AUTRES STRATEGIES (% en ligne)

	Pauvres	Moyens
Autres	57,5	59,0
Vêtements	55,6	63,0
Loisirs	55,6	62,1
Enfants	52,6	56,2
Nourriture	50,4	62,2
Emprunter	42,9	57,1
EN MOYENNE	59,0	69,9

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

D'autre part, cette stratégie est opposée à toutes les stratégies que nous avons déjà vues. Les résultats exprimés par ce tableau sont parfaitement en accord avec les hypothèses ou résultats déjà relevés pour les autres stratégies : le recours au réseau relationnel (familial et social) est particulièrement important pour les populations les plus défavorisées, ainsi que les stratégies "Nourriture" et "Enfants".

III - LA DYNAMIQUE DES STRATEGIES

1 - LES REGROUPEMENTS DE STRATEGIES

Il est possible d'établir une typologie des individus en fonction des stratégies auxquelles ils ont eu recours en situation difficile. L'analyse des stratégies laisse supposer que ces groupes seront nettement différenciés selon qu'ils utilisent la stratégie "Economies", une des stratégies de "Bien-être" ou l'une des stratégies de "Subsistance". Effectivement, on constate que les individus se séparent selon qu'ils utilisent la stratégie "Economies", les stratégies "Vêtements" et "Loisirs", ou la stratégie "Nourriture". Les individus se répartissent sur ces trois grands axes. On aboutit à quatre grands groupes, dont le mode de recours à chaque stratégie est reporté dans le tableau suivant.

Tableau n°95

STRATEGIES ET GROUPES DE POPULATION

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
Utiliser les économies	+			
Dépenser moins pour les vêtements	-	+	+	-
Dépenser moins pour les loisirs	-	+	+	-
Dépenser moins pour la nourriture	-	-	+	+
Dépenser moins pour les enfants	-	-	+	-
Dépenser moins pour les autres	-	-	+	
Emprunter	-	-	+	+
Vendre des biens	-		+	

Le tableau se lit de la façon suivante : les individus appartenant au Groupe 2 utilisent plus la stratégie "Vêtements" que la moyenne de la population. De même, les individus du Groupe 4 utilisent moins la stratégie "Enfants" que la moyenne de la population. S'il n'y a aucun symbole à l'intersection d'une ligne et d'une colonne, cela signifie que les individus du groupe concerné, ne se déterminent pas par rapport à la stratégie en question.

1-1. Le recours prioritaire aux économies

Ce groupe rassemble 184 individus ayant déclaré n'avoir recouru qu'à leurs économies en situation difficile.

On peut donc s'attendre à trouver un volume d'épargne nettement plus important pour ces individus que pour le reste de la population. On peut effectivement constater, par exemple, que 46,1% d'entre eux possèdent plus de 30 000 Francs de dépôts et de placements, contre 23,1% pour l'ensemble de la population.

Le volume d'épargne étant directement lié au niveau des revenus, il n'est pas surprenant de constater que ce groupe est composé en très grande majorité d'individus de la population "moyenne". D'ailleurs, le jugement qu'ils portent sur leur situation financière est globalement positif, puisque 35,3% d'entre eux jugent la santé financière du ménage satisfaisante, vs 19,2% pour l'ensemble de la population.

Le volume d'épargne important, le niveau des revenus satisfaisant laissent penser que la moyenne d'âge de la population du Groupe 1 est plus importante que pour l'ensemble de la population. Aussi constate-t-on que les plus de cinquante ans représentent 39,5% du groupe, vs 23,2% de la population totale. De même, du fait de l'âge plus élevé de ce groupe, les propriétaires y sont plus nombreux que dans les autres classes.

Leur capital culturel est marqué par deux aspects. D'abord, les membres de ce groupe sont, en général, lecteurs assidus de quotidiens. Cela est certainement lié au facteur "Age". Enfin -et c'est un point intéressant- la proportion d'agriculteurs, en activité ou non, est plus de une fois et demi plus importante que dans la population totale (12,5% vs 7,8%).

1-2. La réduction des dépenses "Vêtements" et "Loisirs" : 392 personnes

Les individus regroupés au sein de cette classe recourent principalement aux stratégies "Vêtements" et "Loisirs". Ils n'utilisent que marginalement les autres stratégies, sauf en ce qui concerne le recours aux économies.

Ce groupe est composé d'individus disposant de revenus suffisants pour pouvoir justifier d'un budget conséquent pour les loisirs et les vêtements. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que les membres du Groupe 2 sont en majorité issus de la population "moyenne". Cependant, l'appréciation de ces mêmes individus sur leur situation financière est nettement moins positive que pour le groupe précédent : 55,3% estiment leur situation financière "juste", vs 48,5% pour l'ensemble de la population.

Pourtant leur capital culturel est nettement plus valorisé que dans l'ensemble des autres groupes : la proportion de diplômés au sein de cette classe y est plus élevée et les travailleurs sont très largement majoritaires.

Il est donc tout à fait normal de constater que ce groupe concerne des personnes plutôt jeunes et n'ayant pas connu de très gros problèmes avant cette année (les seules difficultés financières rencontrées au cours des trois ans précédant l'enquête concernent le départ en vacances).

1-3. La réduction globale des dépenses

Ce groupe est composé en majorité de "pauvres" (ils sont 55,0% contre 43,1% dans la population totale). Les représentants de ce groupe sont plutôt isolés : on compte 14,3% de célibataires ou de séparés et les isolés avec un ou deux enfants représentent 12,1% de l'ensemble des individus du groupe (vs 8,5% en moyenne).

Les membres du Groupe 3, appartenant, on l'a vu, à la sous-population la plus défavorisée, sont en majorité des locataires (63,5% vs 51,2% en moyenne). La valeur des dépôts et placements est, pour 52,7% de l'ensemble d'entre eux, inférieure à 5 000 Francs, alors qu'ils ne sont que 35,2% de l'ensemble de la population dans ce cas. Eux-mêmes jugent leur situation financière difficile ; ils sont deux fois plus nombreux que l'ensemble de la population à déclarer devoir recourir aux dettes pour s'en sortir.

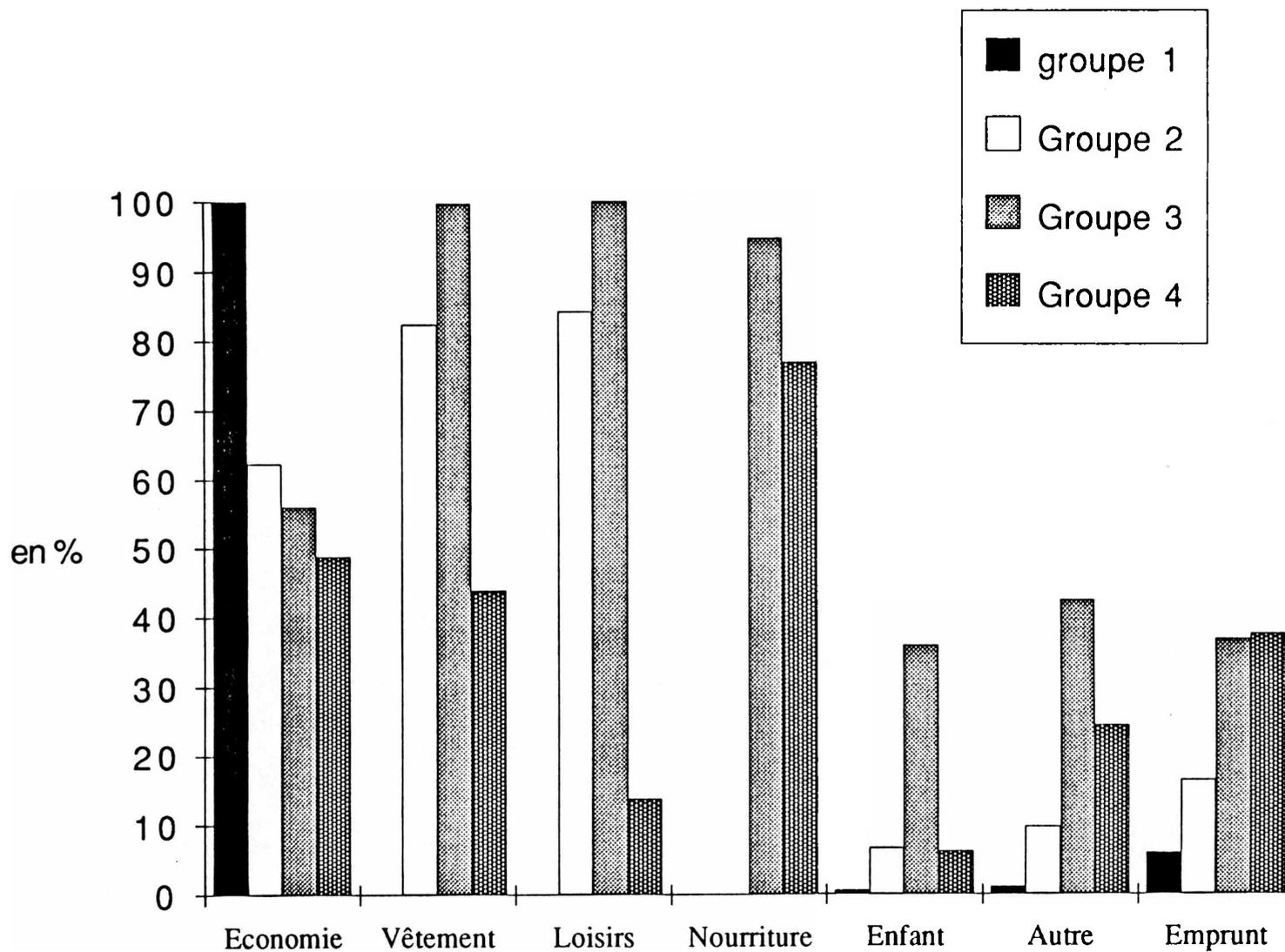
Ce groupe est également, en majorité, dépourvu de diplômes. Le chômage concerne 18,2% d'entre eux (contre 13,5% pour l'ensemble de la population). Les personnes travaillant occupent des postes non qualifiés (29,2% des travailleurs sont des ouvriers non qualifiés, vs 20,4% pour l'ensemble de la population). Leur vie sociale est également nettement handicapée. Ils sont 28,3% à déclarer ne pas pratiquer de sorties, tout en le

regrettant, vs 21,5% pour l'ensemble de la population. De même, les contacts avec l'extérieur (voisins ou autres) sont plus rares que pour le reste de la population.

Les problèmes durant la jeunesse semblent davantage toucher les représentants du groupe que les autres, tant sur le plan financier qu'affectif. Les problèmes s'accumulent d'ailleurs, puisqu'au cours des trois ans qui ont précédé l'enquête, les individus du Groupe 3 déclarent avoir eu, en très grande majorité, des problèmes pour régler les dépenses de la vie quotidienne (charges, nourriture, logement, médecin, vacances, etc.). Le principal recours se trouve être l'assistance, aussi ne s'étonne-t-on pas de trouver 34,9% des personnes concernées qui réclament l'aide de proches en cas de grosse dépense (vs 27,9% pour l'ensemble de la population). On note également que, pour les plus défavorisées d'entre elles, le réseau social et familial affaibli empêche tout recours à l'extérieur ; aussi sont-elles plus nombreuses que le reste de la population à déclarer ne pouvoir bénéficier d'aucune aide en cas de coup dur, bien qu'elles déclarent avoir subi plus de coups durs que la moyenne.

1-4. Réduire la consommation alimentaire et faire appel aux emprunts

Les membres de ce groupe déclarent recourir surtout à l'"Emprunt" et à la stratégie "Nourriture". Le fait de ne pas recourir à la stratégie "Loisirs" ou "Vêtements" laisse penser que la moyenne d'âge de ce groupe est assez élevée. En effet, on peut constater que 36,2% des membres du Groupe 4 ont plus de 50 ans (vs 23,2% en moyenne). On trouve d'ailleurs deux fois plus de veufs dans ce groupe que dans tous les autres. Le type de famille privilégié est la personne isolée avec plus de deux enfants (12,5% des membres de ce groupe sont dans ce cas, vs 7,1% pour le reste de la population). On ne trouve pas moins de propriétaires dans ce groupe que dans le reste de la population, mais le patrimoine immobilier est nettement inférieur à la moyenne : on note, par exemple, que 27,2% des personnes du Groupe 4 déclarent disposer d'un patrimoine immobilier inférieur à 200 000 Francs, contre 15,3% en moyenne. Tout comme les représentants du Groupe 3, les individus de cette classe sont moins diplômés que le reste de la population. On note également que la proportion de travailleurs est la plus faible, parmi toutes les classes (48,1% déclarent avoir un travail, contre 59,8% pour l'ensemble de la population). La vie sociale de ces individus est également nettement handicapée, puisqu'ils sont 30,0% à déclarer ne pas pratiquer de sorties -et ne pas souhaiter le faire- contre 19,1% pour l'ensemble de la population.



SCHEMA GENERAL DES QUATRE GROUPES
 Graphique n°7

Source : Enquête "Conditions de vie" - INSEE, 1986 - 1987

2 - DES STRATEGIES EVOLUTIVES

Deux possibilités s'offrent pour l'étude dynamique des stratégies de recours. On peut étudier les changements de stratégies d'un même individu, au fur et à mesure que ses difficultés s'accroissent. Cette possibilité théorique pose cependant certains problèmes. En effet, il faut savoir que les individus n'ont que très rarement déclaré avoir changé de stratégie d'un mois difficile à l'autre. A cela, on peut trouver une raison simple : il apparaît relativement difficile de pouvoir affirmer qu'on a eu recours à telle stratégie pour un mois, et telle autre pour le mois suivant. Les questions portent sur l'année, et les individus, la plupart du temps, ont plutôt reporté les dernières stratégies utilisées que réellement l'enchaînement des différentes combinaisons de stratégies adoptées pour chaque mois de difficultés. Aussi a-t-il semblé plus judicieux de travailler directement sur les individus en les caractérisant par le nombre de mois durant lesquels ils ont connu des difficultés. Ce faisant, on peut établir que les personnes ayant connu, par exemple, douze mois de difficultés ont plus utilisé telle stratégie que les personnes n'ayant supporté qu'un mois difficile.

Il est également possible d'aller plus loin que la simple description des individus en fonction du nombre de mois difficiles. Il semble légitime de penser que l'agrégation de ces différentes données peut rendre compte des changements de stratégies au fur et à mesure que les difficultés s'accroissent. Pour fixer les idées, considérons la stratégie "Utiliser les économies". On constate que 65,0% des personnes ayant connu des difficultés durant un ou deux mois ont recouru à cette stratégie, alors qu'elles ne sont plus que 42,6% à l'avoir fait parmi les personnes ayant supporté plus de huit mois de difficultés. On peut alors émettre l'hypothèse que les individus commencent à utiliser leurs économies dans 60,5% des cas puis abandonnent cette stratégie au profit d'autres.

On peut penser également que les populations dont la précarité est passagère et celles dont la précarité est chronique ou de longue durée, ne sont pas, sociologiquement, les mêmes. Dès lors, les recours qu'elles peuvent mobiliser ne sont pas de même nature, ou du moins, n'interviennent pas dans les mêmes proportions.

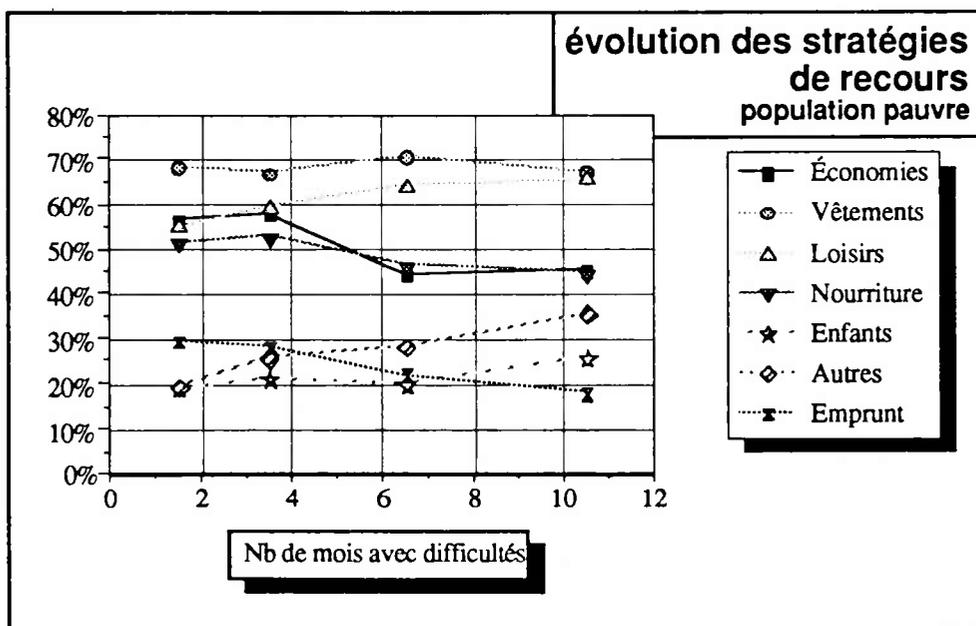
Si l'on compare les graphiques n°8 et 9, on peut formuler l'hypothèse que les "moyens" ayant une précarité de longue durée ont un comportement similaire à celui des ménages "pauvres".

En fait, l'analyse détaillée de ces graphiques séquentiels conduit à penser que les deux phénomènes se conjuguent.

Les structures de recours des deux populations sont, en particulier, identiques pour les précarités de longue durée (plus de 10 mois). A l'inverse, les situations de précarité de courte durée ne présentent pas du tout les mêmes formes de recours chez les "pauvres" et chez les "moyens". L'importance relative du recours à l'épargne et des privations alimentaires montrent que les capacités d'adaptation ne sont pas du même ordre.

Le graphique n°8 illustre les différences de structure des stratégies de recours en fonction de la durée des difficultés financières pour la population défavorisée.

Graphique n°8



Tout d'abord, force est de constater que l'élasticité de la structure des stratégies en fonction est assez faible chez les "pauvres". Les stratégies "Vêtements", "Nourriture" et "Enfants" restent à un niveau relativement constant dans le temps et les stratégies qui évoluent dans le temps subissent un infléchissement tout à fait modéré en comparaison avec

les "moyens". Cela prouve que la marge de manœuvre des "pauvres" est particulièrement réduite.

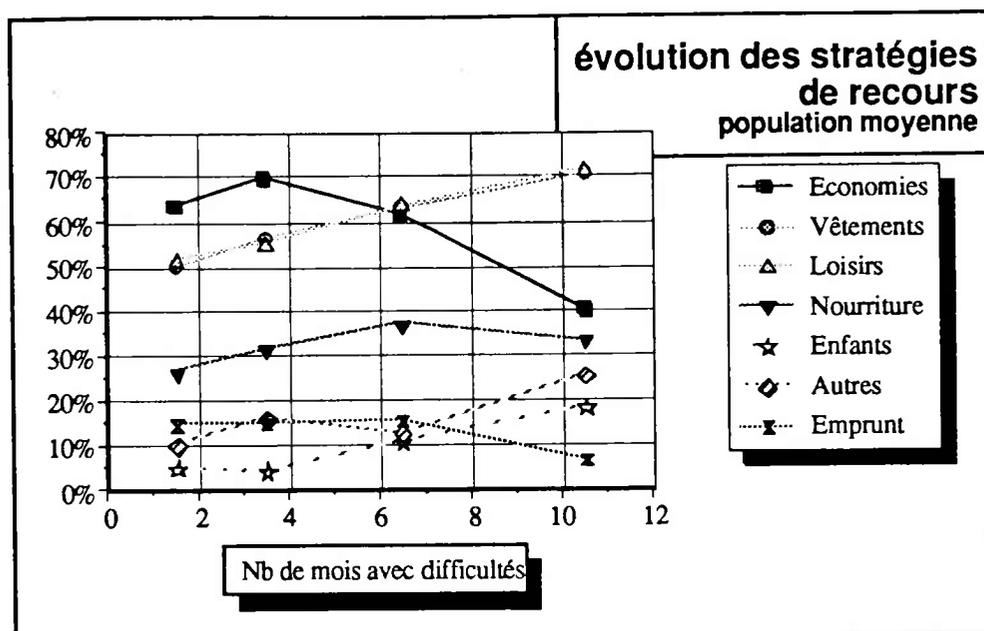
Le recours à l'emprunt et aux économies personnelles diminue rapidement avec le temps. Ce sont d'ailleurs les seules stratégies dont la fréquence de recours diminue de façon significative. Le phénomène est simple : ces ressources (personnelles, familiales ou sociales) ne sont pas inépuisables et, à mesure qu'ils les consomment, les individus se portent vers d'autres stratégies.

Le groupe "Vêtements-Loisirs" se comporte de façon relativement hétérogène. Comme on a déjà pu le remarquer, les économies effectuées sur les vêtements n'évoluent pratiquement pas avec le temps. Il semble que le niveau des dépenses effectuées par les populations défavorisées sur ce type de poste soit trop faible pour qu'il puisse bénéficier d'économies. Par contre, les loisirs semblent particulièrement flexibles : le pourcentage de personnes recourant à cette stratégie passe de 54,9% à 65,4%, égalisant ainsi la proportion de personnes recourant à la stratégie "Vêtements". Il semble que ce comportement témoigne d'une marginalisation provoquée par l'accumulation des difficultés. Les pratiques sociales ne sont pas, en effet, fondamentalement touchées chez les personnes recourant à la stratégie "Loisirs". Cependant, on peut émettre l'hypothèse qu'un accroissement des difficultés ait un effet multiplicateur sur la marginalisation sociale. Malheureusement, les personnes ayant subi des irrégularités durant plus de huit mois sont trop peu nombreuses pour pouvoir vérifier cette hypothèse.

Du groupe "Nourriture-Enfants-Autres", il faut détacher la stratégie "Autres". En effet, c'est la seule stratégie qui augmente nettement avec le temps. Il faut rappeler que cette stratégie concerne les dépenses sur le chauffage, l'électricité, etc. On comprend bien ce qui se passe : la charge provoquée par la diminution des revenus devient rapidement intolérable, puisque les ressources personnelles ne sont pas suffisantes pour pallier cet infléchissement, le ménage est obligé de renoncer aux dépenses de confort. Cet accroissement de la privation est intéressant, car il illustre parfaitement le concept de privation : les individus, en deça d'un certain seuil de difficultés, semblent renoncer aux pratiques et au mode de vie établis. Dans ce cas précis, ils renoncent peut-être au paiement du chauffage, du gaz ou de l'électricité, en tout cas ils diminuent leurs dépenses sur ces postes, se marginalisant par là-même, c'est-à-dire ne se conformant pas au mode de vie habituel.

Ce phénomène de privation se retrouve également dans la population "moyenne", comme en témoigne le graphique n°9.

Graphique n°9



On est immédiatement saisi par l'ampleur de l'infléchissement de l'utilisation des économies avec le temps, par rapport à ce qui se passe chez la population "pauvre". Cela s'explique par la taille initiale des économies, plus importante chez les "moyens" que chez les "pauvres". Cela dit, les économies s'épuisent, aussi les "moyens" doivent-ils recourir à d'autres stratégies au fur et à mesure que les difficultés s'accroissent.

Force est de constater que la flexibilité des dépenses chez les "moyens" est bien plus importante que chez les "pauvres". Aussi, à un épuisement des ressources personnelles, ils peuvent beaucoup plus facilement répondre, par exemple, par une diminution des dépenses sur les vêtements ou les loisirs. En effet, on remarque que la part occupée par ces postes est très nettement croissante au fil du temps. D'autre part, l'évolution de ces deux types d'économies est tout à fait parallèle, contrairement à ce qui avait été noté chez les "pauvres".

On peut remarquer aussi que les économies sur la nourriture n'évoluent pas de façon très significative. Par contre, les économies sur les enfants et autres sont nettement touchées par la durée des difficultés : leur part respective va presque tripler sur un an de difficultés. Or, nous l'avons vu, ces stratégies sont des stratégies de prédilection pour la population "pauvre". La marge de manœuvre des moyens diminuant avec la durée des

difficultés, les individus touchés chroniquement par les difficultés ont tendance à s'identifier à la population "pauvre", c'est-à-dire à adopter la même structure de stratégies de recours.

Au terme de ce chapitre, plusieurs phénomènes apparaissent nettement :

- l'élasticité des fréquences de recours aux différentes stratégies en fonction du temps est beaucoup plus faible chez les "pauvres" que chez les "moyens". La marge de manœuvre plus étroite chez les premiers les pousse à économiser sur des postes largement marginalisants ;

- le faible niveau des économies des "pauvres" les pousse très rapidement à utiliser d'autres stratégies. On constate que deux stratégies se détachent : les économies sur les loisirs et sur les autres dépenses (chauffage, électricité, etc). Le fait de ne pas accroître les économies sur les autres postes relève de deux phénomènes. Tout d'abord, certains postes ne bénéficient vraisemblablement pas de fortes dépenses, aussi, est-il difficile d'envisager un accroissement d'économies sur ceux-ci : les économies sont réalisées dès les premiers signes de difficultés. Dans ce cas, se trouvent par exemple les dépenses liées aux vêtements. Enfin, il est possible que cette augmentation des économies sur les loisirs et les autres dépenses soit liée à un effet de marginalisation des individus concernés ;

- à la diminution des ressources monétaires, les "moyens" accroissent les économies sur tous les postes, témoignant ainsi de l'ampleur de leur marge de manœuvre ;

- "Pauvres" et "Moyens" ont pratiquement la même structure de recours après huit mois de difficultés. Ce phénomène illustre bien le concept de privation potentielle que nous avons introduit à la fin du chapitre précédent. Il semble qu'il existe un seuil -en partie seulement lié au revenu- en-deçà duquel les individus possèdent la même sensibilité aux diminutions des ressources. Le fait que "pauvres" et "moyens" ont la même structure de recours après quelques mois de difficultés paraît tout à fait lié à ce concept.

CONCLUSION

Plus jeune ou appartenant à des ménages ayant un nombre d'enfants plus élevé, plus souvent inactive, ayant une sociabilité moins intense et une pratique culturelle beaucoup moins développée, la population des ménages dont le niveau de ressources par unité de consommation est inférieur à 0,6 fois le SMIC se démarque fortement d'une population de référence choisie pour son niveau de ressources compris entre 1 et 1,5 fois le SMIC par unité de consommation. La pauvreté ne se laisse pas réduire à ses dimensions strictement économiques. Au delà de ce premier résultat, qui reste fort trivial compte tenu de l'état général des connaissances sur le sujet, l'exploitation secondaire de l'enquête réalisée par l'INSEE et portant sur les conditions de vie des ménages permet de montrer l'existence de répétitivité intergénérationnelle des situations de pauvreté. Qu'il s'agisse de leur scolarisation ou de leur profession, les parents des membres du groupe le plus pauvre se situaient déjà aux niveaux les plus faibles. On retrouve, en particulier, dans ce groupe, une proportion importante de fils et de filles d'exploitants et d'ouvriers agricoles.

Si des répétitivités intergénérationnelles existent, ce n'est pourtant pas dans les différences d'enfance, placements ou autres ruptures, qu'il faut situer les écarts les plus importants entre ces groupes, mais bien dans leur insertion sociale et professionnelle actuelle et, surtout, dans la dégradation des situations financières au cours des trois années qui précèdent l'enquête. Cette dégradation de la situation financière se marque, pour le groupe le plus pauvre, par un accroissement fort des irrégularités de ressources, même si ces irrégularités peuvent aussi avoir atteint les membres du groupe dont les ressources sont plus élevées, en particulier dans la tranche des 25-34 ans et chez les ménages de moins de trois enfants.

Au titre des causes d'irrégularités de ressources, l'évolution de la situation familiale impliquant une modification, le plus souvent une baisse, des prestations familiales apparaît de façon prépondérante dans le groupe dont les ressources sont les plus faibles.

Confrontées à cette baisse de leurs revenus, les personnes interrogées réagissent en modifiant leurs comportements. Elles peuvent d'abord réduire leurs dépenses de bien être : loisirs et habillement ou peser sur des dépenses plus essentielles. Elles peuvent aussi adopter d'autres manières de faire : puiser dans leurs propres ressources ou emprunter auprès d'autres personnes ou institutions, les ressources dont elles manifestent le besoin.

La réduction des dépenses alimentaires est le fait de la fraction la plus pauvre de la population enquêtée, qui semble ainsi reproduire, en adoptant ce comportement, des manières de faire, déjà expérimentées pendant l'enfance où la jeunesse. Les difficultés de l'âge adulte réactivent ainsi des solutions apprises dans la famille pendant l'enfance ou l'adolescence. La réduction des dépenses concernant les enfants obéit aux mêmes déterminations.

La réduction des dépenses de bien être apparaît dans les deux populations, mais elle caractérise plutôt la part de ces populations dont le niveau culturel est un peu plus élevé et dont les caractéristiques d'insertion sociale sont nettement supérieures.

L'analyse de l'évolution de ces adaptations dans le temps permet de faire apparaître les dynamiques différentes dans les deux groupes et surtout de montrer la réduction progressive des marges de manoeuvre des populations les plus pauvres.

A N N E X E

Comparaison des deux groupes “ pauvres” et “moyens “

Les stratégies du groupe “ pauvres”

Les stratégies du groupe “ moyens”

Typologie des personnes et stratégies

Comparaison des deux groupes “ pauvres” et “moyens “

A. 13	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
REVENU PAR U.C.	%colonne <i>Proba = 0</i>	
Moins de 500F par mois et par UC	7,5	0,0
De 501 à 1000F par mois et par UC	9,5	0,0
De 1001 à 1500F par mois et par UC	18,4	0,0
De 1501 à 2000F par mois et par UC	40,2	0,0
De 2001 à 2221F par mois et par UC	24,4	0,0
De 3702 à 4000F par mois et par UC	0,0	19,2
De 4001 à 4500F par mois et par UC	0,0	31,5
De 4500 à 5000F par mois et par UC	0,0	26,0
De 5001 à 5552F par mois et par UC	0,0	23,3
SEXE	<i>Proba = 0.26</i>	
Homme	44,0	45,6
Femme	56,0	54,4
AGE	<i>Proba = 8E-029</i>	
De 18 à 24 ans	21,4	10,2
De 25 à 34 ans	16,4	23,1
De 35 à 49 ans	23,9	25,4
De 50 à 64 ans	21,7	22,7
65 ans et plus	16,6	18,6
ETAT MATRIMONIAL	<i>Proba = 2.2E-010</i>	
Célibataire	31,1	22,7
Marié	51,3	56,9
Veuf	10,9	12,8
Divorcé ou séparé	6,7	7,6
TYPE DE FAMILLE	<i>Proba = 8.9E-063</i>	
Couple sans enfants	4,5	8,5
Couple, 1-2 enfants	22,1	37,5
Couple, 3 enfants et plus	30,6	15,5
Homme seul sans enfants	13,8	10,3
Femme seule sans enfants	10,7	9,0
Isolé, 1-2 enfants	8,6	12,0
Isolé, 3 enfants et plus	9,6	7,3
NOMBRE D'ENFANTS	<i>Proba = 2.1E-057</i>	
Pas d'enfant	29,1	27,8
Un enfant	12,8	22,4
Deux enfants	17,8	27,0
Trois ou quatre enfants	26,0	17,6
Cinq enfants et plus	14,3	5,1

A. 14		<i>Comparaison Pauvres/Moyens</i>	
		Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
	%colonne		
REGION	<i>Proba = 7.3E-022</i>		
Alsace	2,7	3,3	
Aquitaine	6,6	5,3	
Auvergne	3,7	1,9	
Basse-Normandie	2,8	2,1	
Bourgogne	2,4	2,8	
Bretagne	7,0	5,0	
Centre	3,6	4,1	
Champagne	2,8	2,4	
Corse	0,2	0,5	
Franche-Comté	2,2	1,9	
Haute-Normandie	2,0	3,1	
Languedoc-Rousillon	5,4	3,5	
Limousin	1,3	1,3	
Lorraine	3,6	4,1	
Midi-Pyrénées	5,6	3,7	
Nord	9,0	7,1	
Pays de la Loire	6,0	5,4	
Picardie	3,3	3,1	
Poitou-Charentes	4,3	2,5	
Provence-Côte d'Azur	6,0	7,3	
Ile de France	11,6	20,1	
Rhône-Alpes	7,7	9,5	
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT	<i>Proba = 4.1E-008</i>		
Propriétaire ou accédant	44,6	52,2	
Locataire ou sous-locataire	45,5	40,5	
Logé gratuitement	9,9	7,3	
MODE DE LOCATION	<i>Proba = 0.0064</i>		
Logement vide	92,3	95,1	
Meublé, hôtel ou garni	7,7	4,9	
-Non concerné-	54,5	59,5	
PROPRIETAIRE DE LA LOCATION	<i>Proba = 0.048</i>		
Location HLM	40,6	36,5	
Location autre	59,4	63,5	
-Non concerné-	54,5	59,5	
PRETS A REMBOURSER	<i>Proba = 0.012</i>		
Oui	63,9	69,7	
Non	36,1	30,3	
-Non concerné-	75,6	61,3	
VALEUR DU PATRIMOINE IMMOBILIER	<i>Proba = 6.7E-016</i>		
Moins de 200kF	22,4	11,2	
De 200 à moins de 500kF	44,3	47,9	
Plus de 500kF	25,8	33,9	
Ne sait pas	7,4	7,0	
-Non concerné-	50,3	40,5	
VALEUR DES DEPOTS ET PLACEMENTS	<i>Proba = 1.8E-084</i>		
Moins de 2000F	21,8	7,2	
De 2000 à moins de 5000F	20,8	12,7	
De 5000 à moins de 10000F	18,4	16,0	
De 10000F à moins de 30000F	19,3	24,7	
Plus de 30000F	19,7	39,3	
-Non concerné-	14,1	5,6	

A. 15	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
%colonne		
DIPLOME GENERAL	<i>Proba = 2.6E-044</i>	
Pas de diplôme de l'enseignement général	52,3	32,7
CEP	26,3	35,5
BEPC, BE, BEPS	11,1	18,0
Baccalauréat et niveau bac	6,5	9,2
Diplôme universitaire	3,9	4,6
DIPLOME TECHNIQUE OU PROFESSIONNEL	<i>Proba = 1E-026</i>	
Pas de diplôme technique ou professionnel	79,1	65,5
CAP, BEP ou équivalent	16,5	27,5
Baccalauréat, BTS, diplôme de grande école...	4,5	7,0
OCCUPATION ACTUELLE	<i>Proba = 9.7E-100</i>	
Travaille	35,4	57,9
Chômage (ANPE ou pas)	14,7	5,6
Etudiant, stagiaire, militaire...	8,8	2,6
Retraité	17,9	23,1
Femme au foyer	16,8	7,3
Autre inactif	6,3	3,4
STATUT DE LA PROFESSION	<i>Proba = 2E-076</i>	
Etat, collectivité locale, entreprise publique	13,1	29,0
Secteur privé	59,3	61,2
Indépendant, aide familial	27,6	9,8
-Non concerné-	16,5	4,2
CLASSIFICATION DE L'EMPLOI	<i>Proba = 6E-076</i>	
Ouvrier non qualifié, apprenti	40,2	15,9
Ouvrier (hautement) qualifié	16,5	17,5
Employé	37,2	49,7
Technicien, agent de maîtrise, ingénieur ou cadre	6,0	16,9
-Non concerné-	39,6	13,9
LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES	<i>Proba = 7.5E-007</i>	
Oui	73,5	79,4
Non	26,5	20,6
NOMBRE DE LIVRES LUS (3 DERNIERS MOIS)	<i>Proba = 3E-022</i>	
Aucun	63,0	49,6
Un ou plus	37,0	50,4
SORTIES (BALS, CONCERTS...)	<i>Proba = 3.8E-034</i>	
Ne pratique pas, ne le souhaite pas	36,8	22,6
Ne pratique pas, mais le souhaiterait	17,5	15,2
Pratique, ne souhaite pas plus	26,9	36,2
Pratique, souhaite pratiquer plus	18,8	26,0
VISITE A DES VOISINS	<i>Proba = 0.34</i>	
Non	43,2	44,5
Oui	56,8	55,5
SERVICE A DES VOISINS	<i>Proba = 0.43</i>	
Non	48,5	47,4
Oui	51,5	52,6
AMITIE AVEC DES VOISINS	<i>Proba = 0.33</i>	
Non	64,5	65,8
Oui	35,5	34,2
DESACCORD AVEC DES VOISINS	<i>Proba = 0.027</i>	
Non	92,2	93,8
Oui	7,8	6,2

A. 16	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
% colonne		
CLUB POLITIQUE	<i>Proba = 0.04</i>	
Non adhérent	98,8	98,1
Adhérent	1,2	1,9
ASSOCIATION DE SPORT, MUSIQUE, CULTURE	<i>Proba = 6.4E-012</i>	
Non adhérent	87,3	80,3
Adhérent	12,7	19,7
ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, PARENTS D'ELEVES	<i>Proba = 0.0059</i>	
Non adhérent	96,1	94,4
Adhérent	3,9	5,6
SYNDICAT DE SALARIES	<i>Proba = 5.5E-026</i>	
Non adhérent	98,7	92,7
Adhérent	1,3	7,3
ASSOCIATION DE PERSONNES AGEES, RETRAITEES	<i>Proba = 0.15</i>	
Non adhérent	93,7	92,7
Adhérent	6,3	7,3
AUTRE ASSOCIATION	<i>Proba = 0.00082</i>	
Non adhérent	94,4	92,1
Adhérent	5,6	7,9
NOMBRE DE MEILLEURS AMIS	<i>Proba = 2.7E-005</i>	
Aucun meilleur ami	29,3	24,1
Un ami au moins	70,7	75,9
OUVERTURE SUR L'EXTERIEUR (CONVERSATION DS LES 8 JOURS)	<i>Proba = 2.3E-008</i>	
Oui	88,2	92,8
Non	11,8	7,2
SCOLARISATION DU PERE	<i>Proba = 2.6E-017</i>	
Jamais scolarisé	15,2	7,5
Primaire	67,5	72,1
Secondaire	6,4	9,6
Technique ou supérieur	7,9	8,0
Ne sait pas	3,1	2,8
-Non concerné-	9,6	6,8
SCOLARISATION DE LA MERE	<i>Proba = 7.3E-014</i>	
Jamais scolarisé	16,9	9,3
Primaire	67,7	74,9
Secondaire	8,5	9,9
Technique ou supérieur	4,5	3,5
Ne sait pas	2,4	2,4
-Non concerné-	11,9	8,5
PROFESSION DU PERE (A 16 ANS)	<i>Proba = 2.9E-034</i>	
Agriculteurs exploitants	29,1	16,2
Artisans, commerçants et c.e.	10,0	13,5
Cadres et prof. intell. supérieures ..	4,6	5,7
Professions intermédiaires	3,2	5,6
Employés	6,4	11,9
Ouvriers	42,1	43,1
Autres inactifs	0,5	0,2
Non réponse	4,0	3,8

A. 17	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
% colonne		
PROFESSION DU GRAND-PERE PATERNEL	<i>Proba = 2.8E-011</i>	
Agriculteurs exploitants	34,2	26,0
Artisans, commerçants et c.e.	8,7	11,5
Cadres et prof. intell. supérieures	2,1	2,7
Professions intermédiaires	1,0	1,7
Employés	4,0	6,0
Ouvriers	21,6	25,1
Autres inactifs	0,6	0,6
Non réponse	27,8	26,4
PROFESSION DE LA MERE (A 16 ANS)	<i>Proba = 3.4E-022</i>	
Agriculteurs exploitants	22,3	12,5
Artisans, commerçants et c.e.	3,9	7,0
Cadres et prof. intell. supérieures	1,9	1,6
Professions intermédiaires	1,5	2,4
Employés	10,0	12,6
Ouvriers	7,8	9,7
Autres inactifs	49,3	51,4
Non réponse	3,3	2,8
PROFESSION DU GRAND-PERE MATERNEL	<i>Proba = 1.6E-007</i>	
Agriculteurs exploitants	32,8	26,5
Artisans, commerçants et c.e.	8,0	10,8
Cadres et prof. intell. supérieures	1,7	2,9
Professions intermédiaires	0,8	1,1
Employés	4,8	5,9
Ouvriers	20,9	23,1
Autres inactifs	3,2	3,1
Non réponse	27,8	26,6
PROBLEMES D'ARGENT DANS LA JEUNESSE	<i>Proba = 0.64</i>	
Oui	37,7	37,1
Non	62,3	62,9
PROBLEMES DE LOGEMENT DANS LA JEUNESSE	<i>Proba = 0.27</i>	
Oui	10,3	9,4
Non	89,7	90,6
INCAPACITE TEMPORAIRE DUE A LA SANTE	<i>Proba = 0.26</i>	
Oui	9,0	8,1
Non	91,0	91,9
ARRET DE TRAVAIL DE SIX MOIS AU MOINS	<i>Proba = 0.013</i>	
Non	90,9	88,7
Oui	9,1	11,3
-Non concerné-	21,5	6,4
NOMBRE D'ACCIDENTS GRAVES AU COURS DE LA VIE	<i>Proba = 0.2</i>	
Aucun	79,5	78,0
Un ou plus	20,5	22,0
AUTRE PROBLEME DE SANTÉ	<i>Proba = 0.0089</i>	
Oui	8,1	10,2
Non	91,9	89,8
DIVORCE OU SÉPARATION DES PARENTS	<i>Proba = 0.9</i>	
Oui	7,8	7,9
Non	92,2	92,1
MALADIE OU HANDICAP DU PERE	<i>Proba = 0.16</i>	
Oui	14,8	13,5
Non	85,2	86,5

A. 18	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
%colonne		
MALADIE OU HANDICAP DE LA MERE	<i>Proba = 0.13</i>	
Oui	8,7	7,6
Non	91,3	92,4
DISPUTE OU MÉSÉSENTENTE ENTRE PARENTS	<i>Proba = 0.9</i>	
Oui	8,9	8,8
Non	91,1	91,2
AUTRE ÉVÉNEMENT GRAVE	<i>Proba = 0.016</i>	
Oui	13,4	15,7
Non	86,6	84,3
PROBLEME POUR PAYER LE LOGEMENT (DANS LES 3 ANS)	<i>Proba = 1.2E-064</i>	
Non	53,5	80,0
Oui	46,5	20,0
-Non concerné-	36,3	27,8
PB POUR PAYER LE GAZ, L'ELECTRICITE... (DANS LES 3 ANS)	<i>Proba = 6.2E-089</i>	
Non	62,2	86,6
Oui	37,8	13,4
-Non concerné-	3,6	1,0
PROBLEME POUR PAYER LE CHAUFFAGE (DANS LES 3 ANS)	<i>Proba = 1.6E-066</i>	
Non	64,5	86,3
Oui	35,5	13,7
-Non concerné-	14,5	9,9
PROBLEME POUR REMBOURSER LES EMPRUNTS (DANS LES 3 ANS)	<i>Proba = 1.2E-027</i>	
Non	56,4	79,3
Oui	43,6	20,7
-Non concerné-	69,0	58,9
PROBLEME POUR PAYER L'ALIMENTATION (DANS LES 3 ANS)	<i>Proba = 1.9E-088</i>	
Non	67,2	89,9
Oui	32,8	10,1
PROBLEME POUR PAYER LE MEDECIN... (DANS LES 3 ANS)	<i>Proba = 1E-056</i>	
Non	74,8	91,5
Oui	25,2	8,5
-Non concerné-	4,1	1,8
PROBLEME POUR PARTIR EN VACANCES (DANS LES 3 ANS)	<i>Proba = 2.5E-053</i>	
Non	34,4	60,9
Oui	65,6	39,1
-Non concerné-	48,2	26,4
PERIODE DE CHOMAGE DE PLUS DE 3 MOIS	<i>Proba = 6.2E-011</i>	
Oui	31,7	23,1
Non	68,3	76,9
-Non concerné-	21,6	6,4
FREQUENCE DES PERIODES DE CHOMAGE DE 3 MOIS	<i>Proba = 0.0079</i>	
Une fois	58,5	67,3
Deux fois	24,6	19,4
Trois fois et plus	16,9	13,3
-Non concerné-	75,7	78,5
LE FRANÇAIS COMME LANGUE MATERNELLE	<i>Proba = 6.8E-027</i>	
Oui	82,5	91,6
Non, mais le parle souvent	7,9	5,7
Non, et ne le parle pas chez vous	9,6	2,7

A. 19	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
%colonne		
RECUEIL PAR L'ASSISTANCE PUBLIQUE	<i>Proba = 0.14</i>	
Oui	2,8	2,2
Non	97,2	97,8
GRAVES PROBLEMES DE SANTE	<i>Proba = 0.55</i>	
Oui	5,5	5,9
Non	94,5	94,1
GRAND MANQUE D'AFFECTION	<i>Proba = 0.18</i>	
Oui	9,8	8,7
Non	90,2	91,3
NE VOIR NI PERE NI MERE PENDANT UN AN	<i>Proba = 0.4</i>	
Oui	8,2	7,5
Non	91,8	92,5
AVOIR FAIM	<i>Proba = 0.64</i>	
Oui	9,6	9,2
Non	90,4	90,8
MANQUER DE CHAUFFAGE	<i>Proba = 0.68</i>	
Oui	9,7	10,0
Non	90,3	90,0
AUTRE DIFFICULTE	<i>Proba = 0.99</i>	
Oui	3,9	3,9
Non	96,1	96,1
QUI LOGE GRATUITEMENT	<i>Proba = 9.1E-008</i>	
Employeur	19,5	45,3
La famille ou des amis	71,0	47,6
Autre cas	9,5	7,1
-Non concerné-	90,1	92,7
ORIGINE DE L'AIDE EXTERIEURE	<i>Proba = 8.6E-005</i>	
Famille, amis	56,8	83,3
Mairie, BAS, DDASS	35,6	11,1
Organismes de sécurité sociale, associations, autre	7,6	5,6
-Non concerné-	86,2	96,4
OBTENTION DE L'AIDE EXTERIEURE	<i>Proba = 0.00049</i>	
Régulièrement	49,4	32,5
Occasionnellement	23,4	16,7
Exceptionnellement	27,2	50,8
-Non concerné-	86,0	96,4
ORIGINE DE L'AIDE EN NATURE	<i>Proba = 0.73</i>	
Famille, amis	61,5	54,8
Mairie, BAS, DDASS	27,6	33,9
Organismes de sécurité sociale, associations, autre	10,9	11,3
-Non concerné-	88,7	98,2
OBTENTION DE L'AIDE EN NATURE	<i>Proba = 0.013</i>	
Régulièrement	54,7	80,6
Occasionnellement	33,9	11,3
Exceptionnellement	11,5	8,1
-Non concerné-	88,7	98,2
SI PB, PREND SUR LES ECONOMIES	<i>Proba = 6.3E-029</i>	
Oui	43,7	59,2
Non	56,3	40,8

A. 20		<i>Comparaison Pauvres/Moyens</i>	
		Pauvres Moyens effectifs : 1705 3495	
		%colonne	
SI PB, EMPRUNTE A FAMILLE,AMIS...		<i>Proba = 2.2E-009</i>	
Oui	27,8	20,7	
Non	72,2	79,3	
SI PB, DEMANDE PRET OU AVANCE A L'EMPLOYEUR		<i>Proba = 3.4E-006</i>	
Oui	7,0	10,7	
Non	93,0	89,3	
SI PB, S'ADRESSE A UNE BANQUE		<i>Proba = 0.00036</i>	
Oui	32,7	37,5	
Non	67,3	62,5	
SI PB, FAIT AUTREMENT		<i>Proba = 1.4E-007</i>	
Oui	4,9	2,2	
Non	95,1	97,8	
SI PB, NE SAIT PAS		<i>Proba = 1.1E-032</i>	
Oui	11,5	2,9	
Non	88,5	97,1	
SI COUP DUR, HEBERGEMENT		<i>Proba = 2.7E-013</i>	
Oui	81,4	88,6	
Non	18,6	11,4	
SI COUP DUR, AIDE FINANCIERE		<i>Proba = 1.6E-010</i>	
Oui	65,4	73,6	
Non	34,6	26,4	
SI COUP DUR, AUTRE AIDE		<i>Proba = 1.1E-007</i>	
Oui	88,2	92,5	
Non	11,8	7,5	
SURVENANCE D'UN COUP DUR		<i>Proba = 3.6E-008</i>	
Oui, assez souvent	11,9	7,2	
Oui, rarement	26,1	26,3	
Non, jamais, mais ça pourrait arriver	22,2	25,8	
Non, jamais	39,8	40,7	
PREMIERE REACTION FACE A UN PB ADMINISTRATIF DIFFICILE		<i>Proba = 1.2E-028</i>	
S'explique de vive voix	49,8	58,4	
S'explique, mais avec l'aide de quelqu'un	20,8	13,9	
Ecrit une lettre de réclamation	11,4	17,1	
Fait écrire une lettre par quelqu'un d'autre	13,1	8,5	
Laisse tomber, si ce n'est pas trop grave	1,9	1,1	
Ne sait pas trop, même si c'est grave	3,0	1,0	
CONSULTATION D'UN MEDECIN DANS LES 3 SEMAINES		<i>Proba = 0.00015</i>	
A été hospitalisé	15,5	12,3	
A consulté un généraliste	43,7	48,5	
A consulté un spécialiste (évt + un généraliste)	18,3	30,6	
N'a pas consulté	22,5	8,6	
-Non concerné-	91,7	92,3	
LIMITATION DANS LE TRAVAIL A CAUSE DE LA SANTÉ		<i>Proba = 0.003</i>	
Oui	8,9	5,8	
Non	91,1	94,2	
-Non concerné-	66,5	42,6	
AFFILIATION A LA SECURITE SOCIALE		<i>Proba = 1.3E-060</i>	
Oui, en tant qu'assuré	67,7	86,4	
Oui, en tant qu'ayant droit	28,3	13,2	
Non	4,0	0,4	

A. 21	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
%colonne		
APPARTENANCE AU REGIME GENERAL OU ASSIMILE	<i>Proba = 1.1E-019</i>	
Oui	71,9	82,7
Non	28,1	17,3
-Non concerné-	9,9	3,2
PRISE EN CHARGE A 100%	<i>Proba = 0.00037</i>	
Oui	15,4	11,9
Non	84,6	88,1
-Non concerné-	9,9	3,2
ADHESION A UNE MUTUELLE	<i>Proba = 1.2E-060</i>	
Oui	57,3	78,6
Non	42,7	21,4
ADHESION A UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE PRIVEE	<i>Proba = 0.17</i>	
Oui	7,3	6,4
Non	92,7	93,6
AIDE MEDICALE GRATUITE	<i>Proba = 1.4E-015</i>	
Oui	3,7	0,5
Non	96,3	99,5
NETTEMENT MOINS D'ARGENT PENDANT CERTAINS MOIS	<i>Proba = 3.7E-015</i>	
Oui	24,8	16,0
Non	75,2	84,0
Su à l'avance que ressources allaient baisser	<i>Proba = 0.72</i>	
Non	24,6	23,7
Oui	75,4	76,3
-Non concerné-	75,2	84,0
Retard de paiement des prestations familiales	<i>Proba = 0.00093</i>	
Non	88,9	95,0
Oui	11,1	5,0
-Non concerné-	75,2	84,0
Pertes de droit à des prestations familiales	<i>Proba = 0.0014</i>	
Non	85,3	92,1
Oui	14,7	7,9
-Non concerné-	75,2	84,0
Perte d'emploi d'une personne dans le ménage	<i>Proba = 0.45</i>	
Non	77,7	79,7
Oui	22,3	20,3
-Non concerné-	75,2	84,0
Dépense importante	<i>Proba = 0.0042</i>	
Non	60,2	50,9
Oui	39,8	49,1
-Non concerné-	75,2	84,0
Autres raisons (retraite, séparation, maladie)	<i>Proba = 0.15</i>	
Non	61,6	66,1
Oui	38,4	33,9
-Non concerné-	75,2	84,0
Dépenser moins pour la nourriture	<i>Proba = 1.1E-009</i>	
Non	46,4	66,3
Oui	53,6	33,7
-Non concerné-	75,2	84,0

A. 22	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
%colonne		
Dépenser moins pour les vêtements	<i>Proba = 0.00019</i>	
Non	27,5	38,9
Oui	72,5	61,1
-Non concerné-	75,2	84,0
Dépenser moins pour les loisirs	<i>Proba = 0.51</i>	
Non	37,0	39,1
Oui	63,0	60,9
-Non concerné-	75,2	84,0
Dépenser moins pour les enfants	<i>Proba = 1.6E-008</i>	
Non	77,5	91,4
Oui	22,5	8,6
-Non concerné-	75,2	84,0
Dépenser moins pour autres (chauffage, etc)	<i>Proba = 8.8E-007</i>	
Non	71,6	85,1
Oui	28,4	14,9
-Non concerné-	75,2	84,0
En empruntant auprès des commerçants	<i>Proba = 0.0039</i>	
Non	93,4	97,5
Oui	6,6	2,5
-Non concerné-	75,2	84,0
En empruntant auprès de la famille	<i>Proba = 0.00017</i>	
Non	82,0	90,7
Oui	18,0	9,3
-Non concerné-	75,2	84,0
En empruntant auprès d'un organisme de type bancaire	<i>Proba = 0.37</i>	
Non	93,1	91,6
Oui	6,9	8,4
-Non concerné-	75,2	84,0
En empruntant auprès de quelqu'un d'autre	<i>Proba = 0.0058</i>	
Non	93,6	97,5
Oui	6,4	2,5
-Non concerné-	75,2	84,0
En vendant des meubles	<i>Proba = 0.21</i>	
Non	97,9	98,9
Oui	2,1	1,1
-Non concerné-	75,2	84,0
En vendant des objets de valeur	<i>Proba = 0.1</i>	
Non	98,6	99,6
Oui	1,4	0,4
-Non concerné-	75,2	84,0
En vendant d'autres biens	<i>Proba = 0.67</i>	
Non	96,4	97,0
Oui	3,6	3,0
-Non concerné-	75,2	84,0
En utilisant ses économies	<i>Proba = 0.00056</i>	
Non	41,0	30,1
Oui	59,0	69,9
-Non concerné-	75,2	84,0

A. 23	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
%colonne		
MENAGE FRANCHEMENT RICHE	<i>Proba = 7.2E-168</i>	
Moins de 4000 F./mois	12,1	1,0
De 4001 à 6500 F./mois	21,7	5,2
De 6501 à 9000 F./mois	12,8	10,8
De 9001 à 12000 F./mois	15,6	17,3
De 12001 à 18000 F./mois	13,8	27,6
Plus de 18000 F./mois	17,8	34,6
Non réponse	6,2	3,6
MENAGE A L'AISE	<i>Proba = 5.5E-248</i>	
Moins de 3000 F./mois	16,6	1,2
De 3001 à 5000 F./mois	33,4	9,5
De 5001 à 7000 F./mois	21,0	26,2
De 7001 à 9000 F./mois	8,7	25,0
De 9001 à 12000 F./mois	8,4	23,6
Plus de 12000 F./mois	6,2	11,6
Non réponse	5,7	2,9
MENAGE ÇA VA	<i>Proba = 4.3E-249</i>	
Moins de 3000 F./mois	38,9	4,8
De 3001 à 5000 F./mois	34,3	34,0
De 5001 à 6500 F./mois	11,0	32,1
De 6501 à 9000 F./mois	6,8	18,5
Plus de 9000 F./mois	3,6	7,7
Non réponse	5,4	2,9
MENAGE JUSTE	<i>Proba = 0</i>	
Moins de 2000 F./mois	37,2	4,5
De 2001 à 3000 F./mois	32,4	18,9
De 3001 à 4000 F./mois	13,1	34,2
De 4001 à 5500 F./mois	8,1	31,3
Plus de 5500 F./mois	3,5	8,0
Non réponse	5,7	3,0
MENAGE EN DIFFICULTÉS	<i>Proba = 3.6E-305</i>	
Moins de 1000 F./mois	13,3	1,5
De 1001 à 2000 F./mois	52,8	16,7
De 2001 à 3000 F./mois	17,9	37,0
De 3001 à 4000 F./mois	6,4	29,7
Plus de 4000 F./mois	3,9	11,8
Non réponse	5,7	3,3
MENAGE ENDETTÉ	<i>Proba = 8.5E-258</i>	
Moins de 1500 F./mois	67,3	23,1
De 1501 à 2500 F./mois	19,8	41,9
De 2501 à 3500 F./mois	4,7	23,7
Plus de 3500 F./mois	2,3	8,0
Non réponse	5,9	3,2
L'ANNÉE PROCHAINE AURA POUR VIVRE	<i>Proba = 1.3E-014</i>	
A peu près la même chose que cette année	58,6	63,9
Moins que cette année	13,6	17,3
Plus que cette année	12,6	10,0
Ne sait pas	15,1	8,7
Non réponse	0,1	0,0
LE MENAGE FINANCIEREMENT	<i>Proba = 1.1E-147</i>	
Est à l'aise	1,4	4,1
Ça va	14,0	36,5
C'est juste, il faut faire attention	44,9	47,6
Y arrive difficilement	33,4	10,2
Peut y arriver en faisant des dettes	6,0	1,4
Non réponse	0,4	0,2

A. 24	Comparaison Pauvres/Moyens	
	Pauvres effectifs : 1705	Moyens 3495
% colonne		
SCHÉMA DE VIE VU PAR L'ENQUÊTEUR	<i>Proba = 3.8E-126</i>	
Bonne situation stable	3,5	6,9
Alternance bonne/mauvaise/bonne	0,5	2,0
Situation détériorée au fil des ans	3,1	1,0
Situation moyenne stable	20,1	19,2
Alternance moyenne/mauvaise/moyenne	10,4	13,6
Alternance moyenne/bonne/moyenne	5,7	7,6
Situation améliorée de moyenne vers bonne	4,5	15,1
Situation moyenne irrégulière	12,3	14,2
Situation dégradée de moyenne vers mauvaise	12,6	2,9
Mauvaise situation permanente	14,3	3,9
Alternance mauvaise/bonne/mauvaise	3,8	2,0
Situation améliorée avec des hauts et des bas	3,0	7,0
Ne rentre pas dans ces catégories	6,3	4,5
A eu un contact avec son père les 3 derniers mois	<i>Proba = 0.0096</i>	
Oui	26,8	30,0
Non	73,2	70,0
A eu un contact avec sa mère les 3 derniers mois	<i>Proba = 5.8E-009</i>	
Oui	36,0	43,9
Non	64,0	56,1
A eu un contact avec enfants les 3 derniers mois	<i>Proba = 0.62</i>	
Oui	36,4	37,0
Non	63,6	63,0
A eu un contact avec autres les 3 derniers mois	<i>Proba = 6.6E-005</i>	
Oui	71,1	76,0
Non	28,9	24,0

Les stratégies du groupe “ pauvres”

Pauvres	Stratégies utilisées								
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.
C. 10	59,0	72,5	63,0	53,6	22,5	28,4	31,5	5,7	422
%ligne									
REVENU PAR U.C.									
Moins de 500F par mois et par UC	66,7	77,8	74,1	37,0	11,1	22,2	37,0	3,7	27
De 501 à 1000F par mois et par UC	45,0	67,5	62,5	60,0	25,0	37,5	42,5	15,0	40
De 1001 à 1500F par mois et par UC	61,7	71,6	69,1	48,1	22,2	29,6	29,6	7,4	81
De 1501 à 2000F par mois et par UC	55,0	77,5	59,8	60,9	25,4	27,8	28,4	4,7	169
De 2001 à 2221F par mois et par UC	66,7	65,7	61,0	47,6	20,0	26,7	32,4	2,9	105
SEXE									
Homme	61,1	71,0	64,2	51,8	18,7	20,2	30,6	6,2	193
Femme	57,2	73,8	62,0	55,0	25,8	35,4	32,3	5,2	229
AGE									
De 18 à 24 ans	52,4	78,6	70,9	50,5	12,6	27,2	35,9	4,9	103
De 25 à 34 ans	52,9	76,0	72,1	52,9	28,8	28,8	39,4	5,8	104
De 35 à 49 ans	60,0	72,2	62,6	53,0	28,7	27,8	29,6	5,2	115
De 50 à 64 ans	72,3	65,1	47,0	57,8	21,7	28,9	22,9	8,4	83
65 ans et plus	64,7	52,9	41,2	58,8	5,9	35,3	11,8	0,0	17
ETAT MATRIMONIAL									
Célibataire	49,6	72,5	65,6	55,7	14,5	31,3	38,2	6,1	131
Marié	64,1	77,1	65,4	51,9	28,6	26,0	27,7	6,1	231
Veuf	85,0	35,0	25,0	50,0	10,0	25,0	20,0	0,0	20
Divorcé ou séparé	47,5	65,0	60,0	57,5	20,0	35,0	37,5	5,0	40
TYPE DE FAMILLE									
Couple sans enfants	43,5	78,3	73,9	39,1	0,0	17,4	26,1	0,0	23
Couple, 1-2 enfants	65,6	73,0	65,6	45,1	18,9	25,4	28,7	7,4	122
Couple, 3 enfants et plus	60,2	80,5	65,6	59,4	35,9	30,5	30,5	7,0	128
Homme seul sans enfants	56,4	67,3	61,8	60,0	14,5	20,0	32,7	7,3	55
Femme seule sans enfants	48,1	63,0	55,6	40,7	14,8	37,0	37,0	3,7	27
Isolé, 1-2 enfants	48,3	69,0	62,1	69,0	13,8	41,4	41,4	0,0	29
Isolé, 3 enfants et plus	63,2	57,9	47,4	57,9	26,3	34,2	34,2	2,6	38
NOMBRE D'ENFANTS									
Pas d'enfant	51,4	68,6	62,9	50,5	11,4	23,8	32,4	4,8	105
Un enfant	60,0	75,4	63,1	55,4	15,4	29,2	32,3	4,6	65
Deux enfants	64,0	69,8	66,3	45,3	19,8	27,9	30,2	7,0	86
Trois ou quatre enfants	65,1	73,4	58,7	55,0	32,1	28,4	30,3	6,4	109
Cinq enfants et plus	52,6	78,9	66,7	66,7	36,8	36,8	33,3	5,3	57
REGION									
Alsace	44,4	66,7	77,8	66,7	11,1	44,4	11,1	11,1	9
Aquitaine	45,0	65,0	50,0	55,0	20,0	35,0	45,0	0,0	20
Auvergne	81,2	50,0	56,2	12,5	0,0	18,7	18,7	0,0	16
Basse-Normandie	40,0	60,0	60,0	50,0	40,0	40,0	70,0	20,0	10
Bourgogne	60,0	70,0	60,0	50,0	30,0	20,0	30,0	0,0	10
Bretagne	73,3	43,3	40,0	36,7	16,7	23,3	16,7	0,0	30
Centre	76,2	81,0	66,7	57,1	19,0	28,6	28,6	0,0	21
Champagne	62,5	87,5	100,0	87,5	25,0	37,5	37,5	0,0	8
Corse	100,0	50,0	50,0	0,0	50,0	50,0	0,0	0,0	2
Franche-Comté	35,7	78,6	64,3	71,4	28,6	21,4	35,7	14,3	14
Haute-Normandie	57,1	100,0	85,7	71,4	42,9	14,3	28,6	28,6	7
Languedoc-Rousillon	71,4	78,6	78,6	50,0	21,4	35,7	21,4	14,3	14
Limousin	72,7	36,4	36,4	54,5	9,1	27,3	9,1	0,0	11
Lorraine	81,2	50,0	37,5	43,8	6,2	6,2	31,2	6,2	16
Midi-Pyrénées	65,5	72,4	72,4	51,7	24,1	20,7	44,8	6,9	29
Nord	44,2	79,1	58,1	53,5	16,3	34,9	27,9	2,3	43
Pays de la Loire	59,3	85,2	63,0	51,9	25,9	25,9	37,0	14,8	27
Picardie	62,5	75,0	62,5	50,0	50,0	50,0	12,5	0,0	8
Poitou-Charentes	73,3	73,3	53,3	46,7	6,7	26,7	26,7	0,0	15
Provence-Côte d'Azur	56,2	75,0	56,2	68,7	31,2	37,5	25,0	12,5	16
Ile de France	49,2	88,1	74,6	55,9	32,2	28,8	39,0	5,1	59
Rhône-Alpes	54,1	75,7	75,7	67,6	24,3	29,7	35,1	5,4	37

C. 11	Stratégies utilisées									Ens.
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre		
	59,0	72,5	63,0	53,6	22,5	28,4	31,5	5,7		422
%ligne										
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT										
Propriétaire ou accédant	73,5	62,7	53,6	47,0	20,5	30,1	19,9	5,4		166
Locataire ou sous-locataire	50,0	80,9	70,4	59,1	24,8	26,1	40,4	6,1		230
Logé gratuitement	46,2	61,5	57,7	46,2	15,4	38,5	26,9	3,8		26
MODE DE LOCATION										
Logement vide	51,6	80,2	68,7	58,5	25,3	26,7	40,6	6,0		217
Meublé, hôtel ou garni	23,1	92,3	100,0	69,2	15,4	15,4	38,5	7,7		13
-Non concerné-	69,8	62,5	54,2	46,9	19,8	31,2	20,8	5,2		192
PROPRIETAIRE DE LA LOCATION										
Location HLM	40,8	82,5	67,0	58,3	34,0	23,3	39,8	7,8		103
Location autre	57,5	79,5	73,2	59,8	17,3	28,3	40,9	4,7		127
-Non concerné-	69,8	62,5	54,2	46,9	19,8	31,2	20,8	5,2		192
PRETS A REMBOURSER										
Oui	71,3	68,8	61,3	46,3	21,2	32,5	22,5	3,8		80
Non	87,5	62,5	41,7	45,8	33,3	29,2	8,3	4,2		24
-Non concerné-	53,8	74,2	65,1	56,0	22,0	27,4	35,5	6,3		318
VALEUR DU PATRIMOINE IMMOBILIER										
Moins de 200kF	61,8	70,6	47,1	50,0	20,6	32,4	23,5	2,9		34
De 200 à moins de 500kF	77,4	64,3	57,1	41,7	20,2	35,7	20,2	6,0		84
Plus de 500kF	68,9	60,7	52,5	45,9	18,0	24,6	21,3	8,2		61
Ne sait pas	73,3	60,0	66,7	66,7	26,7	26,7	20,0	0,0		15
-Non concerné-	48,2	79,8	70,2	59,6	24,6	26,3	40,4	5,7		228
VALEUR DES DEPOTS ET PLACEMENTS										
Moins de 2000F	40,4	81,8	69,7	61,6	23,2	37,4	46,5	6,1		99
De 2000 à moins de 5000F	59,5	86,5	74,3	64,9	28,4	33,8	31,1	5,4		74
De 5000 à moins de 10000F	69,1	79,4	67,6	50,0	22,1	16,2	26,5	4,4		68
De 10000F à moins de 30000F	76,4	63,9	59,7	37,5	25,0	27,8	22,2	4,2		72
Plus de 30000F	86,4	40,7	39,0	37,3	10,2	20,3	10,2	5,1		59
-Non concerné-	24,0	74,0	60,0	68,0	24,0	30,0	48,0	10,0		50
DIPLOME GENERAL										
Pas de diplôme de l'enseignement général	56,8	76,5	63,4	61,5	30,0	30,5	31,5	6,1		213
CEP	60,6	62,4	52,3	47,7	17,4	27,5	27,5	6,4		109
BEPC, BE, BEPS	60,7	73,2	69,6	35,7	14,3	25,0	35,7	3,6		56
Baccalauréat et niveau bac	60,7	78,6	78,6	50,0	14,3	35,7	32,1	7,1		28
Diplôme universitaire	68,7	75,0	81,2	56,2	0,0	6,2	43,8	0,0		16
DIPLOME TECHNIQUE OU PROFESSIONNEL										
Pas de diplôme technique ou professionnel	56,4	75,0	63,8	59,3	25,6	30,1	31,4	5,1		312
CAP, BEP ou équivalent	66,3	65,2	56,2	40,4	16,9	24,7	31,5	7,9		89
Baccalauréat, BTS, diplôme de grande école.....	66,7	66,7	81,0	23,8	0,0	19,0	33,3	4,8		21
OCCUPATION ACTUELLE										
Travaille	60,4	71,9	63,5	47,9	19,8	21,4	28,1	6,2		192
Chômage (ANPE ou pas)	49,4	84,8	70,9	64,6	26,6	32,9	44,3	8,9		79
Etudiant, stagiaire, militaire.....	57,1	67,9	67,9	53,6	7,1	25,0	42,9	0,0		28
Retraité	80,8	57,7	46,2	61,5	15,4	30,8	11,5	0,0		26
Femme au foyer	61,3	75,0	67,5	52,5	37,5	38,8	28,8	3,8		80
Autre inactif	47,1	41,2	17,6	58,8	0,0	41,2	35,3	11,8		17
CLASSIFICATION DE L'EMPLOI										
Ouvrier non qualifié, apprenti	50,5	80,8	66,7	68,7	33,3	32,3	34,3	5,1		99
Ouvrier (hautement) qualifié	65,9	70,7	48,8	48,8	26,8	29,3	39,0	12,2		41
Employé	55,5	71,9	69,5	56,2	22,7	28,9	33,6	4,7		128
Technicien, agent de maîtrise, ingénieur ou cadre	62,5	62,5	62,5	37,5	6,2	25,0	31,2	6,2		16
-Non concerné-	65,9	68,8	58,7	43,5	15,2	25,4	25,4	5,1		138

Pauvres		Stratégies utilisées								
C. 12		Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.
		59,0	72,5	63,0	53,6	22,5	28,4	31,5	5,7	422
%ligne										
LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES										
Oui	63,7	71,0	63,3	50,7	19,7	29,0	29,3	5,7	300	
Non	47,5	76,2	62,3	60,7	29,5	27,0	36,9	5,7	122	
NOMBRE DE LIVRES LUS (3 DERNIERS MOIS)										
Aucun	57,5	70,6	59,5	54,4	24,6	26,2	29,8	6,7	252	
Un ou plus	61,2	75,3	68,2	52,4	19,4	31,8	34,1	4,1	170	
SORTIES (BALS, CONCERTS...)										
Ne pratique pas, ne le souhaite pas	56,6	69,9	61,9	61,9	28,3	35,4	31,9	1,8	113	
Ne pratique pas, mais le souhaiterait	55,4	81,2	69,3	60,4	28,7	31,7	34,7	10,9	101	
Pratique, ne souhaite pas plus	65,5	65,5	53,8	38,7	16,0	20,2	26,1	5,9	119	
Pratique, souhaite pratiquer plus	57,3	75,3	69,7	55,1	16,9	27,0	34,8	4,5	89	
VISITE A DES VOISINS										
Non	58,6	73,2	63,6	55,6	25,8	31,3	29,3	6,1	198	
Oui	59,4	71,9	62,5	51,8	19,6	25,9	33,5	5,4	224	
SERVICE A DES VOISINS										
Non	56,3	75,3	68,4	53,5	25,6	33,0	32,1	5,1	215	
Oui	61,8	69,6	57,5	53,6	19,3	23,7	30,9	6,3	207	
AMITIE AVEC DES VOISINS										
Non	57,4	73,6	64,8	56,7	23,6	29,2	30,3	5,6	284	
Oui	62,3	70,3	59,4	47,1	20,3	26,8	34,1	5,8	138	
DESACCORD AVEC DES VOISINS										
Non	60,2	72,1	62,5	54,4	22,4	28,6	31,2	6,2	384	
Oui	47,4	76,3	68,4	44,7	23,7	26,3	34,2	0,0	38	
CLUB POLITIQUE										
Non adhérent	59,1	72,6	63,0	53,3	23,0	28,6	31,2	5,6	413	
Adhérent	55,6	66,7	66,7	66,7	0,0	22,2	44,4	11,1	9	
ASSOCIATION DE SPORT, MUSIQUE, CULTURE										
Non adhérent	59,4	72,4	62,0	53,8	23,1	29,9	30,7	5,6	355	
Adhérent	56,7	73,1	68,7	52,2	19,4	20,9	35,8	6,0	67	
ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, PARENTS D'ELEVES										
Non adhérent	58,7	71,4	61,7	53,7	21,6	27,6	31,6	5,5	402	
Adhérent	65,0	95,0	90,0	50,0	40,0	45,0	30,0	10,0	20	
SYNDICAT DE SALARIES										
Non adhérent	59,3	72,4	63,0	53,5	22,5	29,1	31,0	5,6	413	
Adhérent	44,4	77,8	66,7	55,6	22,2	0,0	55,6	11,1	9	
ASSOCIATION DE PERSONNES AGEES, RETRAITEES										
Non adhérent	59,1	72,7	63,0	53,3	22,9	27,7	31,9	5,8	411	
Adhérent	54,5	63,6	63,6	63,6	9,1	54,5	18,2	0,0	11	
AUTRE ASSOCIATION										
Non adhérent	59,3	72,3	63,1	53,4	21,4	27,7	32,3	6,1	393	
Adhérent	55,2	75,9	62,1	55,2	37,9	37,9	20,7	0,0	29	
NOMBRE DE MEILLEURS AMIS										
Aucun meilleur ami	51,3	70,9	61,5	60,7	26,5	26,5	32,5	5,1	117	
Un ami au moins	62,0	73,1	63,6	50,8	21,0	29,2	31,1	5,9	305	
OUVERTURE SUR L'EXTERIEUR (CONVERSATION DS LES 8 JOURS)										
Oui	59,7	71,5	62,4	51,7	22,1	28,5	30,9	5,1	375	
Non	53,2	80,9	68,1	68,1	25,5	27,7	36,2	10,6	47	

Pauvres		<i>Stratégies utilisées</i>								
C. 13	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.	
	59,0	72,5	63,0	53,6	22,5	28,4	31,5	5,7	422	
%ligne										
SCOLARISATION DU PERE										
Jamais scolarisé	48,1	80,8	67,3	65,4	34,6	15,4	36,5	7,7	52	
Primaire	62,7	71,0	59,1	50,0	21,0	31,7	29,0	3,6	252	
Secondaire	69,2	84,6	84,6	50,0	19,2	26,9	46,2	7,7	26	
Technique ou supérieur	64,9	67,6	75,7	51,4	16,2	18,9	29,7	8,1	37	
Ne sait pas	28,6	64,3	57,1	71,4	28,6	28,6	50,0	14,3	14	
-Non concerné-	48,8	70,7	58,5	58,5	22,0	34,1	26,8	9,8	41	
SCOLARISATION DE LA MERE										
Jamais scolarisé	58,6	82,8	65,5	65,5	31,0	17,2	44,8	3,4	58	
Primaire	60,3	71,0	62,3	51,2	22,2	29,4	28,6	6,0	252	
Secondaire	71,0	83,9	80,6	58,1	12,9	38,7	45,2	9,7	31	
Technique ou supérieur	52,4	52,4	61,9	38,1	14,3	23,8	38,1	4,8	21	
Ne sait pas	33,3	66,7	66,7	83,3	50,0	50,0	33,3	0,0	6	
-Non concerné-	51,9	70,4	53,7	51,9	20,4	29,6	20,4	5,6	54	
PROFESSION DU PERE (A 16 ANS)										
Agriculteurs exploitants	69,2	62,5	52,9	40,4	18,3	16,3	20,2	4,8	104	
Artisans, commerçants et c.e.	69,2	66,7	56,4	48,7	17,9	28,2	20,5	2,6	39	
Cadres et prof. intell. supérieures	70,8	70,8	58,3	58,3	0,0	25,0	37,5	8,3	24	
Professions intermédiaires	85,7	85,7	100,0	42,9	35,7	35,7	42,9	0,0	14	
Employés	58,8	88,2	73,5	64,7	23,5	20,6	41,2	5,9	34	
Ouvriers	50,3	74,3	63,6	57,2	25,1	34,8	34,8	5,9	187	
Autres inactifs	50,0	100,0	50,0	100,0	50,0	50,0	50,0	0,0	2	
Non réponse	33,3	83,3	88,9	77,8	44,4	44,4	50,0	16,7	18	
PROFESSION DU GRAND-PERE PATERNEL										
Agriculteurs exploitants	71,9	62,0	56,2	41,3	18,2	22,3	24,0	4,1	121	
Artisans, commerçants et c.e.	70,6	82,4	73,5	47,1	14,7	20,6	17,6	2,9	34	
Cadres et prof. intell. supérieures	63,6	63,6	36,4	45,5	9,1	18,2	36,4	27,3	11	
Professions intermédiaires	60,0	60,0	80,0	60,0	0,0	20,0	0,0	0,0	5	
Employés	40,0	72,0	68,0	48,0	12,0	28,0	36,0	0,0	25	
Ouvriers	56,0	71,4	67,0	50,5	23,1	35,2	39,6	5,5	91	
Autres inactifs	100,0	100,0	0,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2	
Non réponse	48,9	81,2	65,4	69,9	32,3	33,1	36,8	7,5	133	
PROFESSION DE LA MERE (A 16 ANS)										
Agriculteurs exploitants	68,9	58,1	45,9	41,9	14,9	12,2	16,2	6,8	74	
Artisans, commerçants et c.e.	57,9	84,2	68,4	63,2	42,1	42,1	31,6	5,3	19	
Cadres et prof. intell. supérieures	40,0	50,0	50,0	30,0	0,0	30,0	40,0	0,0	10	
Professions intermédiaires	71,4	57,1	71,4	57,1	14,3	14,3	42,9	0,0	7	
Employés	55,1	81,6	73,5	53,1	18,4	16,3	42,9	4,1	49	
Ouvriers	52,8	66,7	66,7	58,3	36,1	44,4	30,6	2,8	36	
Autres inactifs	58,8	75,9	64,8	56,5	22,2	31,5	33,3	6,5	216	
Non réponse	45,5	90,9	81,8	63,6	45,5	63,6	36,4	9,1	11	
PROFESSION DU GRAND-PERE MATERNEL										
Agriculteurs exploitants	71,2	64,0	57,6	48,0	18,4	22,4	24,0	7,2	125	
Artisans, commerçants et c.e.	64,7	85,3	82,4	52,9	23,5	29,4	32,4	8,8	34	
Cadres et prof. intell. supérieures	44,4	88,9	88,9	66,7	22,2	33,3	22,2	0,0	9	
Professions intermédiaires	50,0	50,0	50,0	50,0	0,0	0,0	50,0	0,0	2	
Employés	31,2	56,2	56,2	43,8	18,7	31,2	31,2	0,0	16	
Ouvriers	54,2	72,9	61,5	45,8	17,7	30,2	28,1	3,1	96	
Autres inactifs	63,6	63,6	63,6	63,6	18,2	36,4	45,5	0,0	11	
Non réponse	53,5	79,1	63,6	64,3	31,0	31,8	40,3	7,0	129	
PROBLEMES D'ARGENT DANS LA JEUNESSE										
Oui	57,6	76,3	63,8	59,9	28,2	31,1	31,1	4,5	177	
Non	60,0	69,8	62,4	49,0	18,4	26,5	31,8	6,5	245	
PROBLEMES DE LOGEMENT DANS LA JEUNESSE										
Oui	45,5	70,9	61,8	56,4	27,3	29,1	58,2	7,3	55	
Non	61,0	72,8	63,2	53,1	21,8	28,3	27,5	5,4	367	

Pauvres C. 14	Stratégies utilisées								Ens.
	Écono- mies 59,0	Vête- ments 72,5	Loi- sirs 63,0	Nour- riture 53,6	Enfant 22,5	Autres 28,4	Emp- runter 31,5	Vendre 5,7	
%ligne									
INCAPACITE TEMPORAIRE DUE A LA SANTE									
Oui	53,2	74,5	59,6	48,9	27,7	29,8	46,8	12,8	47
Non	59,7	72,3	63,5	54,1	21,9	28,3	29,6	4,8	375
ARRET DE TRAVAIL DE SIX MOIS AU MOINS									
Non	59,6	73,3	63,7	54,0	23,3	30,7	31,4	6,2	322
Oui	69,2	57,7	53,8	57,7	26,9	3,8	34,6	11,5	26
-Non concerné-	52,7	74,3	63,5	50,0	17,6	27,0	31,1	1,4	74
NOMBRE D'ACCIDENTS GRAVES AU COURS DE LA VIE									
Aucun	59,2	72,7	64,1	51,2	22,1	28,2	31,3	4,6	326
Un ou plus	58,3	71,9	59,4	61,5	24,0	29,2	32,3	9,4	96
AUTRE PROBLEME DE SANTÉ									
Oui	61,9	71,4	66,7	54,8	21,4	57,1	31,0	9,5	42
Non	58,7	72,6	62,6	53,4	22,6	25,3	31,6	5,3	380
DIVORCE OU SÉPARATION DES PARENTS									
Oui	46,9	81,6	67,3	63,3	34,7	34,7	49,0	6,1	49
Non	60,6	71,3	62,5	52,3	20,9	27,6	29,2	5,6	373
MALADIE OU HANDICAP DU PERE									
Oui	53,1	73,4	65,6	59,4	26,6	32,8	34,4	6,2	64
Non	60,1	72,3	62,6	52,5	21,8	27,7	31,0	5,6	358
MALADIE OU HANDICAP DE LA MERE									
Oui	52,3	72,7	77,3	61,4	36,4	36,4	36,4	9,1	44
Non	59,8	72,5	61,4	52,6	20,9	27,5	31,0	5,3	378
DISPUTE OU MÉSENTENTE ENTRE PARENTS									
Oui	45,6	78,9	66,7	61,4	33,3	26,3	35,1	5,3	57
Non	61,1	71,5	62,5	52,3	20,8	28,8	31,0	5,8	365
AUTRE ÉVÉNEMENT GRAVE									
Oui	59,3	75,9	64,8	55,6	24,1	29,6	37,0	9,3	54
Non	59,0	72,0	62,8	53,3	22,3	28,3	30,7	5,2	368
PROBLEME POUR PAYER LE LOGEMENT (DANS LES 3 ANS)									
Non	67,2	68,6	59,1	40,1	16,1	21,9	23,4	2,2	137
Oui	48,0	83,6	74,6	66,7	29,9	32,8	45,2	8,5	177
-Non concerné-	66,7	59,3	49,1	49,1	18,5	29,6	19,4	5,6	108
PB POUR PAYER LE GAZ, L'ELECTRICITE... (DANS LES 3 ANS)									
Non	69,8	61,9	54,4	40,9	15,8	18,6	18,1	4,7	215
Oui	49,2	84,6	71,8	66,2	30,3	38,5	44,6	7,2	195
-Non concerné-	25,0	66,7	75,0	75,0	16,7	41,7	58,3	0,0	12
PROBLEME POUR PAYER LE CHAUFFAGE (DANS LES 3 ANS)									
Non	67,2	61,5	56,4	39,5	16,4	20,0	21,5	4,6	195
Oui	47,8	83,9	70,2	70,2	29,8	39,8	41,0	5,6	161
-Non concerné-	62,1	77,3	65,2	54,5	22,7	25,8	37,9	9,1	66
PROBLEME POUR REMBOURSER LES EMPRUNTS (DANS LES 3 ANS)									
Non	68,5	68,5	58,7	41,3	18,5	28,3	28,3	3,3	92
Oui	57,4	78,7	60,6	57,4	25,5	19,1	40,4	12,8	94
-Non concerné-	55,9	71,6	65,7	56,8	22,9	32,2	29,2	3,8	236
PROBLEME POUR PAYER L'ALIMENTATION (DANS LES 3 ANS)									
Non	71,0	63,1	56,0	33,6	14,9	22,8	20,3	5,8	241
Oui	43,1	85,1	72,4	80,1	32,6	35,9	46,4	5,5	181

C. 15	Stratégies utilisées								
	Écono- mies 59,0	Vête- ments 72,5	Loi- sirs 63,0	Nour- riture 53,6	Enfant 22,5	Autres 28,4	Emp- runter 31,5	Vendre 5,7	Ens. 422
%ligne									
PROBLEME POUR PAYER LE MEDECIN... (DANS LES 3 ANS)									
Non	67,1	65,7	59,2	44,3	18,7	23,5	28,0	4,8	289
Oui	42,4	89,8	72,0	74,6	32,2	41,5	41,5	7,6	118
-Non concerné-	33,3	66,7	66,7	66,7	20,0	20,0	20,0	6,7	15
PROBLEME POUR PARTIR EN VACANCES (DANS LES 3 ANS)									
Non	76,4	54,5	52,7	27,3	16,4	21,8	14,5	0,0	55
Oui	55,0	83,1	76,7	59,3	29,1	31,7	38,6	6,9	189
-Non concerné-	57,9	66,9	51,7	55,6	17,4	27,0	29,2	6,2	178
PERIODE DE CHOMAGE DE PLUS DE 3 MOIS									
Oui	51,3	80,0	70,7	60,7	25,3	31,3	40,7	8,0	150
Non	67,2	66,2	57,1	49,5	22,2	26,8	24,7	5,6	198
-Non concerné-	52,7	74,3	63,5	50,0	17,6	27,0	31,1	1,4	74
FREQUENCE DES PERIODES DE CHOMAGE DE 3 MOIS									
Une fois	54,1	81,1	68,9	59,5	27,0	28,4	35,1	12,2	74
Deux fois	52,3	81,8	65,9	61,4	22,7	36,4	43,2	4,5	44
Trois fois et plus	44,8	75,9	79,3	65,5	24,1	31,0	51,7	3,4	29
-Non concerné-	62,9	68,4	59,3	49,5	21,1	26,9	26,5	4,4	275
LE FRANÇAIS COMME LANGUE MATERNELLE									
Oui	60,0	69,9	61,2	51,6	19,7	29,9	30,7	6,0	335
Non, mais le parle souvent	52,4	85,7	81,0	57,1	21,4	16,7	35,7	9,5	42
Non, et ne le parle pas chez vous	57,8	80,0	60,0	64,4	44,4	28,9	33,3	0,0	45
RECUEIL PAR L'ASSISTANCE PUBLIQUE									
Oui	41,7	58,3	58,3	75,0	33,3	58,3	58,3	16,7	12
Non	59,5	72,9	63,2	52,9	22,2	27,6	30,7	5,4	410
GRAVES PROBLEMES DE SANTE									
Oui	55,6	77,8	55,6	66,7	33,3	44,4	29,6	11,1	27
Non	59,2	72,2	63,5	52,7	21,8	27,3	31,6	5,3	395
GRAND MANQUE D'AFFECTION									
Oui	51,1	68,9	68,9	68,9	26,7	44,4	42,2	6,7	45
Non	59,9	72,9	62,3	51,7	22,0	26,5	30,2	5,6	377
NE VOIR NI PERE NI MERE PENDANT UN AN									
Oui	48,6	82,9	71,4	68,6	40,0	40,0	45,7	8,6	35
Non	59,9	71,6	62,3	52,2	20,9	27,4	30,2	5,4	387
AVOIR FAIM									
Oui	55,3	78,9	73,7	73,7	36,8	36,8	44,7	15,8	38
Non	59,4	71,9	62,0	51,6	21,1	27,6	30,2	4,7	384
MANQUER DE CHAUFFAGE									
Oui	51,4	67,6	64,9	67,6	29,7	37,8	27,0	18,9	37
Non	59,7	73,0	62,9	52,2	21,8	27,5	31,9	4,4	385
AUTRE DIFFICULTE									
Oui	47,4	68,4	78,9	68,4	31,6	31,6	31,6	15,8	19
Non	59,6	72,7	62,3	52,9	22,1	28,3	31,5	5,2	403
SI PB, PREND SUR LES ECONOMIES									
Oui	85,3	62,0	54,0	45,3	20,0	25,3	16,0	4,7	150
Non	44,5	78,3	68,0	58,1	23,9	30,1	40,1	6,2	272
SI PB, EMPRUNTE A FAMILLE, AMIS...									
Oui	49,2	83,6	77,0	52,5	22,1	28,7	51,6	4,9	122
Non	63,0	68,0	57,3	54,0	22,7	28,3	23,3	6,0	300

Pauvres		Stratégies utilisées								Ens.
C. 16		Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	
		59,0	72,5	63,0	53,6	22,5	28,4	31,5	5,7	422
%ligne										
SI PB, DEMANDE PRET OU AVANCE A L'EMPLOYEUR										
Oui	67,7	90,3	80,6	61,3	41,9	29,0	38,7	3,2	31	
Non	58,3	71,1	61,6	52,9	21,0	28,4	30,9	5,9	391	
SI PB, S'ADRESSE A UNE BANQUE										
Oui	65,1	76,0	66,9	47,4	18,3	24,0	29,1	8,0	175	
Non	54,7	70,0	60,3	57,9	25,5	31,6	33,2	4,0	247	
SI PB, FAIT AUTREMENT										
Oui	25,0	71,9	50,0	68,7	18,7	12,5	34,4	9,4	32	
Non	61,8	72,6	64,1	52,3	22,8	29,7	31,3	5,4	390	
SI PB, NE SAIT PAS										
Oui	41,2	72,5	66,7	74,5	41,2	47,1	27,5	7,8	51	
Non	61,5	72,5	62,5	50,7	19,9	25,9	32,1	5,4	371	
SI COUP DUR, HEBERGEMENT										
Oui	62,4	70,5	61,3	48,8	20,8	26,9	30,3	5,8	346	
Non	43,4	81,6	71,1	75,0	30,3	35,5	36,8	5,3	76	
SI COUP DUR, AIDE FINANCIERE										
Oui	59,5	72,4	63,1	47,0	18,3	25,8	31,2	5,7	279	
Non	58,0	72,7	62,9	66,4	30,8	33,6	32,2	5,6	143	
SI COUP DUR, AUTRE AIDE										
Oui	60,8	71,3	61,1	51,6	20,3	28,9	31,3	5,5	380	
Non	42,9	83,3	81,0	71,4	42,9	23,8	33,3	7,1	42	
SURVENANCE D'UN COUP DUR										
Oui, assez souvent	46,8	80,6	72,6	67,7	27,4	29,0	59,7	12,9	62	
Oui, rarement	55,3	78,0	69,5	53,9	22,7	32,6	32,6	3,5	141	
Non, jamais, mais ça pourrait arriver	65,9	67,1	59,8	47,6	19,5	25,6	19,5	7,3	82	
Non, jamais	64,2	66,4	54,0	50,4	21,9	25,5	24,8	3,6	137	
LIMITATION DANS LE TRAVAIL A CAUSE DE LA SANTÉ										
Oui	72,2	77,8	66,7	55,6	22,2	22,2	44,4	16,7	18	
Non	59,8	73,2	64,0	49,4	20,7	21,3	27,4	5,5	164	
-Non concerné-	57,5	71,7	62,1	56,2	23,8	33,8	33,3	5,0	240	
AFFILIATION A LA SECURITE SOCIALE										
Oui, en tant qu'assuré	58,5	72,8	62,2	54,4	19,7	26,5	33,3	5,1	294	
Oui, en tant qu'ayant droit	60,3	75,0	67,2	51,7	30,2	32,8	27,6	6,0	116	
Non	58,3	41,7	41,7	50,0	16,7	33,3	25,0	16,7	12	
APPARTENANCE AU REGIME GENERAL OU ASSIMILE										
Oui	56,1	77,0	67,2	55,7	24,7	27,7	34,5	4,7	296	
Non	65,2	67,4	56,5	50,0	17,4	30,4	28,3	7,6	92	
-Non concerné-	67,6	47,1	44,1	44,1	17,6	29,4	14,7	8,8	34	
PRISE EN CHARGE A 100%										
Oui	60,9	58,7	41,3	58,7	21,7	41,3	30,4	4,3	46	
Non	57,9	76,9	67,8	53,8	23,1	26,6	33,3	5,6	342	
-Non concerné-	67,6	47,1	44,1	44,1	17,6	29,4	14,7	8,8	34	
ADHESION A UNE MUTUELLE										
Oui	61,9	70,7	65,3	49,4	21,3	28,0	26,8	4,6	239	
Non	55,2	74,9	60,1	59,0	24,0	29,0	37,7	7,1	183	

Pauvres		<i>Stratégies utilisées</i>								
C. 17	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.	
	59,0	72,5	63,0	53,6	22,5	28,4	31,5	5,7	422	
%ligne										
L'ANNÉE PROCHAINE AURA POUR VIVRE										
A peu près la même chose que cette année	61,0	73,3	61,0	55,9	22,6	32,3	32,8	5,1	195	
Moins que cette année	61,6	67,1	54,8	53,4	23,3	17,8	27,4	6,8	73	
Plus que cette année	62,3	63,8	60,9	40,6	10,1	24,6	27,5	5,8	69	
Ne sait pas	50,6	81,9	75,9	57,8	30,1	32,5	34,9	6,0	83	
Non réponse	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0,0	50,0	0,0	2	
LE MENAGE FINANCIEREMENT										
Est à l'aise	100,0	66,7	100,0	66,7	0,0	66,7	66,7	33,3	3	
Ça va	60,8	49,0	52,9	29,4	5,9	11,8	23,5	0,0	51	
C'est juste, il faut faire attention	74,0	65,3	57,8	41,6	18,5	26,6	20,8	2,9	173	
Y arrive difficilement	48,7	84,2	68,4	66,5	28,5	34,8	35,4	8,2	158	
Peut y arriver en faisant des dettes	25,0	88,9	75,0	88,9	41,7	30,6	72,2	13,9	36	
Non réponse	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	1	
A eu un contact avec son père les 3 derniers mois										
Oui	63,2	73,5	71,3	41,9	15,4	23,5	33,8	2,9	136	
Non	57,0	72,0	59,1	59,1	25,9	30,8	30,4	7,0	286	
A eu un contact avec sa mère les 3 derniers mois										
Oui	59,3	73,0	67,2	46,6	18,0	28,6	34,9	3,2	189	
Non	58,8	72,1	59,7	59,2	26,2	28,3	28,8	7,7	233	
A eu un contact avec enfants les 3 derniers mois										
Oui	67,9	65,2	50,0	59,8	21,4	35,7	21,4	3,6	112	
Non	55,8	75,2	67,7	51,3	22,9	25,8	35,2	6,5	310	
A eu un contact avec autres les 3 derniers mois										
Oui	61,2	70,7	62,1	49,2	19,6	28,4	32,2	5,4	317	
Non	52,4	78,1	65,7	66,7	31,4	28,6	29,5	6,7	105	
Stratégies utilisées										
Utiliser les économies	100,0	68,3	59,4	45,8	20,1	27,7	22,9	4,8	249	
Dépenser moins pour les vêtements	55,6	100,0	81,0	64,1	30,7	33,3	33,0	7,5	306	
Dépenser moins pour les loisirs	55,6	93,2	100,0	60,9	32,7	34,6	36,1	7,5	266	
Dépenser moins pour la nourriture	50,4	86,7	71,7	100,0	33,2	38,1	33,6	8,0	226	
Dépenser moins pour les enfants	52,6	98,9	91,6	78,9	100,0	53,7	36,8	9,5	95	
Dépenser moins pour autres	57,5	85,0	76,7	71,7	42,5	100,0	34,2	5,8	120	
Emprunter	42,9	75,9	72,2	57,1	26,3	30,8	100,0	9,0	133	
Vendre des biens	50,0	95,8	83,3	75,0	37,5	29,2	50,0	100,0	24	

Les stratégies du groupe “ moyens”

Moyens	Stratégies utilisées								
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.
C. 9	69,9	61,1	60,9	33,7	8,6	14,9	18,8	3,8	558
%ligne									
REVENU PAR U.C.									
De 3702 à 4000F par mois et par UC	65,8	63,2	68,4	39,5	7,0	14,0	20,2	5,3	114
De 4001 à 4500F par mois et par UC	70,4	60,8	57,5	30,6	10,2	14,5	19,4	3,8	186
De 4500 à 5000F par mois et par UC	71,7	54,3	58,0	32,6	7,2	14,5	17,4	2,9	138
De 5001 à 5552F par mois et par UC	70,8	67,5	62,5	34,2	9,2	16,7	18,3	3,3	120
SEXE									
Homme	71,1	59,3	60,4	33,7	7,8	15,6	20,4	3,0	270
Femme	68,8	62,8	61,5	33,7	9,4	14,2	17,4	4,5	288
AGE									
De 18 à 24 ans	68,6	62,9	68,6	38,6	10,0	15,7	31,4	1,4	70
De 25 à 34 ans	67,4	68,4	71,0	33,7	6,7	16,1	20,7	4,1	193
De 35 à 49 ans	67,3	64,3	60,7	28,0	11,3	11,9	17,3	4,2	168
De 50 à 64 ans	75,3	52,8	49,4	41,6	9,0	19,1	13,5	3,4	89
65 ans et plus	84,2	26,3	23,7	31,6	2,6	10,5	5,3	5,3	38
ETAT MATRIMONIAL									
Célibataire	68,6	65,0	65,0	41,6	8,0	17,5	28,5	3,6	137
Marié	70,5	58,6	60,7	25,0	8,6	11,6	15,5	3,0	336
Veuf	85,7	51,4	34,3	40,0	2,9	25,7	5,7	5,7	35
Divorcé ou séparé	58,0	74,0	70,0	66,0	14,0	22,0	24,0	8,0	50
TYPE DE FAMILLE									
Couple sans enfants	71,7	60,0	71,7	28,3	1,7	13,3	21,7	0,0	60
Couple, 1-2 enfants	68,1	62,2	62,2	25,1	7,2	12,7	14,7	3,6	251
Couple, 3 enfants et plus	72,7	53,0	54,5	31,8	15,2	7,6	18,2	1,5	66
Homme seul sans enfants	74,0	58,0	58,0	34,0	8,0	18,0	26,0	2,0	50
Femme seule sans enfants	75,6	66,7	60,0	44,4	11,1	15,6	28,9	4,4	45
Isolé, 1-2 enfants	66,7	66,7	63,0	61,1	9,3	22,2	22,2	11,1	54
Isolé, 3 enfants et plus	65,6	59,4	46,9	53,1	15,6	31,2	15,6	6,2	32
NOMBRE D'ENFANTS									
Pas d'enfant	73,5	61,3	63,9	34,8	6,5	15,5	25,2	1,9	155
Un enfant	65,3	65,3	64,7	34,0	7,3	15,3	16,0	3,3	150
Deux enfants	70,3	60,6	60,0	29,0	7,7	13,5	16,1	6,5	155
Trois ou quatre enfants	65,8	58,2	55,7	40,5	15,2	15,2	20,3	3,8	79
Cinq enfants et plus	89,5	42,1	36,8	31,6	15,8	15,8	5,3	0,0	19
REGION									
Alsace	69,2	53,8	53,8	15,4	15,4	30,8	15,4	0,0	13
Aquitaine	85,7	57,1	71,4	33,3	4,8	14,3	14,3	0,0	21
Auvergne	81,8	45,5	36,4	18,2	9,1	9,1	9,1	0,0	11
Basse-Normandie	87,5	25,0	37,5	25,0	0,0	0,0	25,0	0,0	8
Bourgogne	80,0	70,0	70,0	20,0	20,0	20,0	10,0	0,0	10
Bretagne	71,4	64,3	46,4	14,3	3,6	21,4	10,7	0,0	28
Centre	72,7	59,1	59,1	27,3	4,5	9,1	4,5	4,5	22
Champagne	45,5	54,5	54,5	54,5	0,0	27,3	36,4	0,0	11
Corse	100,0	50,0	50,0	50,0	0,0	50,0	0,0	0,0	2
Franche-Comté	84,0	60,0	60,0	20,0	12,0	8,0	12,0	12,0	25
Haute-Normandie	58,3	66,7	91,7	25,0	8,3	16,7	16,7	0,0	12
Languedoc-Rousillon	52,6	52,6	78,9	42,1	15,8	26,3	26,3	10,5	19
Limousin	83,3	41,7	25,0	0,0	8,3	8,3	8,3	0,0	12
Lorraine	76,2	52,4	66,7	28,6	0,0	4,8	23,8	0,0	21
Midi-Pyrénées	63,6	57,6	54,5	45,5	6,1	9,1	21,2	0,0	33
Nord	65,9	59,1	61,4	47,7	6,8	25,0	18,2	4,5	44
Pays de la Loire	71,4	60,7	60,7	25,0	10,7	14,3	14,3	3,6	28
Picardie	73,3	46,7	60,0	13,3	6,7	6,7	13,3	0,0	15
Poitou-Charentes	63,2	47,4	57,9	47,4	0,0	15,8	10,5	10,5	19
Provence-Côte d'Azur	66,7	66,7	66,7	33,3	10,0	23,3	26,7	13,3	30
Ile de France	63,7	69,6	61,8	44,1	14,7	11,8	25,5	4,9	102
Rhône-Alpes	75,0	72,2	66,7	34,7	6,9	12,5	20,8	1,4	72

Moyens	Stratégies utilisées								
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.
C. 10	69,9	61,1	60,9	33,7	8,6	14,9	18,8	3,8	558
%ligne									
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT									
Propriétaire ou accédant	74,8	53,3	52,4	24,4	8,9	15,0	17,5	3,7	246
Locataire ou sous-locataire	65,8	71,0	70,2	43,8	8,1	15,1	21,0	4,0	272
Logé gratuitement	67,5	42,5	50,0	22,5	10,0	12,5	12,5	2,5	40
MODE DE LOCATION									
Logement vide	65,1	69,4	69,4	43,4	7,8	15,1	20,9	4,3	258
Meublé, hôtel ou garni	78,6	100,0	85,7	50,0	14,3	14,3	21,4	0,0	14
-Non concerné-	73,8	51,7	52,1	24,1	9,1	14,7	16,8	3,5	286
PROPRIETAIRE DE LA LOCATION									
Location HLM	59,1	73,1	66,7	39,8	7,5	8,6	15,1	2,2	93
Location autre	69,3	69,8	72,1	45,8	8,4	18,4	24,0	5,0	179
-Non concerné-	73,8	51,7	52,1	24,1	9,1	14,7	16,8	3,5	286
PRETS A REMBOURSER									
Oui	72,4	60,0	58,8	22,9	9,4	13,5	19,4	2,9	170
Non	79,4	35,3	41,2	26,5	8,8	11,8	14,7	5,9	34
-Non concerné-	67,8	64,1	63,8	39,5	8,2	15,8	18,9	4,0	354
VALEUR DU PATRIMOINE IMMOBILIER									
Moins de 200kF	56,1	51,2	53,7	39,0	7,3	19,5	19,5	2,4	41
De 200 à moins de 500kF	71,9	59,4	56,2	25,8	11,7	13,3	16,4	3,1	128
Plus de 500kF	80,0	54,5	50,9	20,9	8,2	14,5	16,4	4,5	110
Ne sait pas	88,9	22,2	38,9	27,8	11,1	16,7	22,2	0,0	18
-Non concerné-	65,5	69,0	70,1	42,5	7,3	14,9	20,7	4,2	261
VALEUR DES DEPOTS ET PLACEMENTS									
Moins de 2000F	47,5	88,1	81,4	64,4	13,6	16,9	30,5	6,8	59
De 2000 à moins de 5000F	61,6	75,6	70,9	46,5	11,6	24,4	29,1	5,8	86
De 5000 à moins de 10000F	68,5	58,7	63,0	35,9	7,6	17,4	16,3	4,3	92
De 10000F à moins de 30000F	73,1	55,9	54,5	29,0	5,5	11,7	16,6	2,8	145
Plus de 30000F	85,3	50,0	51,3	20,0	7,3	10,0	10,0	2,0	150
-Non concerné-	46,2	53,8	65,4	19,2	15,4	15,4	30,8	3,8	26
DIPLOME GENERAL									
Pas de diplôme de l'enseignement général	68,7	60,7	64,4	38,0	9,8	18,4	19,0	4,9	163
CEP	70,3	60,5	55,1	32,4	8,1	14,1	12,4	3,2	185
BEPC, BE, BEPS	67,2	64,7	65,5	31,9	10,3	14,7	19,8	5,2	116
Baccalauréat et niveau bac	77,6	62,1	63,8	27,6	8,6	12,1	27,6	0,0	58
Diplôme universitaire	69,4	52,8	55,6	36,1	0,0	8,3	33,3	2,8	36
DIPLOME TECHNIQUE OU PROFESSIONNEL									
Pas de diplôme technique ou professionnel	69,1	58,8	59,2	36,0	8,4	16,7	19,6	3,2	311
CAP, BEP ou équivalent	69,1	64,4	63,9	30,9	9,8	12,9	16,0	3,1	194
Baccalauréat, BTS, diplôme de grande école...	77,4	62,3	60,4	30,2	5,7	11,3	24,5	9,4	53
OCCUPATION ACTUELLE									
Travaille	67,3	62,9	62,7	30,7	7,9	13,2	18,8	3,0	394
Chômage (ANPE ou pas)	79,2	75,5	77,4	45,3	18,9	20,8	26,4	3,8	53
Étudiant, stagiaire, militaire... ..	61,5	46,2	46,2	30,8	15,4	38,5	38,5	7,7	13
Retraité	81,7	40,0	35,0	36,7	1,7	13,3	10,0	5,0	60
Femme au foyer	65,4	69,2	76,9	53,8	15,4	15,4	15,4	7,7	26
Autre inactif	75,0	41,7	41,7	25,0	0,0	25,0	16,7	8,3	12
CLASSIFICATION DE L'EMPLOI									
Ouvrier non qualifié, apprenti	60,7	69,6	69,6	42,9	14,3	19,6	17,9	3,6	56
Ouvrier (hautement) qualifié	75,0	64,3	65,5	34,5	6,0	16,7	10,7	0,0	84
Employé	69,1	60,9	60,1	31,8	7,3	12,9	15,5	2,6	233
Technicien, agent de maîtrise, ingénieur ou cadre	70,6	57,8	60,8	30,4	9,8	13,7	30,4	3,9	102
-Non concerné-	72,3	56,6	53,0	36,1	9,6	16,9	22,9	10,8	83

Moyens	Stratégies utilisées								Ens.
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	
C. 11	69,9	61,1	60,9	33,7	8,6	14,9	18,8	3,8	558
%ligne									
LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES									
Oui	70,9	60,1	59,9	31,1	7,7	14,2	18,5	3,8	444
Non	65,8	64,9	64,9	43,9	12,3	17,5	20,2	3,5	114
NOMBRE DE LIVRES LUS (3 DERNIERS MOIS)									
Aucun	66,5	55,5	58,1	34,6	9,6	15,4	15,1	3,3	272
Un ou plus	73,1	66,4	63,6	32,9	7,7	14,3	22,4	4,2	286
SORTIES (BALS, CONCERTS...)									
Ne pratique pas, ne le souhaite pas	74,3	47,3	44,6	40,5	9,5	18,9	10,8	4,1	74
Ne pratique pas, mais le souhaiterait	64,5	70,9	70,0	45,5	9,1	20,9	17,3	6,4	110
Pratique, ne souhaite pas plus	71,5	60,2	59,1	27,4	7,5	12,4	16,1	1,6	186
Pratique, souhaite pratiquer plus	69,7	61,7	63,8	30,3	9,0	12,2	25,5	4,3	188
VISITE A DES VOISINS									
Non	67,5	69,9	65,9	45,0	8,8	15,3	20,1	2,4	249
Oui	71,8	54,0	57,0	24,6	8,4	14,6	17,8	4,9	309
SERVICE A DES VOISINS									
Non	69,0	65,0	65,3	39,4	8,8	14,6	20,1	2,2	274
Oui	70,8	57,4	56,7	28,2	8,5	15,1	17,6	5,3	284
AMITIE AVEC DES VOISINS									
Non	67,9	64,5	64,0	36,3	8,1	14,8	18,7	2,5	358
Oui	73,5	55,0	55,5	29,0	9,5	15,0	19,0	6,0	200
DESACCORD AVEC DES VOISINS									
Non	69,1	60,9	61,6	33,8	8,4	15,3	18,9	4,0	524
Oui	82,4	64,7	50,0	32,4	11,8	8,8	17,6	0,0	34
CLUB POLITIQUE									
Non adhérent	69,5	61,0	60,8	33,8	8,6	15,1	18,8	3,9	538
Adhérent	80,0	65,0	65,0	30,0	10,0	10,0	20,0	0,0	20
ASSOCIATION DE SPORT, MUSIQUE, CULTURE									
Non adhérent	68,5	60,5	60,0	34,3	8,4	14,7	17,8	3,5	428
Adhérent	74,6	63,1	63,8	31,5	9,2	15,4	22,3	4,6	130
ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, PARENTS D'ELEVES									
Non adhérent	69,7	62,4	61,3	35,0	8,6	15,1	18,0	3,5	511
Adhérent	72,3	46,8	57,4	19,1	8,5	12,8	27,7	6,4	47
SYNDICAT DE SALARIES									
Non adhérent	70,6	61,0	60,6	34,8	8,9	15,9	17,5	3,6	503
Adhérent	63,6	61,8	63,6	23,6	5,5	5,5	30,9	5,5	55
ASSOCIATION DE PERSONNES AGEES, RETRAITEES									
Non adhérent	69,7	61,7	61,6	34,0	8,9	14,8	18,9	3,5	541
Adhérent	76,5	41,2	41,2	23,5	0,0	17,6	17,6	11,8	17
AUTRE ASSOCIATION									
Non adhérent	69,3	61,8	61,6	34,6	9,1	15,6	18,7	3,5	508
Adhérent	76,0	54,0	54,0	24,0	4,0	8,0	20,0	6,0	50
NOMBRE DE MEILLEURS AMIS									
Aucun meilleur ami	66,4	67,2	65,6	34,4	12,5	18,0	11,7	5,5	128
Un ami au moins	70,9	59,3	59,5	33,5	7,4	14,0	20,9	3,3	430
OUVERTURE SUR L'EXTERIEUR (CONVERSATION DS LES 8 JOURS)									
Oui	69,9	59,5	60,1	32,6	8,8	14,9	19,1	3,7	509
Non	69,4	77,6	69,4	44,9	6,1	14,3	16,3	4,1	49

Moyens	Stratégies utilisées								
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.
C. 12	69,9	61,1	60,9	33,7	8,6	14,9	18,8	3,8	558
%ligne									
SCOLARISATION DU PERE									
Jamais scolarisé	57,1	54,3	51,4	40,0	14,3	20,0	20,0	5,7	35
Primaire	70,4	60,1	61,2	30,2	6,4	15,0	14,4	3,3	361
Secondaire	70,8	65,3	58,3	41,7	9,7	9,7	33,3	4,2	72
Technique ou supérieur	65,3	75,5	71,4	38,8	14,3	18,4	32,7	6,1	49
Ne sait pas	68,8	56,2	62,5	56,2	12,5	25,0	6,2	0,0	16
-Non concerné-	88,0	48,0	56,0	28,0	16,0	8,0	20,0	4,0	25
SCOLARISATION DE LA MERE									
Jamais scolarisé	66,7	42,9	40,5	40,5	9,5	16,7	23,8	2,4	42
Primaire	70,1	63,5	62,7	32,3	7,7	14,9	15,2	3,7	375
Secondaire	71,2	62,1	69,7	28,8	10,6	7,6	28,8	3,0	66
Technique ou supérieur	72,0	72,0	64,0	52,0	4,0	16,0	40,0	4,0	25
Ne sait pas	58,3	75,0	66,7	58,3	16,7	25,0	8,3	8,3	12
-Non concerné-	71,1	44,7	47,4	28,9	13,2	21,1	21,1	5,3	38
PROFESSION DU PERE (A 16 ANS)									
Agriculteurs exploitants	68,4	53,1	45,9	23,5	5,1	12,2	20,4	3,1	98
Artisans, commerçants et c.e.	76,1	60,6	54,9	32,4	5,6	14,1	21,1	4,2	71
Cadres et prof. intell. supérieures	62,1	72,4	82,8	31,0	17,2	10,3	34,5	3,4	29
Professions intermédiaires	68,2	63,6	65,9	31,8	11,4	11,4	38,6	2,3	44
Employés	69,8	60,3	57,1	44,4	7,9	12,7	17,5	4,8	63
Ouvriers	69,8	63,0	66,8	34,0	9,4	17,4	13,2	3,8	235
Autres inactifs	0,0	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1
Non réponse	76,5	58,8	52,9	58,8	11,8	23,5	5,9	5,9	17
PROFESSION DU GRAND-PERE PATERNEL									
Agriculteurs exploitants	73,7	55,8	50,0	25,0	5,8	12,8	14,1	3,2	156
Artisans, commerçants et c.e.	63,8	62,3	62,3	37,7	7,2	14,5	23,2	5,8	69
Cadres et prof. intell. supérieures	76,9	76,9	69,2	38,5	0,0	15,4	38,5	7,7	13
Professions intermédiaires	92,9	64,3	64,3	28,6	7,1	21,4	21,4	7,1	14
Employés	58,5	65,9	63,4	29,3	9,8	14,6	31,7	2,4	41
Ouvriers	74,0	58,8	64,9	34,4	9,2	16,0	16,8	3,1	131
Autres inactifs	0,0	100,0	100,0	100,0	50,0	50,0	0,0	50,0	2
Non réponse	65,9	65,2	66,7	41,7	12,1	15,2	18,2	3,0	132
PROFESSION DE LA MERE (A 16 ANS)									
Agriculteurs exploitants	75,7	48,6	37,1	17,1	5,7	14,3	21,4	1,4	70
Artisans, commerçants et c.e.	65,9	58,5	63,4	31,7	7,3	14,6	19,5	7,3	41
Cadres et prof. intell. supérieures	66,7	58,3	58,3	25,0	0,0	16,7	25,0	0,0	12
Professions intermédiaires	61,5	46,2	84,6	46,2	7,7	7,7	15,4	7,7	13
Employés	66,2	77,9	74,0	49,4	10,4	15,6	20,8	2,6	77
Ouvriers	74,1	61,1	66,7	35,2	7,4	20,4	24,1	1,9	54
Autres inactifs	70,5	60,9	60,9	32,4	9,3	13,2	16,7	4,3	281
Non réponse	50,0	60,0	60,0	60,0	20,0	40,0	10,0	10,0	10
PROFESSION DU GRAND-PERE MATERNEL									
Agriculteurs exploitants	73,4	57,0	51,9	27,8	5,7	10,8	17,1	2,5	158
Artisans, commerçants et c.e.	69,6	50,0	48,2	26,8	8,9	16,1	28,6	8,9	56
Cadres et prof. intell. supérieures	42,1	52,6	73,7	31,6	5,3	21,1	36,8	15,8	19
Professions intermédiaires	83,3	83,3	66,7	50,0	0,0	33,3	16,7	0,0	6
Employés	80,6	66,7	75,0	38,9	8,3	11,1	27,8	2,8	36
Ouvriers	71,0	62,9	64,5	29,0	7,3	18,5	15,3	4,8	124
Autres inactifs	68,2	72,7	81,8	45,5	13,6	18,2	18,2	0,0	22
Non réponse	65,7	65,7	64,2	43,8	13,1	14,6	15,3	1,5	137
PROBLEMES D'ARGENT DANS LA JEUNESSE									
Oui	68,0	64,8	65,3	39,7	11,0	18,7	20,5	3,7	219
Non	71,1	58,7	58,1	29,8	7,1	12,4	17,7	3,8	339
PROBLEMES DE LOGEMENT DANS LA JEUNESSE									
Oui	66,1	66,1	67,9	42,9	7,1	21,4	19,6	3,6	56
Non	70,3	60,6	60,2	32,7	8,8	14,1	18,7	3,8	502

Moyens	Stratégies utilisées								Ens.
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	
C. 13	69,9	61,1	60,9	33,7	8,6	14,9	18,8	3,8	558
%ligne									
INCAPACITE TEMPORAIRE DUE A LA SANTE									
Oui	73,3	75,6	66,7	44,4	6,7	15,6	20,0	8,9	45
Non	69,6	59,8	60,4	32,7	8,8	14,8	18,7	3,3	513
ARRET DE TRAVAIL DE SIX MOIS AU MOINS									
Non	69,5	60,9	61,8	32,8	8,4	13,4	19,0	3,5	463
Oui	74,6	61,2	55,2	35,8	9,0	22,4	13,4	4,5	67
-Non concerné-	64,3	64,3	60,7	42,9	10,7	21,4	28,6	7,1	28
NOMBRE D'ACCIDENTS GRAVES AU COURS DE LA VIE									
Aucun	69,1	60,7	61,6	31,4	8,6	14,4	18,5	3,8	417
Un ou plus	72,3	62,4	58,9	40,4	8,5	16,3	19,9	3,5	141
AUTRE PROBLEME DE SANTÉ									
Oui	73,8	54,1	52,5	29,5	11,5	18,0	14,8	4,9	61
Non	69,4	62,0	62,0	34,2	8,2	14,5	19,3	3,6	497
DIVORCE OU SÉPARATION DES PARENTS									
Oui	69,8	75,5	73,6	41,5	3,8	24,5	22,6	5,7	53
Non	69,9	59,6	59,6	32,9	9,1	13,9	18,4	3,6	505
MALADIE OU HANDICAP DU PERE									
Oui	73,7	59,6	59,6	33,3	11,1	23,2	17,2	3,0	99
Non	69,1	61,4	61,2	33,8	8,1	13,1	19,2	3,9	459
MALADIE OU HANDICAP DE LA MERE									
Oui	69,1	65,5	63,6	34,5	7,3	12,7	12,7	1,8	55
Non	70,0	60,6	60,6	33,6	8,7	15,1	19,5	4,0	503
DISPUTE OU MÉSENTENTE ENTRE PARENTS									
Oui	57,1	77,1	77,1	38,6	12,9	21,4	30,0	4,3	70
Non	71,7	58,8	58,6	33,0	8,0	13,9	17,2	3,7	488
AUTRE ÉVÉNEMENT GRAVE									
Oui	66,3	55,1	49,4	40,4	12,4	20,2	22,5	5,6	89
Non	70,6	62,3	63,1	32,4	7,9	13,9	18,1	3,4	469
PROBLEME POUR PAYER LE LOGEMENT (DANS LES 3 ANS)									
Non	71,8	61,8	59,1	29,2	7,0	11,3	15,6	3,0	301
Oui	63,4	73,9	75,8	46,4	12,4	20,3	31,4	5,2	153
-Non concerné-	74,0	40,4	44,2	27,9	7,7	17,3	9,6	3,8	104
PB POUR PAYER LE GAZ, L'ELECTRICITE... (DANS LES 3 ANS)									
Non	73,8	56,5	55,6	25,1	6,4	9,5	15,6	3,1	423
Oui	57,4	76,0	77,5	59,7	15,5	31,8	29,5	6,2	129
-Non concerné-	66,7	66,7	83,3	83,3	16,7	33,3	16,7	0,0	6
PROBLEME POUR PAYER LE CHAUFFAGE (DANS LES 3 ANS)									
Non	74,5	57,5	58,1	27,7	6,2	8,6	15,9	3,8	372
Oui	57,9	74,6	72,8	48,2	16,7	33,3	27,2	6,1	114
-Non concerné-	65,3	58,3	56,9	41,7	8,3	18,1	20,8	0,0	72
PROBLEME POUR REMBOURSER LES EMPRUNTS (DANS LES 3 ANS)									
Non	69,1	64,1	65,4	27,2	7,8	12,4	17,1	2,3	217
Oui	55,7	70,1	69,1	45,4	13,4	23,7	36,1	10,3	97
-Non concerné-	76,2	54,9	53,7	34,8	7,4	13,5	13,5	2,5	244
PROBLEME POUR PAYER L'ALIMENTATION (DANS LES 3 ANS)									
Non	73,4	56,2	57,8	23,7	6,7	11,4	15,4	3,1	448
Oui	55,5	80,9	73,6	74,5	16,4	29,1	32,7	6,4	110

Moyens	Stratégies utilisées								
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.
C. 14	69,9	61,1	60,9	33,7	8,6	14,9	18,8	3,8	558
% ligne									
PROBLEME POUR PAYER LE MEDECIN... (DANS LES 3 ANS)									
Non	72,2	56,5	58,3	29,1	6,8	11,7	17,0	3,1	453
Oui	60,7	79,8	73,0	49,4	14,6	30,3	25,8	6,7	89
-Non concerné-	56,2	87,5	68,8	75,0	25,0	18,8	31,2	6,2	16
PROBLEME POUR PARTIR EN VACANCES (DANS LES 3 ANS)									
Non	79,6	48,1	47,0	22,7	6,6	8,3	12,2	0,6	181
Oui	60,9	73,1	74,7	39,1	10,7	19,0	24,5	6,3	253
-Non concerné-	74,2	55,6	53,2	38,7	7,3	16,1	16,9	3,2	124
PERIODE DE CHOMAGE DE PLUS DE 3 MOIS									
Oui	65,9	68,8	71,2	41,8	14,7	24,7	18,8	4,1	170
Non	72,2	57,2	56,1	29,2	5,6	9,7	18,1	3,3	360
-Non concerné-	64,3	64,3	60,7	42,9	10,7	21,4	28,6	7,1	28
FREQUENCE DES PERIODES DE CHOMAGE DE 3 MOIS									
Une fois	63,6	68,2	72,0	38,3	17,8	27,1	17,8	3,7	107
Deux fois	74,3	60,0	65,7	40,0	2,9	25,7	14,3	5,7	35
Trois fois et plus	65,4	80,8	73,1	57,7	19,2	11,5	30,8	3,8	26
-Non concerné-	71,5	57,9	56,7	30,3	5,9	10,8	18,7	3,6	390
LE FRANÇAIS COMME LANGUE MATERNELLE									
Oui	70,3	61,1	61,8	33,7	8,4	14,7	18,6	4,1	511
Non, mais le parle souvent	60,6	57,6	48,5	27,3	12,1	15,2	21,2	0,0	33
Non, et ne le parle pas chez vous	78,6	71,4	57,1	50,0	7,1	21,4	21,4	0,0	14
RECUEIL PAR L'ASSISTANCE PUBLIQUE									
Oui	85,7	71,4	57,1	28,6	14,3	28,6	28,6	14,3	7
Non	69,7	61,0	61,0	33,8	8,5	14,7	18,7	3,6	551
GRAVES PROBLEMES DE SANTE									
Oui	59,5	64,9	73,0	51,4	16,2	18,9	21,6	5,4	37
Non	70,6	60,8	60,1	32,4	8,1	14,6	18,6	3,6	521
GRAND MANQUE D'AFFECTION									
Oui	66,7	73,3	65,0	46,7	8,3	25,0	21,7	6,7	60
Non	70,3	59,6	60,4	32,1	8,6	13,7	18,5	3,4	498
NE VOIR NI PERE NI MERE PENDANT UN AN									
Oui	68,3	75,6	65,9	51,2	9,8	26,8	34,1	9,8	41
Non	70,0	60,0	60,5	32,3	8,5	13,9	17,6	3,3	517
AVOIR FAIM									
Oui	66,7	74,1	64,8	59,3	11,1	24,1	20,4	5,6	54
Non	70,2	59,7	60,5	31,0	8,3	13,9	18,7	3,6	504
MANQUER DE CHAUFFAGE									
Oui	63,0	66,7	59,3	55,6	9,3	25,9	22,2	1,9	54
Non	70,6	60,5	61,1	31,3	8,5	13,7	18,5	4,0	504
AUTRE DIFFICULTE									
Oui	68,0	64,0	68,0	52,0	16,0	28,0	40,0	0,0	25
Non	70,0	61,0	60,6	32,8	8,3	14,3	17,8	3,9	533
SI PB, PREND SUR LES ECONOMIES									
Oui	83,6	50,0	51,8	23,0	5,8	10,6	14,6	2,9	274
Non	56,7	71,8	69,7	44,0	11,3	19,0	22,9	4,6	284
SI PB, EMPRUNTE A FAMILLE, AMIS...									
Oui	62,3	70,2	70,9	43,0	12,6	15,9	33,1	5,3	151
Non	72,7	57,7	57,2	30,2	7,1	14,5	13,5	3,2	407

Moyens	Stratégies utilisées									Ens.
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre		
C. 15	69,9	61,1	60,9	33,7	8,6	14,9	18,8	3,8		558
%ligne										
SI PB, DEMANDE PRET OU AVANCE A L'EMPLOYEUR										
Oui	66,7	67,7	71,0	46,2	10,8	16,1	23,7	3,2		93
Non	70,5	59,8	58,9	31,2	8,2	14,6	17,8	3,9		465
SI PB, S'ADRESSE A UNE BANQUE										
Oui	65,9	67,4	64,0	34,5	8,4	15,3	19,9	4,6		261
Non	73,4	55,6	58,2	33,0	8,8	14,5	17,8	3,0		297
SI PB, FAIT AUTREMENT										
Oui	63,6	72,7	81,8	18,2	0,0	9,1	36,4	18,2		11
Non	70,0	60,9	60,5	34,0	8,8	15,0	18,5	3,5		547
SI PB, NE SAIT PAS										
Oui	43,8	56,2	43,8	56,2	18,8	25,0	18,8	6,2		16
Non	70,7	61,3	61,4	33,0	8,3	14,6	18,8	3,7		542
SI COUP DUR, HEBERGEMENT										
Oui	70,6	60,1	60,7	31,8	8,9	14,4	19,2	3,2		506
Non	63,5	71,2	63,5	51,9	5,8	19,2	15,4	9,6		52
SI COUP DUR, AIDE FINANCIERE										
Oui	71,1	61,8	61,8	32,7	9,1	14,1	20,5	3,3		419
Non	66,2	59,0	58,3	36,7	7,2	17,3	13,7	5,0		139
SI COUP DUR, AUTRE AIDE										
Oui	70,4	60,6	60,6	32,5	8,7	15,4	19,4	3,5		520
Non	63,2	68,4	65,8	50,0	7,9	7,9	10,5	7,9		38
SURVENANCE D'UN COUP DUR										
Oui, assez souvent	60,7	67,9	67,9	51,8	17,9	30,4	33,9	8,9		56
Oui, rarement	67,0	67,0	66,5	34,7	9,1	14,8	21,6	2,3		176
Non, jamais, mais ça pourrait arriver	71,1	53,7	57,0	30,9	9,4	12,1	12,1	4,7		149
Non, jamais	74,6	59,3	56,5	29,4	4,5	12,4	16,9	2,8		177
LIMITATION DANS LE TRAVAIL A CAUSE DE LA SANTÉ										
Oui	72,0	64,0	56,0	36,0	4,0	28,0	32,0	0,0		25
Non	67,0	62,7	62,9	30,2	8,2	12,3	17,7	3,3		367
-Non concerné-	75,9	57,2	57,2	41,0	10,2	18,7	19,3	5,4		166
AFFILIATION A LA SECURITE SOCIALE										
Oui, en tant qu'assuré	70,0	61,7	60,9	33,5	7,9	14,3	18,5	3,4		496
Oui, en tant qu'ayant droit	67,8	57,6	62,7	35,6	13,6	20,3	20,3	6,8		59
Non	100,0	33,3	33,3	33,3	33,3	0,0	33,3	0,0		3
APPARTENANCE AU REGIME GENERAL OU ASSIMILE										
Oui	68,1	62,3	62,5	32,4	8,6	14,2	18,8	2,9		451
Non	76,8	53,7	54,9	37,8	7,3	17,1	17,1	3,7		82
-Non concerné-	80,0	64,0	52,0	44,0	12,0	20,0	24,0	20,0		25
PRISE EN CHARGE A 100%										
Oui	76,1	47,8	45,7	41,3	6,5	19,6	19,6	6,5		46
Non	68,8	62,2	62,8	32,4	8,6	14,2	18,5	2,7		487
-Non concerné-	80,0	64,0	52,0	44,0	12,0	20,0	24,0	20,0		25
ADHESION A UNE MUTUELLE										
Oui	68,0	61,3	61,1	32,0	8,7	14,0	17,2	4,1		437
Non	76,9	60,3	60,3	39,7	8,3	18,2	24,8	2,5		121
L'ANNÉE PROCHAINE AURA POUR VIVRE										
A peu près la même chose que cette année	70,1	56,8	55,6	31,5	8,3	14,1	16,2	4,6		241
Moins que cette année	68,7	56,5	58,8	28,2	8,4	11,5	13,7	0,8		131
Plus que cette année	72,0	69,0	70,0	46,0	7,0	20,0	27,0	6,0		100
Ne sait pas	68,6	70,9	68,6	33,7	11,6	16,3	24,4	3,5		86

Moyens	Stratégies utilisées								
	Écono- mies	Vête- ments	Loi- sirs	Nour- riture	Enfant	Autres	Emp- runter	Vendre	Ens.
C. 16	69,9	61,1	60,9	33,7	8,6	14,9	18,8	3,8	558
%ligne									
LE MENAGE FINANCIEREMENT									
Est à l'aise	64,7	41,2	47,1	17,6	0,0	0,0	17,6	17,6	17
Ça va	75,2	49,6	52,6	19,0	4,4	10,9	13,9	1,5	137
C'est juste, il faut faire attention	72,3	62,3	59,7	32,7	7,7	11,3	15,7	2,3	300
Y arrive difficilement	62,1	73,6	77,0	60,9	17,2	31,0	29,9	6,9	87
Peut y arriver en faisant des dettes	25,0	87,5	81,2	50,0	18,8	37,5	62,5	18,8	16
Non réponse	100,0	100,0	100,0	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0	1
A eu un contact avec son père les 3 derniers mois									
Oui	67,0	61,6	66,5	31,7	6,2	12,9	21,0	4,5	224
Non	71,9	60,8	57,2	35,0	10,2	16,2	17,4	3,3	334
A eu un contact avec sa mère les 3 derniers mois									
Oui	67,5	64,0	66,6	30,5	8,1	12,7	22,1	3,9	308
Non	72,8	57,6	54,0	37,6	9,2	17,6	14,8	3,6	250
A eu un contact avec enfants les 3 derniers mois									
Oui	72,8	55,0	48,3	39,7	9,9	17,2	13,9	3,3	151
Non	68,8	63,4	65,6	31,4	8,1	14,0	20,6	3,9	407
A eu un contact avec autres les 3 derniers mois									
Oui	71,7	59,1	60,2	30,1	8,3	13,5	18,7	3,8	445
Non	62,8	69,0	63,7	47,8	9,7	20,4	19,5	3,5	113
Stratégies utilisées									
Utiliser les économies	100,0	55,1	54,1	30,0	6,9	12,6	15,4	2,6	390
Dépenser moins pour les vêtements	63,0	100,0	81,5	46,6	12,3	21,4	22,6	5,6	341
Dépenser moins pour les loisirs	62,1	81,8	100,0	42,9	12,4	21,5	22,1	5,0	340
Dépenser moins pour la nourriture	62,2	84,6	77,7	100,0	14,9	29,8	29,8	7,4	188
Dépenser moins pur les enfants	56,2	87,5	87,5	58,3	100,0	50,0	27,1	12,5	48
Dépenser moins pour autres	59,0	88,0	88,0	67,5	28,9	100,0	32,5	10,8	83
Emprunter	57,1	73,3	71,4	53,3	12,4	25,7	100,0	10,5	105
Vendre des biens	47,6	90,5	81,0	66,7	28,6	42,9	52,4	100,0	21

Typologie des personnes et stratégies

E. 1

*Typologie des personnes ayant eu des difficultés
en fonction des stratégies utilisées*

Groupes : 1 2 3 4 Ens.
effectifs : 184 329 307 160 980

%colonne

Stratégies utilisées					
Utiliser les économies	100,0	62,3	56,0	48,8	65,2
Dépenser moins pour les vêtements	0,0	82,4	99,7	43,8	66,0
Dépenser moins pour les loisirs	0,0	84,2	100,0	13,8	61,8
Dépenser moins pour la nourriture	0,0	0,0	94,8	76,9	42,2
Dépenser moins pour les enfants	0,5	6,7	35,8	6,2	14,6
Dépenser moins pour autres	1,1	9,7	42,3	24,4	20,7
Emprunter	6,0	16,4	36,8	37,5	24,3
Vendre des biens	0,0	3,6	8,8	3,8	4,6

POPULATION DE REFERENCE					
<i>Proba = 3.4E-012</i>					
Pauvre	30,4	32,5	55,0	56,3	43,1
Moyen	69,6	67,5	45,0	43,8	56,9

REVENU PAR U.C.					
<i>Proba = 3E-007</i>					
Moins de 500F par mois et par UC	1,6	3,3	2,9	2,5	2,8
De 501 à 1000F par mois et par UC	3,3	1,8	6,2	5,6	4,1
De 1001 à 1500F par mois et par UC	3,8	8,2	10,4	9,4	8,3
De 1501 à 2000F par mois et par UC	12,0	10,6	23,5	25,0	17,2
De 2001 à 2221F par mois et par UC	9,8	8,5	12,1	13,8	10,7
De 3702 à 4000F par mois et par UC	11,4	13,4	11,4	8,8	11,6
De 4001 à 4500F par mois et par UC	23,4	23,4	13,0	16,2	19,0
De 4500 à 5000F par mois et par UC	21,7	15,8	10,4	8,8	14,1
De 5001 à 5552F par mois et par UC	13,0	14,9	10,1	10,0	12,2

SEXE					
<i>Proba = 0.81</i>					
Homme	47,8	48,3	45,0	48,8	47,2
Femme	52,2	51,7	55,0	51,3	52,8

AGE					
<i>Proba = 1.3E-009</i>					
De 18 à 24 ans	13,0	18,2	21,8	13,8	17,7
De 25 à 34 ans	21,7	36,2	31,6	25,6	30,3
De 35 à 49 ans	29,3	31,9	27,7	24,4	28,9
De 50 à 64 ans	24,5	10,6	16,6	25,6	17,6
65 ans et plus	11,4	3,0	2,3	10,6	5,6

ETAT MATRIMONIAL					
<i>Proba = 5.7E-009</i>					
Célibataire	20,7	25,2	32,2	30,0	27,3
Marié	65,2	65,7	50,2	48,1	57,9
Veuf	10,3	3,0	3,3	10,0	5,6
Divorcé ou séparé	3,8	6,1	14,3	11,9	9,2

TYPE DE FAMILLE					
<i>Proba = 4.8E-006</i>					
Couple sans enfants	8,7	11,2	7,2	5,0	8,5
Couple, 1-2 enfants	44,0	47,4	30,3	26,9	38,1
Couple, 3 enfants et plus	15,2	16,7	22,8	25,6	19,8
Homme seul sans enfants	9,8	9,1	12,4	11,9	10,7
Femme seule sans enfants	7,1	7,0	7,5	8,1	7,3
Isolé, 1-2 enfants	8,7	4,3	12,1	10,0	8,5
Isolé, 3 enfants et plus	6,5	4,3	7,8	12,5	7,1

NOMBRE D'ENFANTS					
<i>Proba = 0.014</i>					
Pas d'enfant	25,5	27,4	27,0	25,0	26,5
Un enfant	23,9	24,6	20,5	16,9	21,9
Deux enfants	28,8	27,1	21,8	20,0	24,6
Trois ou quatre enfants	15,8	16,1	21,2	25,6	19,2
Cinq enfants et plus	6,0	4,9	9,4	12,5	7,8

<i>Typologie des personnes ayant eu des difficultés en fonction des stratégies utilisées</i>						
E. 2	Groupes :	1	2	3	4	Ens.
	effectifs :	184	329	307	160	980
%colonne						
REGION <i>Proba = 0.0018</i>						
Alsace	2,7	2,4	2,0	1,9	2,2	
Aquitaine	3,8	4,0	3,9	5,6	4,2	
Auvergne	6,5	3,0	1,3	0,6	2,8	
Basse-Normandie	3,3	0,6	1,6	3,1	1,8	
Bourgogne	2,2	2,1	2,3	1,3	2,0	
Bretagne	11,4	5,2	3,6	5,6	5,9	
Centre	3,8	5,2	3,9	4,4	4,4	
Champagne	0,5	1,2	2,9	3,1	1,9	
Corse	1,1	0,0	0,7	0,0	0,4	
Franche-Comté	3,3	5,5	2,9	3,8	4,0	
Haute-Normandie	0,5	3,0	2,3	0,6	1,9	
Languedoc-Roussillon	2,2	4,0	4,2	1,9	3,4	
Limousin	6,0	1,8	1,0	1,9	2,3	
Lorraine	6,5	3,3	2,6	3,8	3,8	
Midi-Pyrénées	5,4	4,9	7,5	8,1	6,3	
Nord	7,1	8,2	9,4	11,3	8,9	
Pays de la Loire	4,9	7,0	5,5	3,8	5,6	
Picardie	3,3	3,0	1,6	1,3	2,3	
Poitou-Charentes	3,3	2,7	2,9	6,2	3,5	
Provence-Côte d'Azur	3,3	4,3	5,2	6,2	4,7	
Ile de France	10,3	17,6	18,9	16,2	16,4	
Rhône-Alpes	8,7	10,9	13,7	9,4	11,1	
STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT <i>Proba = 1.6E-010</i>						
Propriétaire ou accédant	63,0	41,6	31,6	38,8	42,0	
Locataire ou sous-locataire	29,9	51,7	63,5	51,3	51,2	
Logé gratuitement	7,1	6,7	4,9	10,0	6,7	
MODE DE LOCATION <i>Proba = 0.084</i>						
Logement vide	100,0	94,1	92,3	97,6	94,6	
Meublé, hôtel ou garni	0,0	5,9	7,7	2,4	5,4	
-Non concerné-	70,1	48,3	36,5	48,8	48,8	
PROPRIETAIRE DE LA LOCATION <i>Proba = 0.066</i>						
Location HLM	32,7	41,2	34,4	50,0	39,0	
Location autre	67,3	58,8	65,6	50,0	61,0	
-Non concerné-	70,1	48,3	36,5	48,8	48,8	
PRETS A REMBOURSER <i>Proba = 0.034</i>						
Oui	72,0	88,5	81,3	78,9	81,2	
Non	28,0	11,5	18,7	21,1	18,8	
-Non concerné-	55,4	65,7	75,6	76,2	68,6	
VALEUR DU PATRIMOINE IMMOBILIER <i>Proba = 0.046</i>						
Moins de 200kF	11,7	13,1	14,0	27,2	15,3	
De 200 à moins de 500kF	39,1	48,8	45,6	34,6	43,2	
Plus de 500kF	40,6	33,9	33,3	29,6	34,8	
Ne sait pas	8,6	4,2	7,0	8,6	6,7	
-Non concerné-	30,4	48,9	62,9	49,4	49,9	
VALEUR DES DEPOTS ET PLACEMENTS <i>Proba = 4.2E-023</i>						
Moins de 2000F	3,9	12,7	27,8	24,5	17,5	
De 2000 à moins de 5000F	6,7	17,6	24,9	17,3	17,7	
De 5000 à moins de 10000F	13,5	19,9	17,8	18,0	17,7	
De 10000F à moins de 30000F	29,8	26,1	16,4	27,3	24,0	
Plus de 30000F	46,1	23,5	13,2	12,9	23,1	
-Non concerné-	3,3	7,0	8,5	13,1	7,8	

E. 3	Typologie des personnes ayant eu des difficultés en fonction des stratégies utilisées				
	Groupes : effectifs :	1 184	2 329	3 307	4 160
%colonne					
DIPLOME GENERAL Proba = 6.8E-005					
Pas de diplôme de l'enseignement général	29,9	31,9	47,2	44,4	38,4
CEP	39,7	29,2	25,1	30,0	30,0
BEPC, BE, BEPS	18,5	22,5	14,7	11,9	17,6
Baccalauréat et niveau bac	6,0	12,2	7,2	8,1	8,8
Diplôme universitaire	6,0	4,3	5,9	5,6	5,3
DIPLOME TECHNIQUE OU PROFESSIONNEL Proba = 0.00044					
Pas de diplôme technique ou professionnel	58,2	55,9	70,0	73,1	63,6
CAP, BEP ou équivalent	33,7	33,4	24,8	21,9	28,9
Baccalauréat, BTS, diplôme de grande école...	8,2	10,6	5,2	5,0	7,6
OCCUPATION ACTUELLE Proba = 1.5E-009					
Travaille	64,1	68,4	54,1	48,1	59,8
Chômage (ANPE ou pas)	4,3	13,1	18,2	15,6	13,5
Etudiant, stagiaire, militaire...	3,8	3,0	5,2	5,0	4,2
Retraité	14,7	5,5	6,2	13,8	8,8
Femme au foyer	8,2	8,2	15,3	10,6	10,8
Autre inactif	4,9	1,8	1,0	6,9	3,0
CLASSIFICATION DE L'EMPLOI Proba = 0.00073					
Ouvrier non qualifié, apprenti	11,7	15,8	29,2	22,5	20,4
Ouvrier (hautement) qualifié	14,6	18,9	12,8	20,8	16,5
Employé	51,8	49,0	45,3	44,2	47,6
Technicien, agent de maîtrise, ingénieur ou cadre	21,9	16,2	12,8	12,5	15,5
-Non concerné-	25,5	21,3	20,8	25,0	22,6
LECTURE D'UN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES Proba = 0.00067					
Oui	84,8	78,7	71,0	69,4	75,9
Non	15,2	21,3	29,0	30,6	24,1
NOMBRE DE LIVRES LUS (3 DERNIERS MOIS) Proba = 0.1					
Aucun	58,2	48,9	52,8	58,8	53,5
Un ou plus	41,8	51,1	47,2	41,3	46,5
SORTIES (BALS, CONCERTS...) Proba = 1E-008					
Ne pratique pas, ne le souhaite pas	20,7	11,9	20,2	30,0	19,1
Ne pratique pas, mais le souhaiterait	10,9	20,7	28,3	22,5	21,5
Pratique, ne souhaite pas plus	41,8	35,0	24,1	24,4	31,1
Pratique, souhaite pratiquer plus	26,6	32,5	27,4	23,1	28,3
VISITE A DES VOISINS Proba = 0.00017					
Non	33,2	43,5	51,5	53,1	45,6
Oui	66,8	56,5	48,5	46,9	54,4
SERVICE A DES VOISINS Proba = 0.0042					
Non	38,0	51,4	54,1	52,5	49,9
Oui	62,0	48,6	45,9	47,5	50,1
AMITIE AVEC DES VOISINS Proba = 0.0083					
Non	56,5	64,1	71,3	67,5	65,5
Oui	43,5	35,9	28,7	32,5	34,5
DESACCORD AVEC DES VOISINS Proba = 0.84					
Non	92,9	92,4	93,5	91,3	92,7
Oui	7,1	7,6	6,5	8,8	7,3
CLUB POLITIQUE Proba = 0.53					
Non adhérent	96,2	97,0	96,7	98,8	97,0
Adhérent	3,8	3,0	3,3	1,3	3,0

E. 4	Typologie des personnes ayant eu des difficultés en fonction des stratégies utilisées				
	Groupes : effectifs :	1 184	2 329	3 307	4 160
%colonne					
ASSOCIATION DE SPORT, MUSIQUE, CULTURE					<i>Proba = 0.18</i>
Non adhérent	78,8	79,0	78,2	86,2	79,9
Adhérent	21,2	21,0	21,8	13,8	20,1
ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, PARENTS D'ELEVES					<i>Proba = 0.034</i>
Non adhérent	91,8	90,6	94,8	96,9	93,2
Adhérent	8,2	9,4	5,2	3,1	6,8
SYNDICAT DE SALARIES					<i>Proba = 0.092</i>
Non adhérent	92,9	91,2	94,5	96,9	93,5
Adhérent	7,1	8,8	5,5	3,1	6,5
ASSOCIATION DE PERSONNES AGEES, RETRAITEES					<i>Proba = 0.32</i>
Non adhérent	95,1	97,9	97,4	97,5	97,1
Adhérent	4,9	2,1	2,6	2,5	2,9
AUTRE ASSOCIATION					<i>Proba = 0.47</i>
Non adhérent	90,2	90,9	93,5	93,1	91,9
Adhérent	9,8	9,1	6,5	6,9	8,1
NOMBRE DE MEILLEURS AMIS					<i>Proba = 0.19</i>
Aucun meilleur ami	19,0	25,5	26,4	28,1	25,0
Un ami au moins	81,0	74,5	73,6	71,9	75,0
OUVERTURE SUR L'EXTERIEUR (CONVERSATION DS LES 8 JOURS)					<i>Proba = 0.08</i>
Oui	92,9	91,5	86,6	91,3	90,2
Non	7,1	8,5	13,4	8,8	9,8
SCOLARISATION DU PERE					<i>Proba = 0.016</i>
Jamais scolarisé	7,1	7,0	13,5	10,1	9,5
Primaire	77,1	69,3	61,7	61,1	67,1
Secondaire	8,2	11,2	9,9	14,1	10,7
Technique ou supérieur	5,9	10,2	11,0	8,7	9,4
Ne sait pas	1,8	2,2	3,9	6,0	3,3
-Non concerné-	7,6	4,9	8,1	6,9	6,7
SCOLARISATION DE LA MERE					<i>Proba = 0.069</i>
Jamais scolarisé	11,2	7,2	13,6	15,3	11,3
Primaire	74,5	74,7	67,0	64,6	70,6
Secondaire	8,7	13,2	10,4	9,7	10,9
Technique ou supérieur	5,0	3,3	6,1	7,6	5,2
Ne sait pas	0,6	1,6	2,9	2,8	2,0
-Non concerné-	12,5	7,6	9,1	10,0	9,4
PROFESSION DU PERE (A 16 ANS)					<i>Proba = 0.00074</i>
Agriculteurs exploitants	31,5	19,8	14,7	21,2	20,6
Artisans, commerçants et c.e.	14,1	10,6	9,8	11,9	11,2
Cadres et prof. intell. supérieures	2,7	6,4	5,5	6,2	5,4
Professions intermédiaires	3,3	7,9	4,9	6,9	5,9
Employés	8,7	8,8	11,7	10,0	9,9
Ouvriers	37,0	45,3	46,3	39,4	43,1
Autres inactifs	0,0	0,0	0,7	0,6	0,3
Non réponse	2,7	1,2	6,5	3,8	3,6

E. 5	Typologie des personnes ayant eu des difficultés en fonction des stratégies utilisées				
	Groupes : effectifs :	1 184	2 329	3 307	4 160
%colonne					
PROFESSION DU GRAND-PERE PATERNEL <i>Proba = 0.00025</i>					
Agriculteurs exploitants	42,9	28,0	20,8	26,3	28,3
Artisans, commerçants et c.e.	10,3	12,5	10,1	7,5	10,5
Cadres et prof. intell. supérieures	1,6	2,7	2,0	3,8	2,4
Professions intermédiaires	1,6	2,7	1,0	2,5	1,9
Employés	5,4	8,2	7,2	4,4	6,7
Ouvriers	21,2	23,1	23,5	21,9	22,7
Autres inactifs	0,0	0,3	0,7	0,6	0,4
Non réponse	16,8	22,5	34,9	33,1	27,0
PROFESSION DE LA MERE (A 16 ANS) <i>Proba = 1.5E-005</i>					
Agriculteurs exploitants	26,6	12,5	8,5	17,5	14,7
Artisans, commerçants et c.e.	6,5	6,1	7,2	3,8	6,1
Cadres et prof. intell. supérieures	3,3	2,4	1,3	2,5	2,2
Professions intermédiaires	1,6	1,8	2,9	1,3	2,0
Employés	9,2	12,5	18,6	6,9	12,9
Ouvriers	8,7	9,1	10,4	7,5	9,2
Autres inactifs	42,9	54,1	47,6	58,8	50,7
Non réponse	1,1	1,5	3,6	1,9	2,1
PROFESSION DU GRAND-PERE MATERNEL <i>Proba = 0.00013</i>					
Agriculteurs exploitants	42,9	26,4	24,8	25,6	28,9
Artisans, commerçants et c.e.	11,4	9,4	9,1	6,2	9,2
Cadres et prof. intell. supérieures	0,5	3,6	3,3	3,1	2,9
Professions intermédiaires	1,1	0,6	1,0	0,6	0,8
Employés	3,3	7,3	4,6	5,0	5,3
Ouvriers	19,6	28,0	18,9	21,2	22,4
Autres inactifs	1,6	3,0	4,2	4,4	3,4
Non réponse	19,6	21,6	34,2	33,8	27,1
PROBLEMES D'ARGENT DANS LA JEUNESSE <i>Proba = 0.014</i>					
Oui	33,7	37,1	46,9	42,5	40,4
Non	66,3	62,9	53,1	57,5	59,6
PROBLEMES DE LOGEMENT DANS LA JEUNESSE <i>Proba = 0.023</i>					
Oui	7,6	8,8	14,3	15,0	11,3
Non	92,4	91,2	85,7	85,0	88,7
INCAPACITE TEMPORAIRE DUE A LA SANTE <i>Proba = 0.28</i>					
Oui	6,0	9,1	10,7	11,3	9,4
Non	94,0	90,9	89,3	88,8	90,6
ARRET DE TRAVAIL DE SIX MOIS AU MOINS <i>Proba = 0.33</i>					
Non	85,7	90,7	90,7	88,7	89,4
Oui	14,3	9,3	9,3	11,3	10,6
-Non concerné-	8,7	8,8	12,7	11,3	10,4
NOMBRE D'ACCIDENTS GRAVES AU COURS DE LA VIE <i>Proba = 0.093</i>					
Aucun	75,0	80,5	72,6	73,1	75,8
Un ou plus	25,0	19,5	27,4	26,9	24,2
AUTRE PROBLEME DE SANTÉ <i>Proba = 0.91</i>					
Oui	10,9	10,3	9,8	11,9	10,5
Non	89,1	89,7	90,2	88,1	89,5
DIVORCE OU SÉPARATION DES PARENTS <i>Proba = 0.022</i>					
Oui	5,4	9,4	14,0	11,3	10,4
Non	94,6	90,6	86,0	88,8	89,6
MALADIE OU HANDICAP DU PERE <i>Proba = 0.7</i>					
Oui	18,5	16,7	16,9	13,8	16,6
Non	81,5	83,3	83,1	86,2	83,4

E. 6	Typologie des personnes ayant eu des difficultés en fonction des stratégies utilisées				
	Groupes : effectifs :	1 184	2 329	3 307	4 160
%colonne					
MALADIE OU HANDICAP DE LA MERE <i>Proba = 0.089</i>					
Oui	11,4	9,1	12,7	5,6	10,1
Non	88,6	90,9	87,3	94,4	89,9
DISPUTE OU MÉSENTENTE ENTRE PARENTS <i>Proba = 0.013</i>					
Oui	6,5	14,3	16,3	11,3	13,0
Non	93,5	85,7	83,7	88,8	87,0
AUTRE ÉVÉNEMENT GRAVE <i>Proba = 0.39</i>					
Oui	16,8	12,2	14,7	16,9	14,6
Non	83,2	87,8	85,3	83,1	85,4
PROBLÈME POUR PAYER LE LOGEMENT (DANS LES 3 ANS) <i>Proba = 3.8E-014</i>					
Non	77,9	65,7	38,8	55,3	57,0
Oui	22,1	34,3	61,2	44,7	43,0
-Non concerné-	33,7	16,7	16,0	28,8	21,6
PB POUR PAYER LE GAZ, L'ELECTRICITE... (DANS LES 3 ANS) <i>Proba = 8.8E-030</i>					
Non	89,6	77,4	42,9	60,0	66,3
Oui	10,4	22,6	57,1	40,0	33,7
-Non concerné-	0,5	0,3	3,6	3,1	1,8
PROBLÈME POUR PAYER LE CHAUFFAGE (DANS LES 3 ANS) <i>Proba = 4.8E-019</i>					
Non	88,3	76,0	48,3	60,2	67,3
Oui	11,7	24,0	51,7	39,8	32,7
-Non concerné-	12,0	12,5	15,6	16,9	14,1
PROBLÈME POUR REMBOURSER LES EMPRUNTS (DANS LES 3 ANS) <i>Proba = 0.00021</i>					
Non	72,2	69,2	48,6	57,0	61,8
Oui	27,8	30,8	51,4	43,0	38,2
-Non concerné-	57,1	39,8	53,1	50,6	49,0
PROBLÈME POUR PAYER L'ALIMENTATION (DANS LES 3 ANS) <i>Proba = 1.7E-048</i>					
Non	95,7	87,8	43,6	56,3	70,3
Oui	4,3	12,2	56,4	43,8	29,7
PROBLÈME POUR PAYER LE MEDECIN... (DANS LES 3 ANS) <i>Proba = 6.2E-017</i>					
Non	95,0	84,3	62,8	74,8	78,2
Oui	5,0	15,7	37,2	25,2	21,8
-Non concerné-	2,2	1,5	5,5	3,1	3,2
PROBLÈME POUR PARTIR EN VACANCES (DANS LES 3 ANS) <i>Proba = 2.3E-018</i>					
Non	68,0	32,9	18,5	34,1	34,8
Oui	32,0	67,1	81,5	65,9	65,2
-Non concerné-	33,7	23,4	29,6	45,0	30,8
PERIODE DE CHOMAGE DE PLUS DE 3 MOIS <i>Proba = 3E-007</i>					
Oui	22,0	33,7	48,5	36,6	36,4
Non	78,0	66,3	51,5	63,4	63,6
-Non concerné-	8,7	8,8	12,7	11,3	10,4
FREQUENCE DES PERIODES DE CHOMAGE DE 3 MOIS <i>Proba = 0.3</i>					
Une fois	62,2	63,3	55,5	48,1	57,5
Deux fois	29,7	23,5	23,4	28,8	25,1
Trois fois et plus	8,1	13,3	21,1	23,1	17,5
-Non concerné-	79,9	70,2	58,3	67,5	67,9
LE FRANÇAIS COMME LANGUE MATERNELLE <i>Proba = 0.071</i>					
Oui	88,6	88,4	82,1	87,5	86,3
Non, mais le parle souvent	7,6	7,6	9,1	5,0	7,7
Non, et ne le parle pas chez vous	3,8	4,0	8,8	7,5	6,0

E. 7	Typologie des personnes ayant eu des difficultés en fonction des stratégies utilisées				
	Groupes : effectifs :	1 184	2 329	3 307	4 160
%colonne					
RECUEIL PAR L'ASSISTANCE PUBLIQUE <i>Proba = 0.0082</i>					
Oui	0,5	0,9	2,3	5,0	1,9
Non	99,5	99,1	97,7	95,0	98,1
GRAVES PROBLEMES DE SANTE <i>Proba = 0.046</i>					
Oui	5,4	4,0	9,1	8,1	6,5
Non	94,6	96,0	90,9	91,9	93,5
GRAND MANQUE D'AFFECTION <i>Proba = 0.0064</i>					
Oui	5,4	8,8	14,0	14,4	10,7
Non	94,6	91,2	86,0	85,6	89,3
NE VOIR NI PERE NI MERE PENDANT UN AN <i>Proba = 0.0021</i>					
Oui	4,3	4,9	11,7	10,0	7,8
Non	95,7	95,1	88,3	90,0	92,2
AVOIR FAIM <i>Proba = 5.3E-005</i>					
Oui	3,8	6,1	14,3	13,1	9,4
Non	96,2	93,9	85,7	86,9	90,6
MANQUER DE CHAUFFAGE <i>Proba = 0.0031</i>					
Oui	7,1	5,5	13,0	12,5	9,3
Non	92,9	94,5	87,0	87,5	90,7
AUTRE DIFFICULTE <i>Proba = 0.052</i>					
Oui	2,7	3,6	7,2	3,1	4,5
Non	97,3	96,4	92,8	96,9	95,5
SI PB, PREND SUR LES ECONOMIES <i>Proba = 1.8E-017</i>					
Oui	70,1	44,7	30,0	35,0	43,3
Non	29,9	55,3	70,0	65,0	56,7
SI PB, EMPRUNTE A FAMILLE, AMIS... <i>Proba = 3E-005</i>					
Oui	15,2	29,8	34,9	25,0	27,9
Non	84,8	70,2	65,1	75,0	72,1
SI PB, DEMANDE PRET OU AVANCE A L'EMPLOYEUR <i>Proba = 0.016</i>					
Oui	7,6	12,8	16,9	10,0	12,7
Non	92,4	87,2	83,1	90,0	87,3
SI PB, S'ADRESSE A UNE BANQUE <i>Proba = 0.0053</i>					
Oui	40,2	51,7	43,6	36,3	44,5
Non	59,8	48,3	56,4	63,8	55,5
SI PB, FAIT AUTREMENT <i>Proba = 0.29</i>					
Oui	2,7	4,0	4,6	6,9	4,4
Non	97,3	96,0	95,4	93,1	95,6
SI PB, NE SAIT PAS <i>Proba = 4.6E-007</i>					
Oui	2,7	2,7	9,8	14,4	6,8
Non	97,3	97,3	90,2	85,6	93,2
SI COUP DUR, HEBERGEMENT <i>Proba = 2.1E-006</i>					
Oui	93,5	91,5	79,5	84,4	86,9
Non	6,5	8,5	20,5	15,6	13,1
SI COUP DUR, AIDE FINANCIERE <i>Proba = 0.00019</i>					
Oui	74,5	78,7	64,8	64,4	71,2
Non	25,5	21,3	35,2	35,6	28,8

E. 8	Typologie des personnes ayant eu des difficultés en fonction des stratégies utilisées				
	Groupes : effectifs :	1 184	2 329	3 307	4 160
<i>%colonne</i>					
SI COUP DUR, AUTRE AIDE <i>Proba = 0.00092</i>					
Oui	95,1	93,6	86,6	94,4	91,8
Non	4,9	6,4	13,4	5,6	8,2
SURVENANCE D'UN COUP DUR <i>Proba = 7.2E-006</i>					
Oui, assez souvent	7,1	7,9	18,9	13,1	12,0
Oui, rarement	26,1	35,3	36,5	25,6	32,3
Non, jamais, mais ça pourrait arriver	27,7	25,2	18,9	24,4	23,6
Non, jamais	39,1	31,6	25,7	36,9	32,0
LIMITATION DANS LE TRAVAIL A CAUSE DE LA SANTÉ <i>Proba = 0.42</i>					
Oui	9,6	5,5	9,1	6,5	7,5
Non	90,4	94,5	90,9	93,5	92,5
-Non concerné-	38,0	33,4	46,6	51,9	41,4
AFFILIATION A LA SECURITE SOCIALE <i>Proba = 0.1</i>					
Oui, en tant qu'assuré	81,0	83,9	77,5	79,4	80,6
Oui, en tant qu'ayant droit	15,8	15,8	20,8	18,8	17,9
Non	3,3	0,3	1,6	1,9	1,5
APPARTENANCE AU REGIME GENERAL OU ASSIMILE <i>Proba = 0.054</i>					
Oui	79,8	83,6	83,0	73,7	81,1
Non	20,2	16,4	17,0	26,3	18,9
-Non concerné-	11,4	3,3	6,2	5,0	6,0
PRISE EN CHARGE A 100% <i>Proba = 0.0026</i>					
Oui	13,5	6,6	8,3	16,4	10,0
Non	86,5	93,4	91,7	83,6	90,0
-Non concerné-	11,4	3,3	6,2	5,0	6,0
ADHESION A UNE MUTUELLE <i>Proba = 0.0035</i>					
Oui	74,5	73,6	65,5	60,0	69,0
Non	25,5	26,4	34,5	40,0	31,0
L'ANNÉE PROCHAINE AURA POUR VIVRE <i>Proba = 0.064</i>					
A peu près la même chose que cette année	50,5	40,1	44,0	47,5	44,5
Moins que cette année	24,5	22,8	16,9	20,0	20,8
Plus que cette année	14,1	17,3	18,9	17,5	17,2
Ne sait pas	10,9	19,8	19,5	15,0	17,2
Non réponse	0,0	0,0	0,7	0,0	0,2
LE MENAGE FINANCIEREMENT <i>Proba = 2.2E-023</i>					
Est à l'aise	2,7	2,7	1,0	1,9	2,0
Ça va	35,3	21,9	10,1	12,5	19,2
C'est juste, il faut faire attention	53,3	55,3	38,1	47,5	48,3
Y arrive difficilement	8,7	16,7	41,0	30,0	25,0
Peut y arriver en faisant des dettes	0,0	3,0	9,4	8,1	5,3
Non réponse	0,0	0,3	0,3	0,0	0,2
A eu un contact avec son père les 3 derniers mois <i>Proba = 0.0005</i>					
Oui	35,9	45,0	33,6	26,9	36,7
Non	64,1	55,0	66,4	73,1	63,3
A eu un contact avec sa mère les 3 derniers mois <i>Proba = 1.6E-005</i>					
Oui	48,4	60,5	48,5	37,5	50,7
Non	51,6	39,5	51,5	62,5	49,3
A eu un contact avec enfants les 3 derniers mois <i>Proba = 4.8E-006</i>					
Oui	33,7	18,8	25,1	38,8	26,8
Non	66,3	81,2	74,9	61,3	73,2

E. 9	Typologie des personnes ayant eu des difficultés en fonction des stratégies utilisées					
	Groupes :	1	2	3	4	Ens.
	effectifs :	184	329	307	160	980
					%colonne	
A eu un contact avec autres les 3 derniers mois					<i>Proba = 4.2E-005</i>	
Oui		84,2	83,6	71,0	71,2	77,8
Non		15,8	16,4	29,0	28,8	22,2

CAHIER DE RECHERCHE

Récemment parus :

L'analyse des relations par opposition, par Michel Messu, N° 31, Avril 1992.

Le Revenu Minimum d'Insertion et l'accès à l'emploi : quelques éléments de réflexion sur la situation française (et version anglaise), par Michel Legros, Bernard Simonin, N° 32, Avril 1992.

Evaluation des politiques sociales et logiques d'action économique. 1. Le cas du R.M.I., par Christine Le Clainche, N° 33, Avril 1992.

Si/alors : "bien manger" ? - Application d'une nouvelle méthode d'analyse des représentations sociales à un corpus constitué des associations libres de 2000 individus, par Saadi Lahlou, N° 34, Avril 1992.

Analyse des relations entre l'épargne des ménages et le solde commercial (France, Irlande, Etats-Unis, Japon), par François Gardes, N° 35, Mai 1992.

Indicateurs sur la qualité de vie urbaine et sur l'environnement, par Georges Hatchuel, Guy Poquet, N° 36, Mai 1992.

Lignes de vie - Méthodologie de recueil et de traitement des données biographiques : le cas des carrières et trajectoires professionnelles, par Denise Bauer, Bruno Maresca, N° 37, Mai 1992.

Président : Bernard SCHAEFER Directeur : Robert ROCHEFORT
142, rue du Chevaleret, 75013 PARIS - Tél. : (1) 40.77.85.00

CRÉDOC

Centre de recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vi...